

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 342

16 avril 2005

### SOMMAIRE

Adam Offergeld II - Adam Offergeld Luxembourg G.m.b.H. & Co. KG, Bascharage .....	16371	Isinvest S.A., Luxembourg .....	16400
Adam Offergeld II - Adam Offergeld Luxembourg G.m.b.H. & Co. KG, Bascharage .....	16372	Julius Baer Multicooperation, Sicav, Luxembourg ..	16386
Asia Motor Technologies Holding S.A., Luxembourg-Kirchberg .....	16413	Julius Baer Multipartner, Sicav, Luxembourg .....	16373
Boulangerie- Pâtisserie Norbert Geisen, S.à r.l., Capellen .....	16399	Klinke International S.A., Luxembourg .....	16404
Boulangerie- Pâtisserie Norbert Geisen, S.à r.l., Capellen .....	16399	Pictet Global Selection Fund .....	16397
Celtes Investments, S.à r.l., Luxembourg .....	16410	Recordati S.A. Chemical and Pharmaceutical Company, Luxembourg .....	16369
Celtes Investments, S.à r.l., Luxembourg .....	16413	Sacnas Re S.A., Münsbach .....	16370
Cerfontaine S.A., Luxembourg .....	16404	Servi-Therm, S.à r.l., Ernster .....	16402
Fernseh Holding, S.à r.l., Luxembourg .....	16416	Servi-Therm, S.à r.l., Ernster .....	16403
Fernseh Holding, S.à r.l., Luxembourg .....	16414	Sources Immo S.A., Pétange .....	16384
Harmonis S.A., Luxembourg .....	16369	Sources Immo S.A., Pétange .....	16385
Header Holding S.A., Luxembourg .....	16370	TDK Recording Media Europe S.A., Bascharage..	16400
		TDK Recording Media Europe S.A., Bascharage..	16402
		Tenzing CFO S.A., Luxembourg .....	16403
		Tepimo S.A.H., Luxembourg .....	16397
		Tepimo S.A.H., Luxembourg .....	16399

### RECORDATI S.A. CHEMICAL AND PHARMACEUTICAL COMPANY, Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon 1<sup>er</sup>.  
R. C. Luxembourg B 59.154.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2005.

Signature.

(005374.3//211//8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2005.

### HARMONIS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.  
R. C. Luxembourg B 105.080.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2005.

Signature.

(005375.3/211/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2005.

**HEADER HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.  
R. C. Luxembourg B 45.470.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire  
tenue extraordinairement le 17 décembre 2004*

Sont nommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2009:

- Monsieur Bruno Farina, administrateur de sociétés, demeurant à Via Diciotti Marzo n° 7, I-22036 Erba, Président du Conseil d'Administration,
- Monsieur Luigi Farina, administrateur de sociétés, demeurant à Via Tassera 38, I-22036 Erba,
- Monsieur Gianguido Caligaris, administrateur de sociétés, demeurant à Via Motta 25, CH-6850 Mendrisio.

Est nommé commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2009:

- AUDIEX S.A. 57, avenue de la Faïencerie, Luxembourg.

Luxembourg, le 17 décembre 2004.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 22 décembre 2004, réf. LSO-AX06915. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(107608.3/534/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2004.

---

**SACNAS RE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5365 Münsbach, 6, Parc d'Activités Syrdall.  
R. C. Luxembourg B 49.516.

—  
DISSOLUTION

L'an deux mille cinq, le vingt-cinq mars.

Par-devant Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg- Eich.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme SACNAS RE S.A., ayant son siège social à L-5365 Münsbach, 6, Parc d'Activités Syrdall,

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 11 avril 1997, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 396 du 23 juillet 1997,

modifiée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 2 juin 1999, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 623 du 18 août 1999,

modifiée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 18 novembre 2002, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 37 du 14 janvier 2003,

modifiée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 15 février 2005, non encore publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations,

inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 49 516.

L'assemblée générale extraordinaire est ouverte à 14.00 heures sous la présidence de Monsieur Maurice Haag, directeur général, demeurant à L-1219 Luxembourg.

Le président nomme comme secrétaire Madame Anne-Rose Goebel, employée privée, demeurant professionnellement à Münsbach,

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Valérie Coquille, employée privée, demeurant professionnellement à Münsbach.

Le bureau de l'assemblée étant constitué, le président requiert le notaire d'acter que:

I: L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

- 1.- Rapport du Commissaire à la liquidation.
- 2.- Décharge aux Administrateurs, au liquidateur et au commissaire à la liquidation.
- 3.- Clôture de la liquidation.
- 4.- Indication de l'endroit où seront déposés et conservés pendant cinq ans les livres et documents sociaux.

II: Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions des actionnaires, sont renseignés sur une liste de présence, laquelle, signée par les actionnaires ou par leurs mandataires et par les membres du bureau de l'assemblée, restera annexée aux présentes.

Les procurations des actionnaires représentés, paraphées ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte.

III: Il résulte de ladite liste de présences que toutes les actions sont présentes ou représentées à l'assemblée, laquelle en conséquence est constituée régulièrement et peut valablement délibérer sur les points de l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du Jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée générale approuve le rapport du Commissaire à la liquidation soumis à l'Assemblée.

*Deuxième résolution*

L'assemblée générale adopte les comptes de liquidation et donne décharge pleine et entière au liquidateur la société GECALUX S.A., avec siège social à L-5365 Münsbach, 6, Parc d'Activités Syrdall (R.C.S B n° 22.094), et au Commissaire à la liquidation, KPMG AUDIT Société Civile, avec siège social à L-2520 Luxembourg, 31, Allée Scheffer, pour l'accomplissement de leurs fonctions concernant la liquidation de la société.

*Troisième résolution*

L'assemblée générale donne décharge pleine et entière aux administrateurs et au réviseur externe de la société pour leur mandat jusqu'à ce jour.

*Quatrième résolution*

L'assemblée générale déclare que la liquidation de la société est en conséquence à considérer comme close et que les livres et documents de la société seront conservés pendant une durée de cinq ans à partir du jour de la liquidation au siège de MONDIAL ASSISTANCE S.A.S. à F-75009 Paris, 37, rue Taitbout.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour la présente assemblée a été clôturée à 14.15 heures.

*Evaluation des frais*

Les frais, dépenses, rémunération et charges qui incombent à la Société en raison du présent acte, sont évalués à 900,- EUR.

Dont acte, fait et passé à Münsbach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus par le notaire instrumentaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les membres du bureau ont signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: M. Haag, A.-R.Goebel, V.Coquille, P. Decker.

Enregistré à Luxembourg, le 31 mars 2005, vol. 24CS, fol. 12, case 12. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Eich, le 5 avril 2005.

P. Decker

(029003.3/206/69) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2005.

**ADAM OFFERGELD II - ADAM OFFERGELD LUXEMBURG, G.m.b.H. & Co. KG,  
Kommanditgesellschaft.**

Gesellschaftssitz: L-4940 Niederkerschen, Zone Industrielle.

H. R. Luxemburg B 48.639.

Im Jahre zweitausendvier, am dreizehnten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Alex Weber, mit dem Amtswohnsitz zu Niederkerschen.

Sind erschienen:

1.- Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung deutschen Rechtes OFFERGELD LOGISTIK, G.m.b.H., mit Sitz in D-52146 Würselen (Deutschland), 1-3, Grüner Weg, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichtes Aachen (Deutschland) unter der Nummer HRB 5800,

Inhaberin von einhundertdreiundneunzigtausendvierhundertdreiundzwanzig (193.423) Anteilen und Kommanditistin, hier vertreten durch Herrn Paul Marx, Doktor der Rechte, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift ausgestellt am 7. Dezember 2004.

2.- Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung ADAM OFFERGELD LUXEMBURG, G.m.b.H., mit Sitz in L-4940 Niederkerschen, Zone Industrielle, eingetragen im R.C.S.L. unter der Nummer B 38.732,

Inhaberin eines (1) Anteils und Komplementärin, hier vertreten durch Herrn Paul Marx, vorgenannt,

aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift ausgestellt am 7. Dezember 2004.

Die beiden vorerwähnten Vollmachten bleiben, nach ne varietur Paraphierung durch den Bevollmächtigten der Erschienenen und den unterzeichneten Notar, gegenwärtiger Urkunde beigebogen um mit derselben einregistriert zu werden.

Die Erschienenen, hier vertreten wie vorerwähnt, erklären die alleinigen Gesellschafter zu sein der einfachen Kommanditgesellschaft ADAM OFFERGELD II - ADAM OFFERGELD LUXEMBURG, G.m.b.H. & Co. K.G., mit Sitz in L-4940 Niederkerschen, Zone Industrielle, welche gegründet wurde gemäss Urkunde aufgenommen durch den Notar Emile Schlessler, mit Amtswohnsitz in Luxemburg, am 1. September 1994, veröffentlicht im Mémorial C, Nummer 517 vom 10. Dezember 1994, und deren Satzung abgeändert wurde, gemäss Urkunde aufgenommen durch den vorerwähnten Notar Emile Schlessler, am 9. November 1999, veröffentlicht im Mémorial C, Nummer 13 vom 5. Januar 2000, gemäss Urkunde aufgenommen durch den unterzeichneten Notar, am 20. Dezember 2000, veröffentlicht im Mémorial C, Nummer 619 vom 9. August 2001 und gemäss Urkunde aufgenommen durch den unterzeichneten Notar, am 24. Juni 2004, veröffentlicht im Mémorial C, Nummer 908 vom 10. September 2004 und das Kapital wurde in Euro umgewandelt gemäss einer privatschriftlichen Urkunde vom 27. Juli 2001, veröffentlicht im Mémorial C, Nummer 243 vom 13. Februar 2002,

haben sich zu einer ausserordentlichen Generalversammlung eingefunden und ersuchen den unterzeichneten Notar folgendes zu beurkunden:

*Erster Beschluss*

Die Gesellschafter beschliessen eine Aufstockung des Kapitals in Höhe von achthunderttausend Euro (€ 800.000.-), um es von seinem jetzigen Betrag von vier Millionen siebenhundertvierundneunzigtausendachthundertsiebenundsiebzig Euro (€ 4.794.877.-) auf fünf Millionen fünfhundertvierundneunzigtausendachthundertsiebenundsiebzig Euro (€ 5.594.877.-) zu erhöhen durch die Ausgabe von zweiunddreissigtausendzweihunderteinundsiebzig (32.271) neuen Anteilen ohne Nennwert.

*Zeichnung und Einzahlung*

Alsdann werden die zweiunddreissigtausendzweihunderteinundsiebzig (32.271) neuen Anteile gezeichnet und vollständig eingezahlt mittels einer Bareinlage von achthunderttausend Euro (€ 800.000.-) durch die vorerwähnte Kommanditistin OFFERGELD LOGISTIK, G.m.b.H., wie dies dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde.

*Verzicht*

Die vorerwähnte Komplementärin ADAM OFFERGELD LUXEMBURG, G.m.b.H. erklärt auf ihr Vorzugsrecht auf die neuen Anteile zu verzichten.

*Zweiter Beschluss*

Infolge der vorhergehenden Kapitalaufstockung wird Artikel 4 der Satzung der Gesellschaft abgeändert und erhält nunmehr folgenden Wortlaut:

«**Artikel 4. Gesellschafter und Kapitaleinlagen.** Das Gesellschaftskapital beträgt fünf Millionen fünfhundertvierundneunzigtausendachthundertsiebenundsiebzig Euro (€ 5.594.877.-). Es ist eingeteilt in zweiundfünfundzwanzigtausendsechshundertfünfundneunzig (225.695) gleiche Anteile ohne Nennwert und wie folgt gezeichnet:

1) OFFERGELD LOGISTIK, G.m.b.H., Gesellschaft mit beschränkter Haftung deutschen Rechtes, mit Sitz in D-52146 Würselen, 1-3, Grüner Weg, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichtes Aachen unter der Nummer HRB 5.800,	
- Kommanditistin, zweiundfünfundzwanzigtausendsechshundertvierundneunzig Anteile. . . . .	225.694
2) ADAM OFFERGELD LUXEMBURG, G.m.b.H., Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Sitz in L-4940 Niederkerschen, Zone Industrielle, eingetragen im R.C.S.L. unter der Nummer B 38.732,	
- persönlich haftende Komplementärin, ein Anteil . . . . .	1
Total: zweiundfünfundzwanzigtausendsechshundertfünfundneunzig . . . . .	<u>225.695</u>

Sämtliche Anteile sind voll eingezahlt.»

*Kosten*

Die Kosten, welche der Gesellschaft aufgrund gegenwärtiger Urkunde anfallen, werden abgeschätzt auf ungefähr zehntausendfünfhundert Euro (€ 10.500.-).

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Niederkerschen, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten der Erschienenen, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Unterschrift: P. Marx, A. Weber.

Enregistré à Capellen, le 15 décembre 2004, vol. 431, fol. 31, case 1. – Reçu 8.000 euros.

*Le Receveur (signé):* Santioni.

Für gleichlautende Ausfertigung auf stempelfreiem Papier, der Gesellschaft auf Wunsch erteilt, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Niederkerschen, den 5. Januar 2005.

A. Weber.

(002175.3/236/79) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2005.

**ADAM OFFERGELD II - ADAM OFFERGELD LUXEMBURG, G.m.b.H. & Co. KG,  
Société en commandite simple.**

Siège social: L-4940 Bascharage, Zone Industrielle.  
R. C. Luxembourg B 48.639.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Weber.

(002177.3/236/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2005.

**JULIUS BAER MULTIPARTNER, Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.**

Gesellschaftssitz: L-1470 Luxemburg, 69, route d'Esch.

H. R. Luxemburg B 75.532.

Im Jahre zweitausendfünf, am fünften April, um 10.00 Uhr.

Vor Notar Jean-Paul Hencks, im Amtssitze zu Luxemburg,

Fand die außerordentliche Generalversammlung der Anteilseigner des JULIUS BAER MULTIPARTNER, einer Investmentgesellschaft mit veränderlichem Kapital, welche ihren Geschäftssitz in 69, route d'Esch, L-1470 Luxemburg hat, (die «Gesellschaft»), gegründet in Luxemburg am 26. April 2000 durch Urkunde des Notars Jean-Joseph Wagner, mit damaligem Amtssitz in Sassenheim, Großherzogtum Luxemburg, welche im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations («Mémorial») Nr. 456 vom 28. Juni 2000 veröffentlicht wurde, statt.

Die Satzung wurde zuletzt durch notarielle Urkunde vom 14. Januar 2002, veröffentlicht im Mémorial Nr. 264 vom 15. Februar 2002, abgeändert.

Die Gesellschaft ist eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg, Sektion B unter Nummer 75.532.

Den Vorsitz der Versammlung führt Herr Hermann Beythan, Anwalt, wohnhaft in Luxemburg,

welcher als Sekretär bestimmt Frau Nadine Schaack, Privatbeamtin, wohnhaft in Luxemburg.

Die Generalversammlung wählt als Stimmenzähler Frau Nathalie Clement, Privatbeamtin, wohnhaft in Luxemburg.

Der Vorsitzende erklärt und bittet den Notar zu beurkunden:

1. Die anwesenden oder vertretenen Anteilseigner und die Anzahl der Anteile, welche jeder von ihnen hält, sind aufgezeichnet in einer Anwesenheitsliste, die von den Bevollmächtigten der vertretenen Anteilseigner und von den Mitgliedern des Büros unterzeichnet ist. Diese Anwesenheitsliste und die Vollmachten, paraphiert ne varietur, sind dieser Originalurkunde beigegeben und werden mit ihr einregistriert.

2. Einberufungsschreiben wurden veröffentlicht:

im Mémorial vom 18. März 2005 und 29. März 2005;

in der Zeitung «Luxemburger Wort» vom 18. März 2005 und 29. März 2005;

den Eignern von Namensanteilen wurden sie am 23. März 2005 per Post zugesandt.

3. Von sieben Millionen sechshundertdreißigtausend vierhundertfünfunddreißig komma fünfhundertvierundneunzig (7.663.435,594) Anteilen, die ausgegeben wurden und in Umlauf sind, sind fünf Millionen einhundertviertausend einhundertachtundzwanzig (5.104.128,000) Anteile bei der gegenwärtigen außerordentlichen Generalversammlung anwesend oder vertreten.

4. Diese Generalversammlung ist demnach ordnungsgemäß zusammengesetzt und kann rechtsgültig über alle Punkte der Tagesordnung beraten und entscheiden.

5. Die Tagesordnung der Generalversammlung ist wie folgt:

- Unterstellung der Gesellschaft unter Teil 1 des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen (das «Gesetz von 2002»), sowie insbesondere dementsprechende Abänderung von Artikel 3 der Satzung wie folgt:

«Der ausschließliche Gegenstand der Gesellschaft ist die Anlage in übertragbare Wertpapiere jeder Art und/oder in andere liquide Finanzanlagen im Sinne von Artikel 41 Absatz 1 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 (das «Gesetz von 2002») über Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapiere, zum Zwecke der Risikostreuung und um den Anteilseignern das Ergebnis der Verwaltung des Anlagevermögens zukommen zu lassen. Die Gesellschaft kann jede Maßnahme treffen und alle Geschäfte durchführen, die sie als zur Erfüllung und Entwicklung ihres Gesellschaftszwecks nützlich erachtet, in dem Umfange, wie es das Gesetz von 2002 erlaubt»,

- weitere Abänderung der Satzung der Gesellschaft, um diese an das Gesetz von 2002 anzupassen,

- Umbenennung der «Anteilklassen» in «Subfonds»,

- Spezifizierung der zwei letzten Absätze von Artikel 15,

- Abänderung von Absatz 1 sowie Punkt a) in Artikel 24 und

- Annahme der neuen Satzung der Gesellschaft.

Nach Beratung über die Tagesordnung nehmen die Anteilseigner einstimmig folgenden Beschluss an:

Die Versammlung beschliesst, die Gesellschaft Teil 1 des Gesetzes von 2002 zu unterstellen und die Satzung neuzufassen, insbesondere in Bezug auf die in der Tagesordnung erwähnten Punkte.

Die neue Satzung lautet wie folgt:

**Art. 1. Die Gesellschaft.** Unter dem Namen JULIUS BAER MULTIPARTNER (die «Gesellschaft») besteht eine «Investmentgesellschaft mit veränderlichem Kapital» (SICAV).

**Art. 2. Dauer.** Die Gesellschaft besteht für einen unbegrenzten Zeitraum. Sie kann jederzeit durch einen Beschluß der Anteilseigner der Gesellschaft aufgelöst werden, sofern der Beschluß in der Form gemäß Art. 32 der Satzung erfolgt.

**Art. 3. Gegenstand.** Der ausschließliche Gegenstand der Gesellschaft ist die Anlage in übertragbare Wertpapiere jeder Art und/oder in andere liquide Finanzanlagen im Sinne von Artikel 41 Absatz 1 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 (das «Gesetz von 2002») über Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapiere, zum Zwecke der Risikostreuung und um den Anteilseignern das Ergebnis der Verwaltung des Anlagevermögens zukommen zu lassen. Die Gesellschaft kann jede Maßnahme treffen und alle Geschäfte durchführen, die sie als zur Erfüllung und Entwicklung ihres Gesellschaftszwecks nützlich erachtet, in dem Umfange, wie es das Gesetz von 2002 erlaubt.

**Art. 4. Geschäftssitz.** Der Geschäftssitz der Gesellschaft besteht in der Stadt Luxemburg, im Großherzogtum Luxemburg. Zweigniederlassungen oder andere Repräsentanten können entweder in Luxemburg oder im Ausland durch Beschluß des Verwaltungsrates der Gesellschaft (der 'Verwaltungsrat') errichtet werden.

Falls der Verwaltungsrat entscheidet, daß Ereignisse höherer Gewalt geschehen sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die normalen Geschäftstätigkeiten der Gesellschaft an ihrem Geschäftssitz oder den laufenden Kontakt mit Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Geschäftssitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis diese außerordentlichen Umstände beendet sind. Derartige vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, die eine Luxemburger Gesellschaft bleibt.

**Art. 5. Gesellschaftskapital - Aktien.** Das Gesellschaftskapital ist durch Anteile ohne Nennwert («Anteile») dargestellt, die zusammen jederzeit dem Inventarwert der Gesellschaft entsprechen.

Das Mindestkapital der Gesellschaft entspricht in Schweizer Franken dem Gegenwert von einer Million zweihundertfünfzigtausend (1.250.000,00) Euro.

Der Verwaltungsrat ist ohne Einschränkung berechtigt, jederzeit Anteile zum Ausgabepreis pro Anteil gem. Artikel 27 auszugeben, ohne den bestehenden Anteilseignern der Gesellschaft ein Anrecht auf die neuen Anteile zu gewähren. Der Verwaltungsrat kann jedem seiner Mitglieder oder einem Geschäftsführer der Gesellschaft oder jeder rechtmäßig ermächtigten Person die Befugnis übertragen, Zeichnungen anzunehmen und Zahlungen für solche neuen Anteile entgegenzunehmen und diese auszuhändigen.

Solche Anteile können gemäß Beschluß des Verwaltungsrates verschiedenen Anlagevermögen («Subfonds») angehören und ebenfalls nach Beschluß des Verwaltungsrates in unterschiedlichen Währungen notiert sein. Der Verwaltungsrat kann ausserdem bestimmen, daß innerhalb eines Subfonds zwei oder mehrere Kategorien von Anteilen («Anteilkategorie») mit unterschiedlichen Merkmalen ausgegeben werden, wie z.B. eine spezifische Ausschüttungs- oder Thesaurierungspolitik, eine spezifische Gebührenstruktur oder andere spezifische Merkmale wie jeweils vom Verwaltungsrat bestimmt und im Verkaufsprospekt der Gesellschaft beschrieben.

Der Erlös der Ausgabe jedes Subfonds wird gemäß Artikel 3 dieser Satzung in Wertpapiere (Wertrechte etc.; in der Folge «Wertpapiere») bzw. in andere liquide Finanzanlagen investiert, die den geographischen Regionen, Industriesektoren, Währungsgebieten entsprechen und die Vorschriften betreffend spezielle Formen von Aktien oder fest- oder variabelverzinslichen Wertpapieren berücksichtigen, die der Verwaltungsrat für die betreffenden Subfonds bestimmt.

Die Gesellschaft kann von Zeit zu Zeit Gratisanteile ausgeben, wobei der Inventarwert pro Anteil dann auf dem Wege eines Splits verkleinert wird.

Zur Bestimmung des Gesellschaftskapitals werden die Inventarwerte jedes Subfonds, die nicht in Schweizer Franken ausgedrückt sind, in Schweizer Franken umgerechnet, so daß das Gesellschaftskapital der Summe aller Inventarwerte aller Subfonds ausgedrückt in Schweizer Franken entspricht.

**Art. 6. Inhaber und Namensanteile.** Der Verwaltungsrat kann entscheiden, Namens- und/oder Inhaberanteile auszugeben. Zertifikate für Inhaberanteile werden in vom Verwaltungsrat zu beschließenden Stückelungen ausgegeben. Zertifikate über ausschüttende Anteile in Inhaberform müssen mit Ertragsscheinen versehen sein. Wenn ein Anteilseigner von Inhaberanteilen die Zusendung oder den Austausch seiner Zertifikate in diejenigen einer anderen Anteilskategorie bzw. den Umtausch in Namensanteile (oder umgekehrt) wünscht, werden ihm die üblichen Gebühren belastet.

Im Falle von Namensanteilen, oder wenn der Verwaltungsrat beschließt, daß die Anteilseigner eines Subfonds keine Zertifikate erhalten oder wenn ein Anteilseigner keine Zertifikate zu erhalten wünscht, wird ihm stattdessen eine Bestätigung seines Anteilsbesitzes zugestellt. Wünscht ein Anteilseigner eines Namensanteils, daß ihm eine Bestätigung oder Anteilszertifikate für seine Anteile ausgestellt und zugesandt wird, werden ihm die üblichen Gebühren belastet.

Bei Namensanteilen können Bruchteile von Anteilen ausgegeben werden, welche auf drei Stellen hinter dem Komma auf- oder abgerundet werden. Bei Inhaberanteilen werden keine Bruchteile ausgegeben.

Anteilszertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder einem Verwaltungsratsmitglied und einem rechtmäßig vom Verwaltungsrat dazu ermächtigten Bevollmächtigten unterzeichnet.

Unterschriften des Verwaltungsrates können entweder von Hand, in gedruckter Form oder als Faksimile geleistet werden. Die Unterschrift eines Bevollmächtigten ist handschriftlich zu leisten.

Die Gesellschaft kann Anteilszertifikate oder Anteilsbestätigungen in einer Form ausstellen, die der Verwaltungsrat jeweils beschließen wird.

Anteile werden nach Annahme der Zeichnung und vorbehaltlich der Zahlung des Kaufpreises (gem. Artikel 27) ausgegeben. Der Zeichner wird die Lieferung von Anteilszertifikaten bzw. wie oben dargelegt, eine Bestätigung seiner Anteile innerhalb banküblicher Fristen erhalten.

Zahlungen von Dividenden an Anteilseigner erfolgen, soweit es sich um Namensanteile handelt, an ihre Anschrift im Gesellschaftsregister («Register») oder an jene Anschrift, die der Gesellschaft schriftlich angegeben worden ist; bezüglich Inhaberanteile erfolgt die Zahlung von Dividenden gegen Vorlage des jeweiligen Ertragsscheins bei den von der Gesellschaft benannten Zahlstellen.

Eine Dividende, die erklärt, aber nicht auf einen ausschüttenden Inhaberanteil ausbezahlt wurde, insbesondere wenn kein Ertragsschein vorgelegt wird, kann nach Ablauf eines Zeitraums von fünf Jahren ab der hierfür erfolgten Zahlungserklärung vom Eigner eines solchen Anteils nicht mehr eingefordert werden und wird dem jeweiligen Subfonds der Gesellschaft gutgeschrieben. Auf erklärte Dividenden werden vom Zeitpunkt ihrer Fälligkeit an keine Zinsen bezahlt.

Die Anteilseigner sämtlicher ausgegebenen Namensanteile der Gesellschaft werden im Register eingetragen, das von der Gesellschaft oder durch eine oder mehrere Personen/Firmen geführt wird, die hierzu vom Verwaltungsrat ernannt werden. In diesem Register soll der Name jedes Anteilseigners von Namensanteilen, sein Wohnsitz oder der gewöhnliche Aufenthalt und die Anzahl, die Subfonds und Anteilskategorie der von ihm gehaltenen Anteile eingetragen werden. Die Übertragung und die Rückgabe eines Namensanteils wird in das Register eingetragen nach Zahlung einer üblichen Gebühr, die von der Gesellschaft für eine derartige Registrierung festgelegt wird.

Anteile sind frei von Beschränkungen der Übertragungsrechte und Ansprüchen zu Gunsten der Gesellschaft.

Die Übertragung von Inhaberanteilen erfolgt durch die Aushändigung der entsprechenden Anteilszertifikate.

Die Übertragung von Namensanteilen erfolgt durch Eintragung in das Aktienregister ggf. anlässlich der Aushändigung der Bestätigungen oder Zertifikate über diese Anteile (soweit ausgegeben) zusammen mit solchen Dokumenten für die Übertragung, die der Gesellschaft notwendig erscheinen.

Sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen der Gesellschaft an die Anteilseigner können an die Adresse geschickt werden, die in das Register eingetragen wurde. Falls ein Anteilseigner diese Anschrift nicht mitteilt, kann eine entsprechende Notiz in das Register eingetragen werden. In Folge kann die Gesellschaft davon ausgehen, die Anschrift des Anteilseigners befände sich am Geschäftssitz der Gesellschaft oder an einer anderen Adresse, wie von der Gesellschaft beschlossen, bis der Anteilseigner der Gesellschaft eine andere Anschrift schriftlich mitteilt. Der Anteilseigner kann zu jeder Zeit seine in dem Register eingetragene Anschrift korrigieren, durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft an deren Geschäftssitz oder an eine Anschrift, gemäß Bestimmung der Gesellschaft.

Im Falle der Ausgabe von Bruchteilsanteilen wird ein solcher Bruchteil in das Register eingetragen. Dieser Bruchteil beinhaltet keine Stimmberechtigung, jedoch berechtigt er, in dem Umfang wie von der Gesellschaft festgelegt, zu einem entsprechenden Anteil an der Dividende und am Liquidationserlös. Bei Inhaberanteilen werden nur Anteilszertifikate, die volle Anteile darstellen, ausgegeben.

**Art. 7. Verlorene und zerstörte Zertifikate.** Falls ein Anteilseigner von Inhaberanteilen der Gesellschaft in rechtsgenügender Weise nachweisen kann, daß sein Anteilszertifikat verlegt, beschädigt oder zerstört ist, kann ein Duplikat des Anteilszertifikats ausgestellt werden, sofern die von der Gesellschaft verlangten Bedingungen erfüllt sind. Mit der Ausgabe eines neuen Anteilszertifikats mit dem Vermerk «Duplikat» wird das ursprüngliche Anteilszertifikat ungültig. Die Gesellschaft ist berechtigt, nach ihrem Gutdünken, dem Anteilseigner die Kosten für die Beschaffung eines Duplikats oder die Ausstellung eines neuen Anteilszertifikates zu belasten.

**Art. 8. Einschränkung des Anteilbesitzes.** Der Verwaltungsrat hat das Recht, die Einschränkungen (außer Einschränkung der Übertragung von Anteilen) zu erlassen, die er für notwendig erachtet, um sicherzustellen, daß keine Anteile der Gesellschaft oder Anteile eines Subfonds und/oder einer Anteilskategorie von einer Person (im folgenden «ausgeschlossene Person» genannt) erworben oder gehalten werden:

a) welche die Gesetze oder Vorschriften eines Landes und/oder behördliche Verfügungen verletzt oder gemäß den Bestimmungen des Prospekts vom Anteilseigentum ausgeschlossen ist;

b) deren Anteilsbesitz nach Meinung des Verwaltungsrats dazu führt, daß die Gesellschaft Steuerverbindlichkeiten bzw. andere finanzielle Nachteile erleidet, die sie ansonsten nicht erlitten hätte oder erleiden würde.

Die Gesellschaft kann demnach den Besitz von Anteilen durch eine ausgeschlossenen Person einschränken oder untersagen. Hierfür kann die Gesellschaft:

a) die Ausgabe von Anteilen oder die Registrierung von Anteilsübertragungen ablehnen, bis sie sich vergewissert hat, ob die Ausgabe oder die Registrierung dazu führen könnte, daß dadurch ein tatsächliches Eigentum an solchen Anteilen durch eine Person begründet würde, die vom Besitz von Anteilen ausgeschlossen ist;

b) jederzeit von jeder namentlich registrierten Person verlangen, dem Register alle Angaben zu liefern, die sie für notwendig erachtet zwecks Klärung der Frage, ob diese Anteile tatsächlich im Eigentum einer Person stehen oder stehen werden, die vom Besitz von Anteilen ausgeschlossen ist;

c) falls die Gesellschaft der Überzeugung ist, daß eine ausgeschlossene Person, entweder allein oder in Gemeinschaft mit einer anderen Person, rechtlicher oder tatsächlicher Eigner der Anteile ist, und falls diese Person die Anteile nicht einer berechtigten Person überträgt, kann die Gesellschaft zwangsweise von diesem Anteilseigner alle von demselben gehaltene Anteile wie folgt zurücknehmen:

(1) die Gesellschaft wird dem Anteilseigner, der als der Eigner der erworbenen Anteile gilt, eine Aufforderung zustellen (nachstehend als «die Rücknahme-Aufforderung» genannt), wobei sie, wie oben beschrieben, die zurückzukaufenden Anteile, den für diese Anteile zu zahlenden Preis und den Ort, wo der Kaufpreis im Hinblick auf diese Anteile zahlbar ist, bestimmt. Jede solche Rücknahme-Aufforderung kann einem solchen Anteilseigner auf dem Postweg zugestellt werden, durch frankiertes Einschreiben an die zuletzt bekannte oder im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Anschrift des Anteilseigners. Der Anteilseigner ist daraufhin verpflichtet, ggf. der Gesellschaft die Anteilszertifikate oder Anteilsbestätigungen, auf die sich die Rücknahme-Aufforderung bezieht, zurückzugeben. Unmittelbar nach Geschäftsschluß am Tag, der in der Rücknahme-Aufforderung genannt ist, verliert der Anteilseigner sein Eigentumsrecht an den in der Rücknahme-Aufforderung genannten Anteilen, und sein Name wird im Register gelöscht.

(2) Der Preis (nachstehend «Rücknahmepreis» genannt), zu dem die genannten Anteile gemäß Rücknahme-Aufforderung gekauft werden, ist der Betrag, der dem Inventarwert der Anteile je Subfonds und Anteilskategorie entspricht, wie er in Übereinstimmung mit Artikel 25 dieser Satzung berechnet wird, abzüglich einer etwaigen Rücknahmegebühr gem. Artikel 23.

(3) Die Zahlung des Rücknahmepreises wird dem Eigner solcher Anteile in der Währung des jeweiligen Subfonds bzw. der jeweiligen Anteilskategorie geleistet und wird durch die Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder sonstwo (wie in der Rücknahme-Aufforderung beschrieben) zur Zahlung, ggf. gegen Aushändigung der Anteilszertifikate oder Anteilsbestätigungen oder gegen die Erbringung eines sonstigen für die Gesellschaft akzeptablen Eigentumsnachweises, hinterlegt werden. Nach Hinterlegung dieses Kaufpreises, verliert die Person die Rechte, die sie wie in der Rücknahme-Aufforderung aufgeführt, besass, sowie alle weiteren Rechte an den Anteilen, oder irgendwelche Forderungen gegen die Gesellschaft oder deren Vermögenswerte; ausgenommen ist das Recht der als berechtigter Eigentümer erscheinenden Person den so hinterlegten Rücknahmepreis (ohne Zinsen) seitens der Hinterlegungsstelle wie oben beschrieben zu erhalten.

(4) Die Ausübung der ihr gemäss diesem Artikel zustehenden Rechte durch die Gesellschaft kann in keinem Fall mit der Begründung in Frage gestellt oder als ungültig angesehen werden, daß kein ausreichender Nachweis des Eigentums-

rechts von Anteilen einer Person vorgelegen hat, oder daß der tatsächliche oder rechtliche Eigner von Anteilen ein anderer war, als es gegenüber der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Rücknahmeaufforderung erschien, vorausgesetzt, daß die besagten Rechte durch die Gesellschaft in gutem Glauben ausgeübt worden sind;

d) die Stimmabgabe an einer Gesellschafterversammlung durch irgendeine Person ablehnen, die keine Anteile an der Gesellschaft halten darf.

**Art. 9. Rechte der Generalversammlung der Anteilseigner.** Jede ordnungsgemäß abgehaltene Generalversammlung der Anteilseigner stellt das oberste Organ der Gesellschaft dar. Deren Beschlüsse sind für alle Anteilseigner verbindlich, unabhängig vom Subfonds oder von der Anteilskategorie, soweit diese Beschlüsse nicht in die Rechte der getrennten Versammlung der Anteilseigner eines bestimmten Subfonds oder einer bestimmten Anteilskategorie gemäß den nachfolgenden Bestimmungen eingreifen.

Die Generalversammlung der Anteilseigner hat die weitgehendsten Befugnisse, alle Rechtshandlungen, die sich auf die Geschäfte der Gesellschaft beziehen, anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

**Art. 10. Generalversammlung .** Die jährliche Generalversammlung der Anteilseigner wird in Übereinstimmung mit dem luxemburgischen Recht am Geschäftssitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Einladung genannten Ort in Luxemburg abgehalten und findet am zweiten Dienstag des Monats November jeden Jahres um 16.00 Uhr statt. Falls dieser Tag kein Bankgeschäftstag in Luxemburg ist, wird die Generalversammlung am nächstfolgenden Bankgeschäftstag in Luxemburg abgehalten. Die Generalversammlung kann im Ausland abgehalten werden, falls außergewöhnliche Umstände dies gemäß freiem Ermessen des Verwaltungsrats erforderlich machen.

Andere Versammlungen können an dem Ort und zu dem Zeitpunkt abgehalten werden, die in der entsprechenden Einladung bestimmt sind.

**Art. 11. Getrennte Versammlungen der Anteilseigner.** Getrennte Versammlungen der Anteilseigner eines bestimmten Subfonds oder einer bestimmten Anteilskategorie können auf Antrag des Verwaltungsrats einberufen werden. Für die Beschlußfähigkeit und Abstimmungen gelten die in Artikel 12 niedergelegten Regelungen sinngemäß. Eine getrennte Versammlung der Anteilseigner kann bezüglich der betreffenden Subfonds oder Anteilskategorien über alle Angelegenheiten beschließen, die gemäß Gesetz oder dieser Satzung nicht der Generalversammlung oder dem Verwaltungsrat vorbehalten sind. Beschlüsse von getrennten Versammlungen der Anteilseigner dürfen nicht in die Rechte von Anteilseignern anderer Subfonds oder Anteilskategorien eingreifen.

**Art. 12. Beschlußfähigkeit und Abstimmungen.** Die gesetzlichen Fristen und Formalitäten gelten für die Einberufung von Generalversammlungen oder von getrennten Versammlungen von Anteilseignern.

Jeder Anteil eines Subfonds oder einer Anteilskategorie hat, unabhängig vom Inventarwert des jeweiligen Anteils, das Recht auf eine Stimme, vorbehaltlich der durch diese Satzung auferlegten Einschränkungen.

Ein Anteilseigner kann an jeder Versammlung von Anteilseignern teilnehmen oder sich mittels einer brieflich oder durch Telegramm, Fernschreiben oder Fernkopierer oder in jeder anderen vom Verwaltungsrat beschlossenen Form erteilten Vollmacht durch einen anderen Anteilseigner oder durch eine andere Person vertreten lassen.

Unter Vorbehalt anderslautender gesetzlicher oder satzungsmäßiger Bestimmungen werden Beschlüsse an einer ordnungsgemäß einberufenen Versammlung von Anteilseignern durch einfache Mehrheit der anwesenden oder durch Vollmacht vertretenen und abgegebenen Stimmen gefaßt. Der Verwaltungsrat kann alle weiteren Bedingungen festlegen, die durch die Anteilseigner zu erfüllen sind, um an einer Versammlung der Anteilseigner teilnehmen zu können.

**Art. 13. Einladungen.** Die Generalversammlung bzw. weitere Versammlungen der Anteilseigner werden durch den Verwaltungsrat mittels Einladung einberufen, die die Tagesordnung enthält. Diese erfolgt brieflich in bezug auf Namensanteileseigner wenigstens 8 Tage vor der Generalversammlung. Falls Inhaberanteile ausgegeben sind, muß die Einberufung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations in Luxemburg, in einer Luxemburger Zeitung und in einer oder mehreren Zeitungen von weiteren Ländern in denen Anteile öffentlich vertrieben werden, nach Wahl des Verwaltungsrats, veröffentlicht werden.

**Art. 14. Der Verwaltungsrat.** Die Gesellschaft wird durch den Verwaltungsrat geführt, der sich aus mindestens drei Mitgliedern zusammensetzt, die nicht Anteilseigner sein müssen. Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Anteilseigner anläßlich der Generalversammlung für eine Dauer von maximal 6 Jahren gewählt und sind wiederwählbar. Sollte die Stelle eines Verwaltungsratsmitglieds infolge von Tod, Rücktritt oder in sonstiger Weise nicht mehr besetzt sein, können die verbliebenen Verwaltungsratsmitglieder auf dem Weg der Nachwahl mit einfacher Stimmenmehrheit ein Verwaltungsratsmitglied wählen, das die unbesetzte Stelle bis zur nächsten Generalversammlung besetzen wird.

Ein Verwaltungsratsmitglied kann jederzeit mit oder ohne Grund durch Beschluß der Generalversammlung der Anteilseigner abberufen und/oder ersetzt werden. An der Generalversammlung kann nur eine Person, die dem Verwaltungsrat bis zu diesem Zeitpunkt angehörte, als Mitglied des Verwaltungsrates gewählt werden, es sei denn, diese Person

(1) wird vom Verwaltungsrat zur Wahl vorgeschlagen, oder

(2) ein Anteilseigner, der bei der anstehenden Generalversammlung, die den Verwaltungsrat bestimmt, voll stimmberechtigt ist, unterbreitet dem Vorsitzenden - oder wenn dies unmöglich sein sollte, einem anderen Verwaltungsratsmitglied - schriftlich nicht weniger als sechs und nicht mehr als 30 Tage vor dem für die Generalversammlung vorgesehenen Datum seine Absicht, eine andere Person als seiner selbst zur Wahl oder zur Wiederwahl vorzuschlagen, zusammen mit einer schriftlichen Bestätigung dieser Person, sich zur Wahl stellen zu wollen, wobei jedoch der Vorsitzende der Generalversammlung unter der Voraussetzung einstimmiger Zustimmung aller anwesenden Anteilseigner den Verzicht auf die oben aufgeführten Erklärungen beschliessen kann und die solcherweise nominierte Person zur Wahl vorschlagen kann.

**Art. 15. Interne Organisation des Verwaltungsrates.** Der Verwaltungsrat kann aus seiner Mitte einen Vorsitzenden, sowie gegebenenfalls einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende wählen. Er kann auch einen Sekretär

ernennen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrats zu sein braucht und für die Protokolle der Verwaltungsratssitzung und der Generalversammlung verantwortlich ist.

Ist ein Vorsitzender gewählt, so führt er den Vorsitz der Verwaltungsratssitzungen. In seiner Abwesenheit ernennen die Verwaltungsratsmitglieder eine andere Person zum vorübergehenden Vorsitzenden durch Mehrheitsbeschluß der Anwesenden.

Eine Sitzung des Verwaltungsrats kann durch den Vorsitzenden oder durch zwei Mitglieder des Verwaltungsrates an dem in der Einladung angegebenen Sitzungsort unter Angabe der Tagesordnung einberufen werden.

Briefliche, telegrafische, elektronische oder Telefaxeinladungen zu den Sitzungen des Verwaltungsrats erfolgen an alle Mitglieder mindestens 24 Stunden vor Beginn einer solchen Sitzung, mit Ausnahme dringender Umstände, in welchem Falle diese in der Einladung anzuführen sind.

Unter Vorbehalt der nachfolgenden Bestimmungen ist der Verwaltungsrat nur bei einer ordnungsgemäß erfolgten Einberufung der Sitzung beschlußfähig.

Mit Zustimmung aller Verwaltungsratsmitglieder kann auf ein Einberufungsschreiben verzichtet werden. Eine Einberufung ist nicht erforderlich für Sitzungen, deren Daten durch Verwaltungsratsbeschluß im voraus festgelegt worden sind.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich bei einer Verwaltungsratssitzung durch ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats vertreten lassen. Die Vollmachtserteilung erfolgt brieflich, per Telegramm, Fernschreiber oder Fernkopierer oder in jeder anderen Form wie vom Verwaltungsrat beschlossen.

Vorbehaltlich der nachfolgenden Ausnahmen kann der Verwaltungsrat nur rechtsgültig beraten oder beschließen, wenn mindestens zwei seiner Mitglieder anwesend oder vertreten sind, wobei eine telefonische Teilnahme oder in jeder anderen vom Verwaltungsrat beschlossenen Form gestattet ist. Beschlüsse werden durch Mehrheit der Stimmen der an einer Sitzung anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefaßt. Der Vorsitzende des Verwaltungsrats hat bei Stimmgleichheit den Stichentscheid.

Die Verwaltungsratsmitglieder können auch auf dem Zirkularwege einen Beschluß herbeiführen, durch schriftliche Zustimmung auf einer oder mehrerer gleichlautenden Urkunden.

Der Verwaltungsrat kann auch einzelne Verwaltungsratsmitglieder oder Dritte mit der Gesamtheit oder einem Teil der täglichen Geschäftsführung oder die Vertretung der Gesellschaft mit den vom Verwaltungsrat beschlossenen Befugnissen betrauen. Die Übertragung der täglichen Geschäftsführung auf einzelne Mitglieder des Verwaltungsrates bedarf der Einwilligung der Generalversammlung der Anteilseigner. Derartige Ernennungen können jederzeit vom Verwaltungsrat zurückgenommen werden.

Der Verwaltungsrat kann nach freiem Ermessen auch seine Vollmachten und Kompetenzen auf ein Gremium übertragen, das aus von ihm ernannten Personen (gleich ob Verwaltungsratsmitglieder oder Dritte) besteht.

Des weiteren kann der Verwaltungsrat zur Unterstützung seiner Geschäftstätigkeit einen Beirat ernennen. Eine Entscheidungsbefugnis kommt dem Beirat nicht zu.

**Art. 16. Protokolle der Verwaltungsratssitzungen.** Die Protokolle jeder Verwaltungsratssitzung werden durch den Vorsitzenden derselben und ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder durch den Sekretär des Verwaltungsrats unterzeichnet. Abschriften oder Auszüge solcher Protokolle, die für Rechtsverfahren oder für andere Rechtszwecke erstellt werden, sind durch den Vorsitzenden des Verwaltungsrats oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder oder durch den Sekretär des Verwaltungsrats und ein Verwaltungsratsmitglied zu unterzeichnen.

**Art. 17. Festlegung der Anlagepolitik.** Der Verwaltungsrat ist mit den Kompetenzen ausgestattet, alle Verwaltungshandlungen und Verfügungen im Gesellschaftsinteresse auszuführen, welche nicht ausdrücklich durch Gesetz oder durch diese Satzung der Anteilseignerversammlung vorbehalten sind.

Vorbehaltlich derjenigen Angelegenheiten, die den Anteilseignern in der Generalversammlung gemäß Satzung zustehen und gemäß der vorstehenden Einschränkungen, ist der Verwaltungsrat befugt, insbesondere die Anlagepolitik für jeden Subfonds nach dem Grundsatz der Risikostreuung zu bestimmen, unter Beachtung der Anlagebeschränkungen gemäß Gesetz, Verordnungen sowie Verwaltungsratsbeschlüssen.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann bestimmen, dass das Vermögen der Gesellschaft wie folgt angelegt wird:

a) In Wertpapiere und Geldmarktinstrumente:

- die an einem geregelten Markt (wie in Artikel 1 des Gesetzes von 2002 definiert) notiert oder gehandelt werden;
- die an einem anderen geregelten Markt eines Mitgliedstaates der Europäischen Union («EU»), der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden;
- die an einer Wertpapierbörse eines Drittlandes amtlich notiert oder an einem anderen geregelten Markt eines Drittlandes, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden. In diesem Zusammenhang bedeutet «Drittland» alle Länder Europas die kein Mitgliedsstaat der EU sind und alle Länder Nord- und Südamerikas, Afrikas, Asiens und das Pazifikbeckens.

b) In Wertpapiere und Geldmarktinstrumente aus Neuemissionen, sofern die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, dass die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Wertpapierbörse oder an einem anderen geregelten Markt, wie in Punkt a) beschrieben, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, beantragt wird und die Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Emission erlangt wird.

c) In Anteile von nach der Richtlinie 85/611/EWG, wie abgeändert durch die Richtlinien 2001/107/EG und 2001/108/EG, (nachfolgend «Richtlinie 85/611/EWG») zugelassenen OGAW und/oder anderen OGA im Sinne von Artikel 1 Absatz (2) erster und zweiter Gedankenstrich der Richtlinie 85/611/EWG mit Sitz in einem Mitgliedsstaat der Europäischen Union oder einem Drittstaat, sofern:

- diese anderen OGA nach Rechtsvorschriften zugelassen wurden, die sie einer behördlichen Aufsicht unterstellen, welche nach Auffassung der Commission de Surveillance du Secteur Financier («CSSF») derjenigen nach dem Gemeinschaftsrecht gleichwertig ist, und ausreichende Gewähr für die Zusammenarbeit zwischen den Behörden besteht;

- das Schutzniveau der Anteilhaber der anderen OGA dem Schutzniveau der Anteilhaber eines OGAW gleichwertig ist und insbesondere die Vorschriften für die getrennte Verwahrung des Fondsvermögens, die Kreditaufnahmen, die Kreditgewährung und Leerverkäufe von Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten den Anforderungen der Richtlinie 85/611/EWG gleichwertig sind;

- die Geschäftstätigkeit der anderen OGA Gegenstand von Halbjahres- und Jahresberichten ist, die es erlauben, sich ein Urteil über das Vermögen und die Verbindlichkeiten, die Erträge und die Transaktionen im Berichtszeitraum zu bilden;

- der OGAW oder dieser andere OGA, dessen Anteile erworben werden sollen, nach seinen Gründungsunterlagen insgesamt höchstens 10% seines Vermögens in Anteilen anderer OGAW oder anderer OGA anlegen darf.

d) In Sichteinlagen oder kündbare Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens 12 Monaten bei qualifizierten Kreditinstituten, die ihren Gesellschaftssitz in einem Mitgliedstaat der EU oder in einem Mitgliedstaat der OECD oder in einem Land, das die Beschlüsse der Financial Actions Task Force («FATF» bzw. Groupe d'Action Financière Internationale «GAFI») ratifiziert hat, haben (ein «Qualifiziertes Kreditinstitut»).

e) In Geldmarktinstrumente, die nicht auf einem geregelten Markt gehandelt werden und die unter die Definition des Artikel 1 des Gesetzes von 2002 fallen, sofern die Emission oder der Emittent dieser Instrumente selbst Vorschriften über den Einlagen- und den Anlegerschutz unterliegt, und vorausgesetzt sie werden:

- von einer zentralstaatlichen, regionalen oder lokalen Körperschaft oder der Zentralbank eines Mitgliedstaats der EU, der Europäischen Zentralbank, der EU oder der Europäischen Investitionsbank, einem Drittstaat oder, im Falle eines Bundesstaates, einem Gliedstaat der Föderation oder von einer internationalen Einrichtung öffentlich-rechtlichen Charakters, der mindestens ein Mitgliedstaat der EU angehört, begeben oder garantiert; oder

- von einem Unternehmen begeben, dessen Wertpapiere auf den unter (a) bezeichneten geregelten Märkten gehandelt werden; oder

- von einem Institut, das gemäss den im Gemeinschaftsrecht der EU festgelegten Kriterien einer Aufsicht unterstellt ist, oder einem Institut, das Aufsichtsbestimmungen, die nach Auffassung der CSSF mindestens so streng sind wie die des Gemeinschaftsrechts der EU, unterliegt und diese einhält, begeben oder garantiert; oder

- von anderen Emittenten begeben, die einer Kategorie angehören, die von der CSSF zugelassen wurde, sofern für Anlagen in diesen Instrumenten Vorschriften für den Anlegerschutz gelten, die denen des ersten, des zweiten oder des dritten Gedankenstrichs gleichwertig sind und sofern es sich bei den Emittenten entweder um ein Unternehmen mit einem Eigenkapital von mindestens zehn (10) Mio. EUR, das seinen Jahresabschluss nach den Vorschriften der 4. Richtlinie 78/660/EWG erstellt und veröffentlicht, oder um einen Rechtsträger, der innerhalb einer eine oder mehrere börsennotierte Gesellschaften umfassenden Unternehmensgruppe für die Finanzierung dieser Gruppe zuständig ist, oder um einen Rechtsträger handelt, der die wertpapiermässige Unterlegung von Verbindlichkeiten durch Nutzung einer von einer Bank eingeräumten Kreditlinie finanzieren soll.

f) In Derivate einschließlich gleichwertiger bar abgerechneter Instrumente, die an einem wie unter dem vorstehenden Buchstaben a) bezeichneten geregelten Markt gehandelt werden und/oder die nicht an einer Börse gehandelt werden («OTC-Derivate»), sofern:

- es sich bei den Basiswerten um Instrumente im Sinne von Artikel 41 Absatz (1) des Gesetzes von 2002, um Finanzindizes, Zinssätze, Wechselkurse oder Währungen handelt, in die die Gesellschaft gemäss ihren Anlagezielen anlegen darf,

- die Gegenparteien bei Geschäften mit OTC-Derivaten einer behördlichen Aufsicht unterliegende Institute der Kategorien sind, die von der CSSF zugelassen wurden und

- die OTC-Derivate einer zuverlässigen und überprüfbaren Bewertung auf Tagesbasis unterliegen und jederzeit auf Initiative der Gesellschaft zum angemessenen Zeitwert veräussert werden können.

Jedoch kann die Gesellschaft höchstens 10% des Inventarwertes eines jeden Subfonds in andere als die unter (a) bis (e) genannten Wertpapiere und Geldmarktinstrumente sowie in Zielfonds (d.h. Anteile in OGAW und/oder anderen OGA im Sinne von Ziffer c) oben) anlegen.

Die Gesellschaft legt höchstens 10% des Inventarwertes eines jeden Subfonds in Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten ein und desselben Emittenten an. Die Gesellschaft legt höchstens 20% des Inventarwertes eines jeden Subfonds in Einlagen bei ein und derselben Einrichtung an.

Die Obergrenze des ersten Satzes des vorhergehenden Absatzes wird auf 35% angehoben, wenn die Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente von einem EU-Mitgliedstaat oder seinen Gebietskörperschaften, von einem Drittstaat oder von internationalen Einrichtungen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen mindestens ein EU-Mitgliedstaat angehört, begeben oder garantiert werden.

Abweichend von den vorhergehenden Absätzen ist die Gesellschaft ermächtigt, in Übereinstimmung mit dem Prinzip der Risikostreuung bis zu 100% des Inventarwertes eines Subfonds in Wertpapiere und Geldmarktinstrumente verschiedener Emissionen zu investieren, die von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften oder einem Mitgliedstaat der OECD oder von internationalen Organisationen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der EU angehören, begeben oder garantiert werden, allerdings mit der Massgabe, dass der Subfonds Wertpapiere und Geldmarktinstrumente von mindestens sechs unterschiedlichen Emissionen halten muss, wobei die Wertpapiere und Geldmarktinstrumente einer Emission höchstens 30% des Inventarwertes des Subfonds ausmachen dürfen.

Darüber hinaus wird sich die Gesellschaft an alle weiteren Einschränkungen halten, die von den Aufsichtsbehörden jener Länder vorgeschrieben werden, in denen Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind.

Im Falle, daß eine Änderung des Gesetzes von 2002 zu wesentlichen Abweichungen führt, kann der Verwaltungsrat beschließen, daß sich solche neuen Bestimmungen anwenden.

**Art. 18. Pooling und «Co-Management».** Die Verwaltung der Vermögenswerte eines Subfonds kann mittels «Pooling» erfolgen.

In diesem Fall werden Vermögen verschiedener Subfonds zusammen verwaltet. Derartige Vermögen werden als «Pool» bezeichnet, wobei jedoch solche «Pools» ausschließlich für interne Verwaltungszwecke verwendet werden. Die «Pools» haben keine eigene Rechtspersönlichkeit und sind nicht direkt zugänglich für die Anteilseigner. Jedem Subfonds, welcher zusammen mit anderen Subfonds verwaltet wird, werden seine spezifischen Vermögen zugeteilt.

Wenn Vermögen eines oder mehrerer Subfonds zusammen verwaltet werden, werden die Vermögen, welche jedem teilnehmenden Subfonds zugeteilt werden, zunächst gemäss ihrer ersten Zuteilung von Vermögen in einen solchen «Pool» bestimmt und werden im Falle von zusätzlichen Zuteilungen oder Zurücknahmen abgeändert.

Die Ansprüche jedes teilnehmenden Subfonds auf die gemeinsam verwalteten Vermögen finden auf all und jede Anlagen jenes «Pools» Anwendung.

Zusätzliche Anlagen, welche im Namen von gemeinsam verwalteten Subfonds gemacht werden, werden diesen Subfonds gemäss ihren respektiven Rechten zugeteilt und Vermögenswerte welche verkauft werden, werden in der gleichen Art und Weise von den betreffenden Vermögenswerten jedes teilnehmenden Subfonds entnommen.

Desweiteren, soweit dies mit der Anlagepolitik der betreffenden Subfonds zu vereinbaren ist, kann der Verwaltungsrat mit Blick auf eine effiziente Verwaltung bestimmen, daß das ganze oder ein Teil des Vermögens eines oder mehrerer Subfonds im Rahmen des «Co-Management» gemeinsam mit dem Vermögen anderer Organismen für gemeinsame Anlagen, wie im Prospekt beschrieben, verwaltet wird.

**Art. 19. Unvereinbarkeitsbestimmungen.** Kein Vertrag oder sonstige Tätigkeit zwischen der Gesellschaft und irgendeiner anderen Gesellschaft oder Firma wird durch den Umstand beeinträchtigt oder ungültig, daß ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Geschäftsführer der Gesellschaft in einer anderen Gesellschaft Verwaltungsratsmitglied, Anteilseigner, Geschäftsführer oder Angestellter oder sonstwie persönlich an einer solchen Gesellschaft oder Firma beteiligt sind.

Jedes Verwaltungsratsmitglied oder jedes andere Organ der Gesellschaft, das als Verwaltungsratsmitglied, Anteilseigner, Geschäftsführer oder Angestellter einer anderen Gesellschaft oder Firma dient, mit der die Gesellschaft vertragliche Beziehungen eingeht oder sonstwie Geschäfte tätigt, ist infolge einer solchen Verbindung mit der anderen Gesellschaften oder Firma, nicht verhindert für die Gesellschaft tätig zu sein und über deren Rechtsgeschäfte zu entscheiden.

Falls ein Verwaltungsratsmitglied oder ein Geschäftsführer der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einem Geschäft der Gesellschaft hat, muß er dieses persönliche Interesse dem Verwaltungsrat zur Kenntnis bringen und darf sich nicht mit solchen Geschäften befassen oder darüber abstimmen. Derartige Rechtsgeschäfte und Interessen eines Verwaltungsratsmitglieds oder Geschäftsführers sind bei der nächsten Generalversammlung offenzulegen.

Der hier verwendete Ausdruck «persönliches Interesse» umfaßt nicht jedes Interesse, das nur deshalb entsteht, weil das Rechtsgeschäft die BANK JULIUS BÄR & CO. AG (bzw. ein mit dieser Bank mittelbar oder unmittelbar verbundenes Unternehmen) oder ein anderes vom Verwaltungsrat bestimmtes Unternehmen betrifft.

**Art. 20. Freistellung.** Die Gesellschaft wird jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeden Geschäftsführer, oder deren Erben, Testamentsvollstrecker oder Verwalter von allen vernünftigerweise aufgewandten Kosten im Zusammenhang mit irgendeinem Rechtsstreit/Klage oder gerichtlichen Verfahren freistellen, in das er als Partei einbezogen wurde, als Folge seiner Eigenschaft als aktives oder vormaliges Verwaltungsratsmitglied oder als Geschäftsführer der Gesellschaft oder, auf Verlangen der Gesellschaft, aufgrund einer Funktion bei einem anderen Unternehmen, mit dem die Gesellschaft vertraglich verbunden ist oder dessen Gläubiger sie ist, falls er bei einem solchen Rechtsstreit oder Klage nicht von jeder Verantwortung freigestellt wird. Ausgenommen sind Vorkommnisse, für welche er rechtskräftig aufgrund einer Klage oder einem Rechtsverfahren wegen grober Fahrlässigkeit oder schlechter Geschäftsführung verurteilt wird. Im Falle eines Vergleichs wird Schadenersatz nur im Zusammenhang mit Angelegenheiten geleistet, die durch den Vergleich gedeckt sind und hinsichtlich welcher die Gesellschaft von ihren Rechtsanwälten eine Bestätigung bekommt, daß die haftungspflichtige Person keine Pflichtverletzung trifft. Die vorstehenden Rechte auf Freistellung schließen andere Rechte nicht aus, auf die vorgenannten Personen einen berechtigten Anspruch haben.

**Art. 21. Vertretung.** Die Gesellschaft wird durch die gemeinsamen Unterschriften von zwei Verwaltungsratsmitgliedern der Gesellschaft verpflichtet oder - falls der Verwaltungsrat entsprechende Beschlüsse gefaßt hat - durch gemeinsame Unterschriften eines Verwaltungsrats mit einem Geschäftsführer, Prokuristen oder anderen Bevollmächtigten bzw. durch die Einzelunterschrift solcher anderer Personen für genau bezeichnete Einzelgeschäfte, denen dazu durch Verwaltungsratsbeschluss oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder die entsprechenden Befugnisse erteilt wurden.

**Art. 22. Wirtschaftsprüfer.** Die Generalversammlung der Gesellschaft ernennt einen Wirtschaftsprüfer («réviseur d'entreprise agréé»), der die in Artikel 113 des Gesetzes von 2002 beschriebenen Pflichten gegenüber der Gesellschaft wahrnimmt.

**Art. 23. Rücknahme und Umtausch von Anteilen.** Wie nachfolgend im Einzelnen geregelt, hat die Gesellschaft das Recht, ihre Anteile jederzeit innerhalb der durch das Gesetz vorgesehenen Einschränkung bezüglich des Mindestkapitals zurückzukaufen.

Jeder Anteilseigner kann beantragen, daß die Gesellschaft sämtliche oder einen Teil seiner Anteile zurückkauft, unter dem Vorbehalt, daß die Gesellschaft nicht gezwungen ist, an einem Bewertungstag (wie nachstehend definiert) oder in irgendeinem Zeitraum von sieben aufeinanderfolgenden Bewertungstagen mehr als 10% der ausstehenden Anteile eines Subfonds zurückzukaufen. Zu diesem Zwecke gilt ein Umtausch von Anteilen irgendeines Subfonds als Rücknahme.

Gehen bei der Gesellschaft an einem Bewertungstag oder in einem Zeitraum von sieben aufeinanderfolgenden Bewertungstagen Rücknahme- oder Umtauschgesuche für eine größere als die vorgenannte Zahl von Anteilen ein, bleibt

es der Gesellschaft vorbehalten, die Rücknahme oder den Umtausch bis zum siebten darauffolgenden Bewertungstag aufzuschieben. Diese Rücknahme- und Umtauschanträge werden gegenüber später eingegangenen Anträgen bevorzugt behandelt.

Der Rücknahmepreis wird innerhalb von fünf Bankarbeitstagen in Luxemburg nach dem betreffenden Bewertungstag oder, falls später, nach dem Eingangsdatum der Anteilszertifikate (wenn diese ausgegeben werden) bezahlt. Der Rücknahmepreis wird auf der Grundlage des Inventarwerts pro Anteil des jeweiligen Subfonds in Übereinstimmung mit den Vorschriften des Artikels 25 dieser Satzung berechnet, abzüglich einer Rücknahmegebühr von bis zu maximal 3 Prozent, insoweit diese vom Verwaltungsrat beschlossen und im Verkaufsprospekt beschrieben ist.

Sollte im Falle von Rücknahmen aufgrund von außergewöhnlichen Umständen die Liquidität des Anlagevermögens eines Subfonds nicht für die Zahlung innerhalb dieses Zeitraums ausreichen, wird die Zahlung so bald wie möglich durchgeführt werden, jedoch, soweit rechtlich zulässig, ohne Zinsen.

Der Antrag auf Rücknahme der Anteile ist vom Anteilseigner schriftlich direkt an die Gesellschaft oder an eine der Vertriebsstellen bis zu dem im Verkaufsprospekt festgelegten Zeitpunkt vor dem Bewertungstag zu richten, an dem die Anteile zurückgegeben werden sollen. Die Anteilszertifikate müssen mit allen noch nicht fälligen Coupons versehen sein. Ein ordnungsgemäß erteilter Rücknahmeantrag ist unwiderruflich, außer im Falle und während einer Aussetzung oder Aufschiebung der Rücknahme. Zurückgenommene Anteile werden annulliert.

Jeder Anteilseigner kann grundsätzlich den gänzlichen oder teilweisen Umtausch seiner Anteile in Anteile eines anderen Subfonds an einem für beide Subfonds geltenden Bewertungstag sowie innerhalb eines Subfonds einen Umtausch zwischen verschiedenen Anteilkategorien beantragen, gemäß einer im Prospekt beschriebenen Umtauschformel und nach den Grundsätzen und gegebenenfalls Einschränkungen, wie sie vom Verwaltungsrat für jeden Subfonds festgelegt worden sind.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, den Umtausch der Anteile eines Subfonds in Anteile eines anderen Subfonds oder innerhalb eines Subfonds in andere Anteilkategorien Einschränkungen und Bedingungen zu unterwerfen, die im geltenden Verkaufsprospekt dargelegt sind. Dabei kann der Verwaltungsrat insbesondere:

- die Frequenz von Umtauschanträgen begrenzen;
- den Umtausch von Anteilkategorien bzw. in Anteile unterschiedlicher Subfonds mit einer Gebühr belasten;
- den Umtausch zwischen Anteilkategorien innerhalb eines Subfonds ausschließen.

Sollte über einen Zeitraum von 60 aufeinanderfolgenden Tagen der Gesamtwert der Inventarwerte aller ausstehenden Anteile geringer als 25 Millionen Schweizer Franken sein, kann die Gesellschaft innerhalb von 3 Monaten eines solchen Tatbestandes mittels einer schriftlichen Mitteilung unter Wahrung einer Frist von 30 Tagen die Anteilseigner aller Anteile darüber unterrichten, daß nach Ablauf derselben alle (aber nicht nur einige) Anteile zum an dem darauffolgenden Bewertungstag geltenden Inventarwert zurückgenommen werden. Dabei werden allfällige vom Verwaltungsrat beschlossene und/oder geschätzte Handels- und sonstige Gebühren, wie im Verkaufsprospekt beschrieben, sowie die Liquidationskosten abgezogen.

Sofern, gleich aus welchem Grund, während eines Zeitraums von 60 aufeinander folgenden Tagen der Inventarwert der Vermögenswerte eines Subfonds geringer als 10 Millionen Schweizer Franken ist oder, wenn der Subfonds in einer anderen Währung als Schweizer Franken denominiert ist, der Gegenwert in dieser anderen Währung, oder, falls der Verwaltungsrat es für angebracht hält, wegen Veränderungen der wirtschaftlichen oder politischen Gegebenheiten, welche für den betreffende Subfonds von Einfluß sind, kann der Verwaltungsrat, nachdem er dreißig Tage im voraus die betreffenden Anteilseigner unterrichtet hat, alle (aber nicht nur einige) Anteile des betreffenden Subfonds am dem Fristablauf folgenden Bewertungstag zu einem Rücknahmepreis, welcher die vorweggenommenen Realisations- und Liquidationskosten für die Schließung des betreffenden Subfonds widerspiegelt, jedoch ohne eine sonstige Rücknahmegebühr, zurücknehmen oder den Subfonds mit einem anderen Subfonds der Gesellschaft oder mit einem anderen luxemburgischen Organismus für gemeinsame Anlagen verschmelzen.

Die Schließung eines Subfonds verbunden mit der zwangsweisen Rücknahme aller betreffenden Anteile oder der Verschmelzung mit einem anderen Subfonds der Gesellschaft oder mit einem anderen luxemburgischen Organismus für gemeinsame Anlagen jeweils aus anderen Gründen, als diejenigen des Mindestvolumens seiner Vermögenswerte, oder wegen Veränderungen der wirtschaftlichen oder politischen Gegebenheiten, welche für den betreffenden Subfonds von Einfluß sind, kann nur mit dem vorherigen Einverständnis der Anteilseigner dieses zu schließenden oder zu verschmelzenden Subfonds auf einer ordnungsgemäß einberufenen getrennten Versammlung der Anteilseigner des betreffenden Subfonds, welche wirksam ohne Quorum gehalten werden und mit einer Mehrheit von 50% der anwesenden oder vertretenen Anteile entscheiden kann, beschlossen werden.

Eine derart vom Verwaltungsrat beschlossene oder von den Anteilseignern gutgeheiße Verschmelzung ist für die Anteilseigner des betreffenden Subfonds nach Ablauf einer dreißigtägigen Frist von der diesbezüglichen Unterrichtung der betreffenden Anteilseigner an bindend, ausser im Falle der Verschmelzung mit einem luxemburgischen «fonds commun de placement», welche nur für die dieser Verschmelzung zustimmenden Anteilseigner bindend ist. Ein Antrag eines Anteilseigners auf Rücknahme seiner Anteile während der Frist darf nicht mit einer Rücknahmegebühr belastet werden. Liquidationserlöse, welche von den Anteilseignern bei der Beendigung der Liquidation eines Subfonds nicht beansprucht werden, werden bei der Caisse de Consignation in Luxemburg hinterlegt und verfallen nach 30 Jahren.

Die Gesellschaft hat die Anteilseigner durch Veröffentlichung einer Rücknahmeankündigung in einer vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Zeitung hierüber zu informieren. Sind alle betroffenen Anteilseigner und ihre Adressen der Gesellschaft bekannt, so erfolgt die Rücknahmeankündigung mittels Brief an diese Adressaten.

**Art. 24. Bewertungen und Aussetzungen von Bewertungen.** Der Inventarwert der Vermögen der Gesellschaft («Inventarwert»), der Inventarwert je Anteil jedes Subfonds und, sofern anwendbar, die Inventarwerte der innerhalb eines Subfonds ausgegebenen Anteilkategorie werden in der betreffenden Währung an jedem Bewertungstag - wie nachfolgend definiert - bestimmt, außer in den nachstehend beschriebenen Fällen einer Aussetzung. Bewertungstag für

jeden Subfonds ist jeder Bankarbeitstag in Luxemburg, welcher zugleich kein gewöhnlicher Feiertag für die Börsen oder anderen Märkte ist, die für einen wesentlichen Teil des Inventarwerts des entsprechenden Subfonds die Bewertungsgrundlage darstellen, wie von der Gesellschaft bestimmt.

Die Gesellschaft kann die Berechnung des Inventarwertes eines jeden Subfonds, sowie die Ausgabe, den Umtausch und die Rücknahme von Anteilen dieses Subfonds, ebenso wie den Umtausch von und in Anteile eines Subfonds zeitweilig aussetzen:

- a) wenn eine oder mehrere Börsen oder andere Märkte, die für einen wesentlichen Teil des Inventarwertes die Bewertungsgrundlagen darstellen, (ausser an gewöhnlichen Feiertagen) geschlossen sind oder der Handel ausgesetzt wird; oder
- b) wenn es nach Ansicht des Verwaltungsrates aufgrund besonderer Umstände unmöglich ist, Vermögenswerte zu kaufen oder zu bewerten; oder
- c) wenn die normalerweise zur Kursbestimmung eines Wertpapiers des entsprechenden Subfonds eingesetzte Kommunikationstechnik zusammengebrochen oder nur bedingt einsatzfähig ist; oder
- d) wenn die Überweisung von Geldern zum Kauf oder zur Veräußerung von Kapitalanlagen der Gesellschaft unmöglich ist; oder
- e) im Fall einer Entscheidung, die Gesellschaft zu liquidieren, an oder nach dem Tag der Veröffentlichung der ersten Einberufung einer sich mit diesem Thema befassenden Generalversammlung der Anteilseigner zu diesem Zweck.

Bei Eintritt eines Ereignisses, welches die Liquidation der Gesellschaft zur Folge hat, oder nach Eingang einer entsprechenden Anordnung der luxemburgischen Aufsichtsbehörde, wird die Gesellschaft die Ausgabe, Rücknahme und den Umtausch von Anteilen unverzüglich einstellen.

Anteilseigner, die ihre Anteile zur Rücknahme oder Umtausch angeboten haben, werden innerhalb von sieben Tagen schriftlich über eine solche Aussetzung sowie unverzüglich von der Beendigung derselben benachrichtigt.

Die Aussetzung der Ausgabe bzw. Rücknahme und des Umtauschs von Anteilen irgendeines Subfonds hat keine Auswirkung auf die Berechnung des Inventarwertes, die Ausgabe, Rücknahme und Umtausch von Anteilen eines anderen Subfonds.

**Art. 25. Festlegung des Inventarwertes.** Der Inventarwert je Anteil jedes Subfonds, und soweit anwendbar, der Inventarwert der innerhalb eines Subfonds ausgegebenen Anteilskategorien wird in der betreffenden Währung an jedem Bewertungstag bestimmt, indem der gesamte Inventarwert der Aktiva des betreffenden Subfonds oder der betreffenden Anteilskategorie durch die Anzahl der sich im Umlauf befindlichen Anteile dieses Subfonds oder dieser Anteilskategorie dividiert wird. Der gesamte Inventarwert des betreffenden Subfonds oder der betreffenden Anteilskategorie repräsentiert dabei den Marktwert der ihr zugeordneten Vermögenswerte abzüglich der Verbindlichkeiten.

**Art. 26. Bewertungsvorschriften.** Die Bewertung der Inventarwerte der verschiedenen Subfonds erfolgt in folgender Weise:

- (A) Die Aktiva der Gesellschaft beinhalten folgendes:
  - a) sämtliche verfügbaren Kassenbestände bzw. auf Konto, zuzüglich aufgelaufene Zinsen;
  - b) alle Wechsel und andere Guthaben auf Sicht (inklusive der Erlöse von Wertpapierverkäufen, die noch nicht gutgeschrieben sind);
  - c) alle Wertpapiere (Aktien, fest- und variabelverzinsliche Wertpapiere, Obligationen, Options- oder Subskriptionsrechte, Optionsscheine und andere Anlagen und Wertpapiere im Besitz der Gesellschaft);
  - d) alle Dividenden und fälligen Ausschüttungen zugunsten der Gesellschaft in bar oder in anderer Form, soweit der Gesellschaft bekannt, unter Voraussetzung, daß die Gesellschaft die Bewertungsveränderung im Marktwert der Wertpapiere infolge der Handelspraktiken wie z.B. im Handel ex Dividende bzw. ex Bezugsrechte anpassen muß;
  - e) alle aufgelaufenen Zinsen auf verzinsliche Wertpapiere, die die Gesellschaft hält, soweit nicht solche Zinsen in der Hauptforderung enthalten sind;
  - f) alle finanziellen Rechte, die sich aus dem Einsatz derivativer Instrumente ergeben;
  - g) die vorläufigen Aufwendungen der Gesellschaft, soweit diese nicht abgeschrieben wurden, unter der Voraussetzung, daß solche vorläufigen Aufwendungen direkt vom Kapital der Gesellschaft abgeschrieben werden dürfen; und
  - h) alle anderen Aktiva jeder Art und Zusammensetzung, inklusive vorausbezahlte Aufwendungen.

Der Wert solcher Anlagewerte wird wie folgt festgelegt:

1) Der Wert von frei verfügbaren Kassenbeständen bzw. Einlagen, Wechsel und Sichtguthaben, vorausbezahlte Aufwendungen, Bardividenden und Zinsen gemäß Bestätigung oder aufgelaufen, aber nicht eingegangen, wie oben dargestellt, soll zum vollen Betrag verbucht werden, es sei denn aus irgendeinem Grund sei die Zahlung wenig wahrscheinlich oder nur ein Teil einbringlich, weshalb der Wert hiervon nach Reduktion eines Abschlages ermittelt werden soll, nach Gutdünken der Gesellschaft, mit dem Zwecke, den effektiven Wert zu ermitteln.

2) Zum Anlagevermögen gehörende Wertpapiere die amtlich notiert sind oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden zum letzten verfügbaren Kurs an dem Hauptmarkt, an dem diese Wertpapiere gehandelt werden, bewertet. Dabei können die Dienste eines von dem Verwaltungsrat genehmigten Kursvermittlers in Anspruch genommen werden. Wertpapiere, deren Kurs nicht marktgerecht ist, sowie alle anderen zulässigen Anlagewerte (einschließlich Wertpapiere, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind oder an einem geregelten Markt gehandelt werden), werden zu ihren wahrscheinlichen Realisierungswerten eingesetzt, die nach Treu und Glauben durch oder unter der Leitung der Geschäftsleitung der Gesellschaft bestimmt werden.

3) Alle Vermögenswerte oder Verbindlichkeiten, die nicht auf die Währungen des entsprechenden Subfonds lauten, werden in die jeweilige Währung des betreffenden Subfonds zu dem am Bewertungszeitpunkt von einer Bank oder einem anderen verantwortlichen Finanzinstitut mitgeteilten Wechselkurs umgerechnet.

4) Anteile, die von OGA des offenen Typs ausgegeben werden, sind mit ihrem zuletzt verfügbaren Inventarwert zum Kurs am Ort ihrer Notierung zu bewerten.

5) Der Veräußerungswert von Termin- (Futures/Forwards) oder Options-verträgen, die nicht an einer Börse oder an einem anderen organisierten Markt gehandelt werden, ist gemäß den vom Verwaltungsrat festgelegten Richtlinien und in gleichbleibender Weise zu bewerten. Der Veräußerungswert von Termin- oder Optionsverträgen, die an einer Börse oder an anderen organisierten Märkten gehandelt werden, ist auf der Basis des zuletzt verfügbaren Abwicklungspreises für diese Verträge an Börsen und organisierten Märkten zu bewerten, an denen Termin- oder Optionsverträge dieser Art gehandelt werden; dies gilt mit der Maßgabe, dass bei Termin- oder Optionsverträgen, die nicht an einem Bewertungstag veräußert werden konnten, der vom Verwaltungsrat als angemessen und adäquat angesehene Wert die Basis für die Ermittlung des Veräußerungswertes dieses Vertrages ist.

6) Die Bewertung liquider Mittel und Geldmarktinstrumente kann zum jeweiligen Nennwert zuzüglich aufgelaufener Zinsen oder unter Berücksichtigung der planmäßig abgeschriebenen historischen Kosten erfolgen. Die letztgenannte Bewertungsmethode kann dazu führen, dass der Wert zeitweilig von dem Kurs abweicht, den die Gesellschaft beim Verkauf der Anlage erhalten würde. Die Gesellschaft wird diese Bewertungsmethode jeweils prüfen und nötigenfalls Änderungen empfehlen, um sicherzustellen, dass die Bewertung dieser Vermögenswerte zu ihrem angemessenen Wert erfolgt, der in gutem Glauben gemäß den vom Verwaltungsrat vorgeschriebenen Verfahren ermittelt wird. Ist die Gesellschaft der Auffassung, dass eine Abweichung von den planmäßig abgeschriebenen historischen Kosten je Anteil zu erheblichen Verwässerungen oder sonstigen den Anteilhabern gegenüber unangemessenen Ergebnissen führen würde, so muss sie ggf. Korrekturen vornehmen, die sie als angemessen erachtet, um Verwässerungen oder unangemessene Ergebnisse auszuschließen oder zu begrenzen, soweit dies in angemessenem Rahmen möglich ist.

7) Die Swap-Transaktionen werden regelmäßig auf Basis der von der Swap-Gegenpartei erhaltenen Bewertungen bewertet. Bei den Werten kann es sich um den Geld- oder Briefkurs oder den Mittelkurs handeln, wie gemäß den von dem Verwaltungsrat festgelegten Verfahren in gutem Glauben bestimmt. Spiegeln diese Werte nach Auffassung des Verwaltungsrats den angemessenen Marktwert der betreffenden Swap-Transaktionen nicht wider, wird der Wert dieser Swap-Transaktionen von dem Verwaltungsrat in gutem Glauben oder gemäß einer anderen dem Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen geeignet erscheinenden Methode bestimmt.

8) Wird aufgrund besonderer Umstände, wie zum Beispiel versteckten Kreditrisikos, eine Bewertung nach Maßgabe der vorstehenden Regeln undurchführbar oder unrichtig, ist die Gesellschaft berechtigt, andere allgemein anerkannte, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewertungsgrundsätze anzuwenden, um eine angemessene Bewertung des Anlagevermögens zu erzielen.

(B) Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft sollen folgendes beinhalten

a) alle Kreditaufnahmen, Wechsel und andere fälligen Beträge;

inklusive Sicherheitshinterlagen wie margin accounts etc. im Zusammenhang mit dem Einsatz von derivativen Instrumenten; und

b) alle fälligen bzw. aufgelaufenen administrativen Aufwendungen inklusive der Gründungs- und Registrierungskosten bei den Regierungsstellen wie auch Rechtsberatungsgebühren, Prüfungsgebühren, alle Gebühren der Anlageberater, der Depotstelle, Vertriebsstellen und aller anderen Repräsentanten und Agenten der Gesellschaft, die Kosten der Pflichtveröffentlichungen und des Prospekts, der Geschäftsabschlüsse und anderer Dokumente, die den Anteilseignern verfügbar gemacht werden. Weichen die zwischen der Gesellschaft und den von ihr beigezogenen Dienstleistungserbringern wie Anlageberater, Vertriebsberater, Depotbank vereinbarte Gebührensätze für solche Dienstleistungen bezüglich einzelner Subfonds voneinander ab, so sind die entsprechenden unterschiedlichen Gebühren ausschließlich den jeweiligen Subfonds zu belasten. Marketing- und Werbungsaufwendungen dürfen nur im Einzelfall durch Beschluß des Verwaltungsrats gegebenenfalls auf Antrag eines Beirats einem Subfonds belastet werden; und

c) alle fälligen und noch nicht fälligen bekannten Verbindlichkeiten inklusive der erklärten aber noch nicht bezahlten Dividenden; und

d) ein angemessener für Steuer zurückgestellter Betrag, berechnet auf den Tag der Bewertung sowie andere Rückstellungen oder Reserven, die vom Verwaltungsrat genehmigt sind; und

e) alle anderen Verbindlichkeiten der Gesellschaft irgendwelcher Natur gegenüber dritten Parteien;

Jegliche Verbindlichkeit irgendwelcher Natur gegenüber dritten Parteien ist auf den/die betreffenden Subfonds beschränkt.

Zum Zwecke der Bewertung ihrer Verbindlichkeiten kann die Gesellschaft alle administrativen und sonstigen Aufwendungen mit regelmäßigem bzw. periodischem Charakter mit einbeziehen, indem sie diese für das gesamte Jahr oder jede andere Periode bewertet und den sich ergebenden Betrag proportional auf die jeweilige aufgelaufene Zeitperiode aufteilt. Diese Bewertungsmethode darf sich nur auf administrative und sonstige Aufwendungen beziehen, die alle Subfonds gleichmäßig betreffen.

(C) Für jeden Subfonds wird der Verwaltungsrat in folgender Weise ein Anlagevermögen erstellen:

a) Der Erlös der Zuteilung und Ausgabe von Anteilen jedes Subfonds soll in den Büchern der Gesellschaft demjenigen Anlagevermögen zugeordnet werden, für das dieser Subfonds eröffnet worden ist und die entsprechenden Anlagewerte und Verbindlichkeiten sowie Einkünfte und Aufwendungen sollen diesem Anlagevermögen gemäß den Richtlinien dieses Artikels zugeordnet werden.

b) Wenn irgendein Anlagewert von einem anderen Aktivum abgeleitet worden ist, sollen derartige abgeleitete Aktiva in den Büchern der Gesellschaft dem gleichen Subfonds zugeordnet werden, wie die Aktiva, von denen sie herkommen und bei jeder neuen Bewertung eines Anlagewerts wird der Wertzuwachs bzw. Wertverlust dem betreffenden Subfonds zugeordnet.

c) Falls die Gesellschaft eine Verbindlichkeit eingegangen ist, die in Beziehung zu irgendeinem Aktivum eines bestimmten Subfonds oder zu irgendeiner Aktivität in Zusammenhang mit einem Aktivum irgendeines Subfonds steht, wird diese Verbindlichkeit dem betreffenden Subfonds zugeordnet

d) Falls ein Anlagewert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht als eine einem bestimmten Subfonds zuzuordnende bestimmte Größe angesehen werden kann und auch nicht alle Subfonds gleichmäßig betrifft, kann der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben solche Anlagewerte oder Verbindlichkeiten zuordnen;

e) Ab dem Tage an dem eine Dividende für einen Subfonds erklärt wird, ermäßigt sich der Inventarwert dieses Subfonds um den Dividendenbetrag, vorbehaltlich jedoch immer der Regelungen für den Verkauf und Rücknahmepreis der Anteile jedes Subfonds wie in diesen Artikeln dargelegt.

(D) Für den Zweck der Bewertung im Rahmen dieses Artikels gilt folgendes:

a) Anteile, die gemäß Artikel 23 zurückgekauft werden, sollen als bestehende behandelt und eingebucht werden bis unmittelbar nach dem durch den Verwaltungsrat oder dessen Bevollmächtigten festgelegten Zeitpunkt, an dem eine solche Bewertung durchgeführt wird, und von diesem Zeitpunkt an bis der Preis hierfür bezahlt ist werden sie als eine Verbindlichkeit der Gesellschaft behandelt;

b) alle Anlagen, Kassenbestände und übrigen Aktiva irgendeines Anlagevermögens, die nicht auf die Währung des betreffenden Subfonds lauten, werden unter Berücksichtigung ihres Marktwertes zu dem an dem Tag der Inventarwertberechnung geltenden Wechselkurs umgerechnet; und

c) an jedem Bewertungstag müssen alle Käufe und Verkäufe von Wertpapieren, die durch die Gesellschaft an eben diesem Bewertungstag kontrahiert wurden, soweit möglich, in die Bewertung mit einbezogen werden.

**Art. 27. Verkaufspreis und Rücknahmepreis.** Wann immer die Gesellschaft Anteile zur Zeichnung anbietet, soll der Preis der angebotenen Anteile auf dem Inventarwert (wie oben definiert) basieren für den jeweiligen Subfonds bzw. die jeweilige Anteilskategorie, erhöht um eine Verkaufsgebühr von nicht mehr als 5% soweit von der Vertriebsstelle oder der Gesellschaft beschlossen, die ganz oder teilweise an die Vertriebsstellen oder an die Gesellschaft zu zahlen ist, wobei diese Verkaufsgebühren sich nach den jeweiligen Gesetzen richten und ein vom Verwaltungsrat beschlossenes Maximum nicht überschreiten dürfen und für jeden Subfonds bzw. jede Anteilskategorie unterschiedlich sein können, aber innerhalb eines Subfonds bzw. einer Anteilskategorie müssen alle Zeichnungsanträge an demselben Ausgabebetrag gleich behandelt werden, soweit die betreffende Verkaufsgebühr der Gesellschaft zusteht. Der so errechnete Preis («Verkaufspreis») ist innerhalb eines vom Verwaltungsrat zu beschließenden Zeitraums von nicht mehr als sieben luxemburger Bankarbeitstagen nach Zuteilung der Anteile zahlbar. Ausnahmsweise kann der Verkaufspreis mit Zustimmung des Verwaltungsrats und in Übereinstimmung mit allen anwendbaren Gesetzen insbesondere mittels einer Sonderbewertung der betreffenden Sacheinlagen durch den Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft derart geleistet werden, daß der Gesellschaft vom Erwerber in Übereinstimmung mit der Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen Wertpapiere übertragen werden.

Bei jeder Rücknahme von Anteilen wird der Anteilspreis zu dem diese Anteile zurückgenommen werden, aufgrund des Inventarwertes des jeweiligen Subfonds bzw. der jeweiligen Anteilskategorie berechnet, ermäßigt um eine Rücknahmegebühr von bis zu 3%, soweit vom Verwaltungsrat beschlossen, die ganz oder teilweise an die vermittelnden Verkaufsagenten zu zahlen ist, wobei diese Rücknahmegebühr für jeden Subfonds bzw. jede Anteilskategorie unterschiedlich sein kann. Der so definierte Preis («Rücknahmepreis») wird gemäß Artikel 23 ausbezahlt.

Die Auszahlung des Rücknahmepreises kann auch in besonderen Fällen auf Antrag des betreffenden Anteilseigners mittels einer Sachausschüttung erfolgen, deren Bewertung vom Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft zu bestätigen ist und wobei die Gleichbehandlung aller Anteilseigner sichergestellt sein muß.

Der Verwaltungsrat kann festlegen, daß Anteile verschiedener Subfonds und, innerhalb eines Subfonds, Anteilskategorien eine unterschiedliche maximale Ausgabe-/Rücknahmegebühr haben können.

**Art. 28. Rechnungsjahr.** Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Juli eines Jahres und endet am 30. Juni des folgenden Jahres.

Die Jahresabschlüsse der Gesellschaft erfolgen in Schweizer Franken. Falls gemäß Artikel 5 verschiedene Subfonds bestehen deren Anteilswerte in anderen Währungen als Schweizer Franken ausgedrückt werden, werden diese in Schweizer Franken umgerechnet und in dem konsolidierten geprüften Jahresabschluss in Schweizer Franken ausgedrückt, einschliesslich der Bilanz und der Gewinn- und Verlustrechnung, der mit dem Bericht des Verwaltungsrats allen Anteilseignern 15 Tage vor jeder Generalversammlung zur Verfügung gehalten wird.

**Art. 29. Gewinnverteilung.** Die getrennten Versammlungen der Anteilseigner der jeweiligen Subfonds beschließen auf Antrag des Verwaltungsrats über die Verwendung des Nettogewinnes der jeweiligen Subfonds wobei jeweils die Eigner thesaurierender Anteile und die Eigner ausschüttender Anteile getrennt beschließen. Die Ergebnisse der Gesellschaft können ausgeschüttet werden, insoweit das wie unter Artikel 5 oben definierte Mindestkapital der Gesellschaft nicht berührt wird.

Wenn Dividenden für die ausschüttenden Anteile eines Subfonds erklärt werden, werden die Verkaufs- und Rücknahmepreise der ausschüttenden Anteile dieses Subfonds angepasst. Bei den thesaurierenden Anteilen erfolgen keine Ausschüttungen. Vielmehr wird der den thesaurierenden Anteilen zugeordnete Wert zugunsten ihrer Anteilseigner reinvestiert.

Zwischendividenden können zu jeder Zeit durch Verwaltungsratsbeschluß ausbezahlt werden.

Falls Dividenden erklärt werden, werden diese grundsätzlich in der Währung des Inventarwertes des betreffenden Subfonds bezahlt, können jedoch auch in einer anderen, vom Verwaltungsrat zu beschließenden Währung, an den von demselben festgelegten Orten und Zeiten bezahlt werden. Der Verwaltungsrat kann den zur Umrechnung der Dividendenbeträge in die Währung ihrer Zahlung anwendbare Wechselkurs festlegen.

**Art. 30. Namensgebung der Gesellschaft.** Die Gesellschaft kann Verträge mit Gesellschaften der JULIUS BÄR GRUPPE abschließen, im Rahmen derer diese der Gesellschaft bei der Führung ihrer Geschäfte umfassende Dienste leistet. Falls diese Verträge aus irgendeinem Grunde gekündigt werden und die JULIUS BÄR GRUPPE aufhört für die Gesellschaft Dienstleistungen zu erbringen oder sie zu unterstützen, ist die Gesellschaft verpflichtet, auf erste Aufforderung

der JULIUS BÄR Gruppe hin, ihren Namen in eine Firmenbezeichnung zu ändern, die das Wort «Julius Bär» oder die Buchstaben «JB» nicht mehr enthält.

**Art. 31. Ausschüttung bei Auflösung.** Falls die Gesellschaft aufgelöst wird, erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren, die von der Generalversammlung benannt werden, die eine solche Auflösung beschließt und Vollmachten und Entgelte festlegt. Der Nettoerlös der Liquidation bezogen auf jeden Subfonds bzw. jede Anteilskategorie wird unter den Anteilseignern jedes Subfonds und jeder Anteilskategorie im Verhältnis ihrer Anteile in den bezüglichen Subfonds bzw. Anteilskategorien aufgeteilt.

**Art. 32. Satzungsänderung.** Diese Satzung kann jederzeit durch Beschluß der Anteilseigner der Gesellschaft abgeändert oder ergänzt werden, vorausgesetzt, daß die im Luxemburger Gesetz vom 10. August 1915 in seiner jeweils neuesten Fassung (das «Gesetz von 1915») vorgesehenen Bedingungen über die Beschlußfähigkeit und die Mehrheiten in der Abstimmung eingehalten werden. Alle Änderungen der Rechte von Anteilseignern eines Subfonds im Verhältnis zu denjenigen eines anderen Subfonds können nur erfolgen, falls diese mit den im Gesetz von 1915 für Satzungsänderungen vorgesehenen Bedingungen auch im betroffenen Subfonds erfüllt sind.

**Art. 33. Allgemein.** Alle Angelegenheiten, die nicht durch diese Satzung geregelt sind, werden gemäß dem Gesetz von 1915 und dem Gesetz von 2002 geregelt.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, wurde diese Versammlung geschlossen und dieses Protokoll am 5. April 2005 um 10.15 Uhr unterzeichnet.

Worüber Urkunde, geschehen und aufgenommen zu Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, welche alle dem Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt sind, haben alle Komparenten mit Uns, Notar, die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: H. Beythan, N. Schaack, N. Clement, J.-P. Hencks.

Enregistré à Luxembourg, le 6 avril 2005, vol. 24CS, fol. 22, case 2. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Für gleichlautende Ausfertigung zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Luxemburg, den 8. April 2005.

J.-P. Hencks.

(029288.3/216/742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2005.

**SOURCES IMMO S.A., Société Anonyme,  
(anc. CHERRYWOOD S.A.).**

Siège social: L-4772 Pétange, 41A, rue de la Piscine.  
R. C. Luxembourg B 69.985.

L'an deux mille quatre, le vingt décembre.

Par-devant Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg-Eich.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme CHERRYWOOD S.A., ayant son siège social à L-4130 Esch-sur-Alzette, 50, avenue de la Gare,

constituée suivant acte reçu par Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange, en date du 28 mai 1999, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, numéro 594 du 3 août 1999.

modifiée suivant acte reçu par Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg-Eich, en date du 3 février 2003, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, numéro 344 du 31 mars 2003,

inscrite au registre de commerce et des sociétés près le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg section B sous le numéro 69.985,

L'assemblée est ouverte à 16.15 heures sous la présidence de Monsieur Régis Galiotto, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg-Eich,

qui désigne comme secrétaire Madame Chantal Sartor, employée privée, demeurant à L-4813 Rodange, boîte 13, route de Longwy, 1.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Albert Desenfans, administrateur de sociétés, demeurant à 2175 Goodyear Av., 93003 Ventura C.A. USA.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

*Ordre du Jour:*

1.- Changement de la dénomination sociale de la société en SOURCES IMMO S.A., et modification afférente de l'article 1<sup>er</sup> des statuts.

2.- Transfert du siège social vers L-4772 Pétange, 41A, rue de la Piscine, et modification afférente de l'article 2, premier alinéa, pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 2. premier alinéa.** Le siège social est établi à Pétange.»

3.- Modification de l'objet de la société afin de lui donner la teneur suivante:

«**Art. 4.** La société a pour objet:

- l'import, l'export, l'achat et la vente de meubles, l'agencement et la décoration d'intérieur;
- la mise en valeur et la gestion de patrimoines mobilier et immobilier propres,
- la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre

manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion ou la mise en valeur du portefeuille qu'elle possédera, l'acquisition, la cession et la mise en valeur de brevets et de licences y rattachées.

La société peut prêter ou emprunter avec ou sans garantie, elle peut participer à la création et au développement de toutes sociétés et leur prêter tous concours. D'une façon générale elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.»

#### 4.- Divers.

II.- Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions des actionnaires, sont renseignés sur une liste de présence, laquelle, signée par les actionnaires ou par leurs mandataires et par les membres du bureau de l'assemblée, restera annexée aux présentes.

III.- Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions sont présentes ou représentées à l'assemblée, laquelle en conséquence est constituée régulièrement et peut valablement délibérer sur les points de l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Assemblée Générale décide de changer la dénomination sociale de la société en SOURCES IMMO S.A., et de modifier par conséquent l'article 1<sup>er</sup> des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 1<sup>er</sup>.** Il existe une société anonyme luxembourgeoise sous la dénomination de SOURCES IMMO S.A.»

#### *Deuxième résolution*

L'Assemblée Générale décide de transférer le siège social de la société vers L-4772 Pétange, 41A, rue de la Piscine, et modification afférente de l'article 2, premier alinéa, pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 2, premier alinéa.** Le siège social est établi à Pétange.»

#### *Troisième résolution*

L'Assemblée Générale décide de modifier l'objet de la société pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 4.** La société a pour objet:

- l'import, l'export, l'achat et la vente de meubles, l'agencement et la décoration d'intérieur;
- la mise en valeur et la gestion de patrimoines mobilier et immobilier propres,
- la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion ou la mise en valeur du portefeuille qu'elle possédera, l'acquisition, la cession et la mise en valeur de brevets et de licences y rattachées.

La société peut prêter ou emprunter avec ou sans garantie, elle peut participer à la création et au développement de toutes sociétés et leur prêter tous concours. D'une façon générale elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 16.45 heures.

#### *Evaluation des frais*

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en vertu des présentes à environ 1.000,- EUR.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg-Eich, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms usuels, état et demeure, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. Galiotto, C. Sartor, A. Desenfans, P. Decker.

Enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2004, vol. 146S, fol. 30, case 1. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Eich, le 30 décembre 2004.

P. Decker.

(001789.3/206/84) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2005.

### **SOURCES IMMO S.A., Société Anonyme, (anc. CHERRYWOOD S.A.).**

Siège social: L-4772 Pétange, 41A, rue de la Piscine.  
R. C. Luxembourg B 69.985.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

P. Decker

*Notaire*

(001792.3/206/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2005.

## JULIUS BAER MULTICOOPERATION, Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.

Gesellschaftssitz: L-1470 Luxemburg, 69, route d'Esch.

H. R. Luxemburg B 44.963.

Im Jahre zweitausendfünf, am fünften April, um 10.15 Uhr.

Vor Notar Jean-Paul Hencks, im Amtssitze zu Luxemburg.

Fand die außerordentliche Generalversammlung der Anteilseigner des JULIUS BAER MULTICOOPERATION, einer Investmentgesellschaft mit veränderlichem Kapital, welche ihren Geschäftssitz in 69, route d'Esch, L-1470 Luxemburg hat, (die «Gesellschaft»), gegründet in Luxemburg am 8. September 1993 durch Urkunde des Notars Paul Frieders, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, welche im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations («Mémorial») Nr. 482 vom 15. Oktober 1993 veröffentlicht wurde, statt.

Die Satzung wurde zuletzt durch notarielle Urkunde vom 24. September 2001, veröffentlicht im Mémorial Nr. 941, vom 30. Oktober 2001, abgeändert.

Die Gesellschaft ist eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg, Sektion B unter Nummer 44.963.

Den Vorsitz der Versammlung führt Herr Hermann Beythan, Anwalt, wohnhaft in Luxemburg, welcher als Sekretär bestimmt Frau Nadine Schaack, Privatbeamtin, wohnhaft in Luxemburg.

Die Generalversammlung wählt als Stimmenzähler Frau Nathalie Clement, Privatbeamtin, wohnhaft in Luxemburg.

Der Vorsitzende erklärt und bittet den Notar zu beurkunden:

1. Die anwesenden oder vertretenen Anteilseigner und die Anzahl der Anteile, welche jeder von ihnen hält, sind aufgezeichnet in einer Anwesenheitsliste, die von den Bevollmächtigten der vertretenen Anteilseigner und von den Mitgliedern des Büros unterzeichnet ist. Diese Anwesenheitsliste und die Vollmachten, paraphiert ne varietur, sind dieser Originalurkunde beigegeben und werden mit ihr einregistriert.

2. Einberufungsschreiben wurden veröffentlicht:

im Mémorial vom 18. März 2005 und 29. März 2005;

in der Zeitung «Luxemburger Wort» vom 18. März 2005 und 29. März 2005;

den Eignern von Namensanteilen wurden sie am 23. März 2005 per Post zugesandt.

3. Von vierzig Millionen vierhundertelftausendsechshundertachtundfünfzig komma achthundertvierundneunzig (40.411.658,894) Anteilen, die ausgegeben wurden und in Umlauf sind, sind dreissig Millionen dreihundertvierundneunzigtausend sechshundertacht (30.394.608,000) Anteile bei der gegenwärtigen außerordentlichen Generalversammlung anwesend oder vertreten.

4. Diese Generalversammlung ist demnach ordnungsgemäß zusammengesetzt und kann rechtsgültig über alle Punkte der Tagesordnung beraten und entscheiden.

5. Die Tagesordnung der Generalversammlung ist wie folgt:

- Unterstellung der Gesellschaft unter Teil 1 des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen (das «Gesetz von 2002»), sowie insbesondere dementsprechende Abänderung von Artikel 3 der Satzung wie folgt:

«Der ausschließliche Gegenstand der Gesellschaft ist die Anlage in übertragbare Wertpapiere jeder Art und/oder in andere liquide Finanzanlagen im Sinne von Artikel 41 Absatz 1 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 (das «Gesetz von 2002») über Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapiere, zum Zwecke der Risikostreuung und um den Anteilseignern das Ergebnis der Verwaltung des Anlagevermögens zukommen zu lassen. Die Gesellschaft kann jede Maßnahme treffen und alle Geschäfte durchführen, die sie als zur Erfüllung und Entwicklung ihres Gesellschaftszwecks nützlich erachtet, in dem Umfange, wie es das Gesetz von 2002 erlaubt»,

- weitere Abänderung der Satzung der Gesellschaft, um diese an das Gesetz von 2002 anzupassen,

- Umbenennung der «Anteilsklassen» in «Subfonds»,

- Spezifizierung der zwei letzten Absätze von Artikel 15,

- Abänderung von Absatz 1 sowie Punkt a) in Artikel 24 und

- Annahme der neuen Satzung der Gesellschaft.

Nach Beratung über die Tagesordnung nehmen die Anteilseigner einstimmig folgenden Beschluss an:

Die Versammlung beschliesst, die Gesellschaft Teil 1 des Gesetzes von 2002 zu unterstellen und die Satzung neuzufassen, insbesondere in Bezug auf die in der Tagesordnung erwähnten Punkte.

Die neue Satzung lautet wie folgt:

**Art. 1. Die Gesellschaft.** Unter dem Namen JULIUS BAER MULTICOOPERATION (die «Gesellschaft») besteht eine «Investmentgesellschaft mit veränderlichem Kapital» (SICAV).

**Art. 2. Dauer.** Die Gesellschaft besteht für einen unbegrenzten Zeitraum. Sie kann jederzeit durch einen Beschluß der Anteilseigner der Gesellschaft aufgelöst werden, sofern der Beschluß in der Form gemäß Art. 32 der Satzung erfolgt.

**Art. 3. Gegenstand.** Der ausschließliche Gegenstand der Gesellschaft ist die Anlage in übertragbare Wertpapiere jeder Art und/oder in andere liquide Finanzanlagen im Sinne von Artikel 41 Absatz 1 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 (das «Gesetz von 2002») über Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapiere, zum Zwecke der Risikostreuung und um den Anteilseignern das Ergebnis der Verwaltung des Anlagevermögens zukommen zu lassen. Die Gesellschaft kann jede Maßnahme treffen und alle Geschäfte durchführen, die sie als zur Erfüllung und Entwicklung ihres Gesellschaftszwecks nützlich erachtet, in dem Umfange, wie es das Gesetz von 2002 erlaubt.

**Art. 4. Geschäftssitz.** Der Geschäftssitz der Gesellschaft besteht in der Stadt Luxemburg, im Großherzogtum Luxemburg. Zweigniederlassungen oder andere Repräsentanten können entweder in Luxemburg oder im Ausland durch Beschluß des Verwaltungsrates der Gesellschaft (der «Verwaltungsrat») errichtet werden.

Falls der Verwaltungsrat entscheidet, daß Ereignisse höherer Gewalt geschehen sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die normalen Geschäftstätigkeiten der Gesellschaft an ihrem Geschäftssitz oder den laufenden Kontakt mit Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Geschäftssitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis diese außerordentlichen Umstände beendet sind. Derartige vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, die eine Luxemburger Gesellschaft bleibt.

**Art. 5. Gesellschaftskapital - Aktien.** Das Gesellschaftskapital ist durch Anteile ohne Nennwert («Anteile») dargestellt, die zusammen jederzeit dem Inventarwert der Gesellschaft entsprechen.

Das Mindestkapital der Gesellschaft entspricht in Schweizer Franken dem Gegenwert von einer Million zweihundertfünfzigtausend (1.250.000,00) Euro.

Der Verwaltungsrat ist ohne Einschränkung berechtigt, jederzeit Anteile zum Ausgabepreis pro Anteil gem. Artikel 27 auszugeben, ohne den bestehenden Anteilseignern der Gesellschaft ein Anrecht auf die neuen Anteile zu gewähren. Der Verwaltungsrat kann jedem seiner Mitglieder oder einem Geschäftsführer der Gesellschaft oder jeder rechtmäßig ermächtigten Person die Befugnis übertragen, Zeichnungen anzunehmen und Zahlungen für solche neuen Anteile entgegenzunehmen und diese auszuhändigen.

Solche Anteile können gemäß Beschluß des Verwaltungsrates verschiedenen Anlagevermögen («Subfonds») angehören und ebenfalls nach Beschluß des Verwaltungsrates in unterschiedlichen Währungen notiert sein. Der Verwaltungsrat kann ausserdem bestimmen, daß innerhalb eines Subfonds zwei oder mehrere Kategorien von Anteilen («Anteilkategorie») mit unterschiedlichen Merkmalen ausgegeben werden, wie z.B. eine spezifische Ausschüttungs- oder Thesaurierungspolitik, eine spezifische Gebührenstruktur oder andere spezifische Merkmale wie jeweils vom Verwaltungsrat bestimmt und im Verkaufsprospekt der Gesellschaft beschrieben.

Der Erlös der Ausgabe jedes Subfonds wird gemäß Artikel 3 dieser Satzung in Wertpapiere (Wertrechte etc.; in der Folge «Wertpapiere») bzw. in andere liquide Finanzanlagen investiert, die den geographischen Regionen, Industrie-sektoren, Währungsgebieten entsprechen und die Vorschriften betreffend spezielle Formen von Aktien oder fest- oder variabelverzinslichen Wertpapieren berücksichtigen, die der Verwaltungsrat für die betreffenden Subfonds bestimmt.

Die Gesellschaft kann von Zeit zu Zeit Gratisanteile ausgeben, wobei der Inventarwert pro Anteil dann auf dem Wege eines Splits verkleinert wird.

Zur Bestimmung des Gesellschaftskapitals werden die Inventarwerte jedes Subfonds, die nicht in Schweizer Franken ausgedrückt sind, in Schweizer Franken umgerechnet, so daß das Gesellschaftskapital der Summe aller Inventarwerte aller Subfonds ausgedrückt in Schweizer Franken entspricht.

**Art. 6. Inhaber und Namensanteile.** Der Verwaltungsrat kann entscheiden, Namens- und/oder Inhaberanteile auszugeben. Zertifikate für Inhaberanteile werden in vom Verwaltungsrat zu beschließenden Stückelungen ausgegeben. Zertifikate über ausschüttende Anteile in Inhaberform müssen mit Ertragsscheinen versehen sein. Wenn ein Anteilseigner von Inhaberanteilen die Zusendung oder den Austausch seiner Zertifikate in diejenigen einer anderen Anteilskategorie bzw. den Umtausch in Namensanteile (oder umgekehrt) wünscht, werden ihm die üblichen Gebühren belastet.

Im Falle von Namensanteilen, oder wenn der Verwaltungsrat beschließt, daß die Anteilseigner eines Subfonds keine Zertifikate erhalten oder wenn ein Anteilseigner keine Zertifikate zu erhalten wünscht, wird ihm stattdessen eine Bestätigung seines Anteilsbesitzes zugestellt. Wünscht ein Anteilseigner eines Namensanteils, daß ihm eine Bestätigung oder Anteilszertifikate für seine Anteile ausgestellt und zugesandt wird, werden ihm die üblichen Gebühren belastet.

Bei Namensanteilen können Bruchteile von Anteilen ausgegeben werden, welche auf drei Stellen hinter dem Komma auf- oder abgerundet werden. Bei Inhaberanteilen werden keine Bruchteile ausgegeben.

Anteilszertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder einem Verwaltungsratsmitglied und einem rechtmäßig vom Verwaltungsrat dazu ermächtigten Bevollmächtigten unterzeichnet.

Unterschriften des Verwaltungsrates können entweder von Hand, in gedruckter Form oder als Faksimile geleistet werden. Die Unterschrift eines Bevollmächtigten ist handschriftlich zu leisten.

Die Gesellschaft kann Anteilszertifikate oder Anteilsbestätigungen in einer Form ausstellen, die der Verwaltungsrat jeweils beschließen wird.

Anteile werden nach Annahme der Zeichnung und vorbehaltlich der Zahlung des Kaufpreises (gem. Artikel 27) ausgegeben. Der Zeichner wird die Lieferung von Anteilszertifikaten bzw. wie oben dargelegt, eine Bestätigung seiner Anteile innerhalb banküblicher Fristen erhalten.

Zahlungen von Dividenden an Anteilseigner erfolgen, soweit es sich um Namensanteile handelt, an ihre Anschrift im Gesellschaftsregister («Register») oder an jene Anschrift, die der Gesellschaft schriftlich angegeben worden ist; bezüglich Inhaberanteile erfolgt die Zahlung von Dividenden gegen Vorlage des jeweiligen Ertragsscheins bei den von der Gesellschaft benannten Zahlstellen.

Eine Dividende, die erklärt, aber nicht auf einen ausschüttenden Inhaberanteil ausbezahlt wurde, insbesondere wenn kein Ertragsschein vorgelegt wird, kann nach Ablauf eines Zeitraums von fünf Jahren ab der hierfür erfolgten Zahlungserklärung vom Eigner eines solchen Anteils nicht mehr eingefordert werden und wird dem jeweiligen Subfonds der Gesellschaft gutgeschrieben. Auf erklärte Dividenden werden vom Zeitpunkt ihrer Fälligkeit an keine Zinsen bezahlt.

Die Anteilseigner sämtlicher ausgegebenen Namensanteile der Gesellschaft werden im Register eingetragen, das von der Gesellschaft oder durch eine oder mehrere Personen/Firmen geführt wird, die hierzu vom Verwaltungsrat ernannt werden. In diesem Register soll der Name jedes Anteilseigners von Namensanteilen, sein Wohnsitz oder der gewöhnliche Aufenthalt und die Anzahl, die Subfonds und Anteilskategorie der von ihm gehaltenen Anteile eingetragen werden. Die Übertragung und die Rückgabe eines Namensanteils wird in das Register eingetragen nach Zahlung einer üblichen Gebühr, die von der Gesellschaft für eine derartige Registrierung festgelegt wird.

Anteile sind frei von Beschränkungen der Übertragungsrechte und Ansprüchen zu Gunsten der Gesellschaft.

Die Übertragung von Inhaberanteilen erfolgt durch die Aushändigung der entsprechenden Anteilszertifikate.

Die Übertragung von Namensanteilen erfolgt durch Eintragung in das Aktienregister ggf. anlässlich der Aushändigung der Bestätigungen oder Zertifikate über diese Anteile (soweit ausgegeben) zusammen mit solchen Dokumenten für die Übertragung, die der Gesellschaft notwendig erscheinen.

Sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen der Gesellschaft an die Anteilseigner können an die Adresse geschickt werden, die in das Register eingetragen wurde. Falls ein Anteilseigner diese Anschrift nicht mitteilt, kann eine entsprechende Notiz in das Register eingetragen werden. In Folge kann die Gesellschaft davon ausgehen, die Anschrift des Anteilseigners befände sich am Geschäftssitz der Gesellschaft oder an einer anderen Adresse, wie von der Gesellschaft beschlossen, bis der Anteilseigner der Gesellschaft eine andere Anschrift schriftlich mitteilt. Der Anteilseigner kann zu jeder Zeit seine in dem Register eingetragene Anschrift korrigieren, durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft an deren Geschäftssitz oder an eine Anschrift, gemäß Bestimmung der Gesellschaft.

Im Falle der Ausgabe von Bruchteilsanteilen wird ein solcher Bruchteil in das Register eingetragen. Dieser Bruchteil beinhaltet keine Stimmberechtigung, jedoch berechtigt er, in dem Umfang wie von der Gesellschaft festgelegt, zu einem entsprechenden Anteil an der Dividende und am Liquidationserlös. Bei Inhaberanteilen werden nur Anteilszertifikate, die volle Anteile darstellen, ausgegeben.

**Art. 7. Verlorene und zerstörte Zertifikate.** Falls ein Anteilseigner von Inhaberanteilen der Gesellschaft in rechtsgenügender Weise nachweisen kann, daß sein Anteilszertifikat verlegt, beschädigt oder zerstört ist, kann ein Duplikat des Anteilszertifikats ausgestellt werden, sofern die von der Gesellschaft verlangten Bedingungen erfüllt sind. Mit der Ausgabe eines neuen Anteilszertifikats mit dem Vermerk «Duplikat» wird das ursprüngliche Anteilszertifikat ungültig. Die Gesellschaft ist berechtigt, nach ihrem Gutdünken, dem Anteilseigner die Kosten für die Beschaffung eines Duplikats oder die Ausstellung eines neuen Anteilszertifikates zu belasten.

**Art. 8. Einschränkung des Anteilbesitzes.** Der Verwaltungsrat hat das Recht, die Einschränkungen (außer Einschränkung der Übertragung von Anteilen) zu erlassen, die er für notwendig erachtet, um sicherzustellen, daß keine Anteile der Gesellschaft oder Anteile eines Subfonds und/oder einer Anteilskategorie von einer Person (im folgenden «ausgeschlossene Person» genannt) erworben oder gehalten werden:

a) welche die Gesetze oder Vorschriften eines Landes und/oder behördliche Verfügungen verletzt oder gemäß den Bestimmungen des Prospekts vom Anteilseigentum ausgeschlossen ist;

b) deren Anteilsbesitz nach Meinung des Verwaltungsrats dazu führt, daß die Gesellschaft Steuerverbindlichkeiten bzw. andere finanzielle Nachteile erleidet, die sie ansonsten nicht erlitten hätte oder erleiden würde.

Die Gesellschaft kann demnach den Besitz von Anteilen durch eine ausgeschlossenen Person einschränken oder untersagen. Hierfür kann die Gesellschaft:

a) die Ausgabe von Anteilen oder die Registrierung von Anteilsübertragungen ablehnen, bis sie sich vergewissert hat, ob die Ausgabe oder die Registrierung dazu führen könnte, daß dadurch ein tatsächliches Eigentum an solchen Anteilen durch eine Person begründet würde, die vom Besitz von Anteilen ausgeschlossen ist;

b) jederzeit von jeder namentlich registrierten Person verlangen, dem Register alle Angaben zu liefern, die sie für notwendig erachtet zwecks Klärung der Frage, ob diese Anteile tatsächlich im Eigentum einer Person stehen oder stehen werden, die vom Besitz von Anteilen ausgeschlossen ist;

c) falls die Gesellschaft der Überzeugung ist, daß eine ausgeschlossene Person, entweder allein oder in Gemeinschaft mit einer anderen Person, rechtlicher oder tatsächlicher Eigner der Anteile ist, und falls diese Person die Anteile nicht einer berechtigten Person überträgt, kann die Gesellschaft zwangsweise von diesem Anteilseigner alle von demselben gehaltene Anteile wie folgt zurücknehmen:

(1) die Gesellschaft wird dem Anteilseigner, der als der Eigner der erworbenen Anteile gilt, eine Aufforderung zustellen (nachstehend als «die Rücknahme-Aufforderung» genannt), wobei sie, wie oben beschrieben, die zurückzukaufenden Anteile, den für diese Anteile zu zahlenden Preis und den Ort, wo der Kaufpreis im Hinblick auf diese Anteile zahlbar ist, bestimmt. Jede solche Rücknahme-Aufforderung kann einem solchen Anteilseigner auf dem Postweg zugestellt werden, durch frankiertes Einschreiben an die zuletzt bekannte oder im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Anschrift des Anteilseigners. Der Anteilseigner ist daraufhin verpflichtet, ggf. der Gesellschaft die Anteilszertifikate oder Anteilsbestätigungen, auf die sich die Rücknahme-Aufforderung bezieht, zurückzugeben. Unmittelbar nach Geschäftsschluß am Tag, der in der Rücknahme-Aufforderung genannt ist, verliert der Anteilseigner sein Eigentumsrecht an den in der Rücknahme-Aufforderung genannten Anteilen, und sein Name wird im Register gelöscht.

(2) Der Preis (nachstehend «Rücknahmepreis» genannt), zu dem die genannten Anteile gemäß Rücknahme-Aufforderung gekauft werden, ist der Betrag, der dem Inventarwert der Anteile je Subfonds und Anteilskategorie entspricht, wie er in Übereinstimmung mit Artikel 25 dieser Satzung berechnet wird, abzüglich einer etwaigen Rücknahmegebühr gem. Artikel 23.

(3) Die Zahlung des Rücknahmepreises wird dem Eigner solcher Anteile in der Währung des jeweiligen Subfonds bzw. der jeweiligen Anteilskategorie geleistet und wird durch die Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder sonstwo (wie in der Rücknahme-Aufforderung beschrieben) zur Zahlung, ggf. gegen Aushändigung der Anteilszertifikate oder Anteilsbestätigungen oder gegen die Erbringung eines sonstigen für die Gesellschaft akzeptablen Eigentumsnachweises, hinterlegt werden. Nach Hinterlegung dieses Kaufpreises, verliert die Person die Rechte, die sie wie in der Rücknahme-Aufforderung aufgeführt, besass, sowie alle weiteren Rechte an den Anteilen, oder irgendwelche Forderungen gegen die Gesellschaft oder deren Vermögenswerte; ausgenommen ist das Recht der als berechtigter Eigentümer erscheinenden Person den so hinterlegten Rücknahmepreis (ohne Zinsen) seitens der Hinterlegungsstelle wie oben beschrieben zu erhalten.

(4) Die Ausübung der ihr gemäß diesem Artikel zustehenden Rechte durch die Gesellschaft kann in keinem Fall mit der Begründung in Frage gestellt oder als ungültig angesehen werden, daß kein ausreichender Nachweis des Eigentums-

rechts von Anteilen einer Person vorgelegen hat, oder daß der tatsächliche oder rechtliche Eigner von Anteilen ein anderer war, als es gegenüber der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Rücknahmeaufforderung erschien, vorausgesetzt, daß die besagten Rechte durch die Gesellschaft in gutem Glauben ausgeübt worden sind;

d) die Stimmabgabe an einer Gesellschafterversammlung durch irgendeine Person ablehnen, die keine Anteile an der Gesellschaft halten darf.

**Art. 9. Rechte der Generalversammlung der Anteilseigner.** Jede ordnungsgemäß abgehaltene Generalversammlung der Anteilseigner stellt das oberste Organ der Gesellschaft dar. Deren Beschlüsse sind für alle Anteilseigner verbindlich, unabhängig vom Subfonds oder von der Anteilskategorie, soweit diese Beschlüsse nicht in die Rechte der getrennten Versammlung der Anteilseigner eines bestimmten Subfonds oder einer bestimmten Anteilskategorie gemäß den nachfolgenden Bestimmungen eingreifen.

Die Generalversammlung der Anteilseigner hat die weitgehendsten Befugnisse, alle Rechtshandlungen, die sich auf die Geschäfte der Gesellschaft beziehen, anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

**Art. 10. Generalversammlung.** Die jährliche Generalversammlung der Anteilseigner wird in Übereinstimmung mit dem luxemburgischen Recht am Geschäftssitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Einladung genannten Ort in Luxemburg abgehalten und findet am zweiten Dienstag des Monats November jeden Jahres um 15.00 Uhr statt. Falls dieser Tag kein Bankgeschäftstag in Luxemburg ist, wird die Generalversammlung am nächstfolgenden Bankgeschäftstag in Luxemburg abgehalten. Die Generalversammlung kann im Ausland abgehalten werden, falls außergewöhnliche Umstände dies gemäß freiem Ermessen des Verwaltungsrats erforderlich machen.

Andere Versammlungen können an dem Ort und zu dem Zeitpunkt abgehalten werden, die in der entsprechenden Einladung bestimmt sind.

**Art. 11. Getrennte Versammlungen der Anteilseigner.** Getrennte Versammlungen der Anteilseigner eines bestimmten Subfonds oder einer bestimmten Anteilskategorie können auf Antrag des Verwaltungsrats einberufen werden. Für die Beschlußfähigkeit und Abstimmungen gelten die in Artikel 12 niedergelegten Regelungen sinngemäß. Eine getrennte Versammlung der Anteilseigner kann bezüglich der betreffenden Subfonds oder Anteilskategorien über alle Angelegenheiten beschließen, die gemäß Gesetz oder dieser Satzung nicht der Generalversammlung oder dem Verwaltungsrat vorbehalten sind. Beschlüsse von getrennten Versammlungen der Anteilseigner dürfen nicht in die Rechte von Anteilseignern anderer Subfonds oder Anteilskategorien eingreifen.

**Art. 12. Beschlußfähigkeit und Abstimmungen.** Die gesetzlichen Fristen und Formalitäten gelten für die Einberufung von Generalversammlungen oder von getrennten Versammlungen von Anteilseignern.

Jeder Anteil eines Subfonds oder einer Anteilskategorie hat, unabhängig vom Inventarwert des jeweiligen Anteils, das Recht auf eine Stimme, vorbehaltlich der durch diese Satzung auferlegten Einschränkungen.

Ein Anteilseigner kann an jeder Versammlung von Anteilseignern teilnehmen oder sich mittels einer brieflich oder durch Telegramm, Fernschreiben oder Fernkopierer oder in jeder anderen vom Verwaltungsrat beschlossenen Form erteilten Vollmacht durch einen anderen Anteilseigner oder durch eine andere Person vertreten lassen.

Unter Vorbehalt anderslautender gesetzlicher oder satzungsmäßiger Bestimmungen werden Beschlüsse an einer ordnungsgemäß einberufenen Versammlung von Anteilseignern durch einfache Mehrheit der anwesenden oder durch Vollmacht vertretenen und abgegebenen Stimmen gefaßt. Der Verwaltungsrat kann alle weiteren Bedingungen festlegen, die durch die Anteilseigner zu erfüllen sind, um an einer Versammlung der Anteilseigner teilnehmen zu können.

**Art. 13. Einladungen.** Die Generalversammlung bzw. weitere Versammlungen der Anteilseigner werden durch den Verwaltungsrat mittels Einladung einberufen, die die Tagesordnung enthält. Diese erfolgt brieflich in bezug auf Namensanteileseigner wenigstens 8 Tage vor der Generalversammlung. Falls Inhaberanteile ausgegeben sind, muß die Einberufung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations in Luxemburg, in einer Luxemburger Zeitung und in einer oder mehreren Zeitungen von weiteren Ländern in denen Anteile öffentlich vertrieben werden, nach Wahl des Verwaltungsrats, veröffentlicht werden.

**Art. 14. Der Verwaltungsrat.** Die Gesellschaft wird durch den Verwaltungsrat geführt, der sich aus mindestens drei Mitgliedern zusammensetzt, die nicht Anteilseigner sein müssen. Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Anteilseigner anläßlich der Generalversammlung für eine Dauer von maximal 6 Jahren gewählt und sind wiederwählbar. Sollte die Stelle eines Verwaltungsratsmitglieds infolge von Tod, Rücktritt oder in sonstiger Weise nicht mehr besetzt sein, können die verbliebenen Verwaltungsratsmitglieder auf dem Weg der Nachwahl mit einfacher Stimmenmehrheit ein Verwaltungsratsmitglied wählen, das die unbesetzte Stelle bis zur nächsten Generalversammlung besetzen wird.

Ein Verwaltungsratsmitglied kann jederzeit mit oder ohne Grund durch Beschluß der Generalversammlung der Anteilseigner abberufen und/oder ersetzt werden. An der Generalversammlung kann nur eine Person, die dem Verwaltungsrat bis zu diesem Zeitpunkt angehörte, als Mitglied des Verwaltungsrates gewählt werden, es sei denn, diese Person

(1) wird vom Verwaltungsrat zur Wahl vorgeschlagen, oder

(2) ein Anteilseigner, der bei der anstehenden Generalversammlung, die den Verwaltungsrat bestimmt, voll stimmberechtigt ist, unterbreitet dem Vorsitzenden - oder wenn dies unmöglich sein sollte, einem anderen Verwaltungsratsmitglied - schriftlich nicht weniger als sechs und nicht mehr als 30 Tage vor dem für die Generalversammlung vorgesehenen Datum seine Absicht, eine andere Person als seiner selbst zur Wahl oder zur Wiederwahl vorzuschlagen, zusammen mit einer schriftlichen Bestätigung dieser Person, sich zur Wahl stellen zu wollen, wobei jedoch der Vorsitzende der Generalversammlung unter der Voraussetzung einstimmiger Zustimmung aller anwesenden Anteilseigner den Verzicht auf die oben aufgeführten Erklärungen beschliessen kann und die solcherweise nominierte Person zur Wahl vorschlagen kann.

**Art. 15. Interne Organisation des Verwaltungsrates.** Der Verwaltungsrat kann aus seiner Mitte einen Vorsitzenden, sowie gegebenenfalls einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende wählen. Er kann auch einen Sekretär

ernennen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrats zu sein braucht und für die Protokolle der Verwaltungsratssitzung und der Generalversammlung verantwortlich ist.

Ist ein Vorsitzender gewählt, so führt er den Vorsitz der Verwaltungsratssitzungen. In seiner Abwesenheit ernennen die Verwaltungsratsmitglieder eine andere Person zum vorübergehenden Vorsitzenden durch Mehrheitsbeschluß der Anwesenden.

Eine Sitzung des Verwaltungsrats kann durch den Vorsitzenden oder durch zwei Mitglieder des Verwaltungsrates an dem in der Einladung angegebenen Sitzungsort unter Angabe der Tagesordnung einberufen werden.

Briefliche, telegrafische, elektronische oder Telefaxeinladungen zu den Sitzungen des Verwaltungsrats erfolgen an alle Mitglieder mindestens 24 Stunden vor Beginn einer solchen Sitzung, mit Ausnahme dringender Umstände, in welchem Falle diese in der Einladung anzuführen sind.

Unter Vorbehalt der nachfolgenden Bestimmungen ist der Verwaltungsrat nur bei einer ordnungsgemäß erfolgten Einberufung der Sitzung beschlußfähig.

Mit Zustimmung aller Verwaltungsratsmitglieder kann auf ein Einberufungsschreiben verzichtet werden. Eine Einberufung ist nicht erforderlich für Sitzungen, deren Daten durch Verwaltungsratsbeschluß im voraus festgelegt worden sind.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich bei einer Verwaltungsratssitzung durch ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats vertreten lassen. Die Vollmachtserteilung erfolgt brieflich, per Telegramm, Fernschreiber oder Fernkopierer oder in jeder anderen Form wie vom Verwaltungsrat beschlossen.

Vorbehaltlich der nachfolgenden Ausnahmen kann der Verwaltungsrat nur rechtsgültig beraten oder beschließen, wenn mindestens zwei seiner Mitglieder anwesend oder vertreten sind, wobei eine telefonische Teilnahme oder in jeder anderen vom Verwaltungsrat beschlossenen Form gestattet ist. Beschlüsse werden durch Mehrheit der Stimmen der an einer Sitzung anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefaßt. Der Vorsitzende des Verwaltungsrats hat bei Stimmengleichheit den Stichentscheid.

Die Verwaltungsratsmitglieder können auch auf dem Zirkularwege einen Beschluß herbeiführen, durch schriftliche Zustimmung auf einer oder mehrerer gleichlautenden Urkunden.

Der Verwaltungsrat kann auch einzelne Verwaltungsratsmitglieder oder Dritte mit der Gesamtheit oder einem Teil der täglichen Geschäftsführung oder die Vertretung der Gesellschaft mit den vom Verwaltungsrat beschlossenen Befugnissen betrauen. Die Übertragung der täglichen Geschäftsführung auf einzelne Mitglieder des Verwaltungsrates bedarf der Einwilligung der Generalversammlung der Anteilseigner. Derartige Ernennungen können jederzeit vom Verwaltungsrat zurückgenommen werden.

Der Verwaltungsrat kann nach freiem Ermessen auch seine Vollmachten und Kompetenzen auf ein Gremium übertragen, das aus von ihm ernannten Personen (gleich ob Verwaltungsratsmitglieder oder Dritte) besteht.

Des weiteren kann der Verwaltungsrat zur Unterstützung seiner Geschäftstätigkeit einen Beirat ernennen. Eine Entscheidungsbefugnis kommt dem Beirat nicht zu.

**Art. 16. Protokolle der Verwaltungsratssitzungen.** Die Protokolle jeder Verwaltungsratssitzung werden durch den Vorsitzenden derselben und ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder durch den Sekretär des Verwaltungsrats unterzeichnet. Abschriften oder Auszüge solcher Protokolle, die für Rechtsverfahren oder für andere Rechtszwecke erstellt werden, sind durch den Vorsitzenden des Verwaltungsrats oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder oder durch den Sekretär des Verwaltungsrats und ein Verwaltungsratsmitglied zu unterzeichnen.

**Art. 17. Festlegung der Anlagepolitik.** Der Verwaltungsrat ist mit den Kompetenzen ausgestattet, alle Verwaltungshandlungen und Verfügungen im Gesellschaftsinteresse auszuführen, welche nicht ausdrücklich durch Gesetz oder durch diese Satzung der Anteilseignerversammlung vorbehalten sind.

Vorbehaltlich derjenigen Angelegenheiten, die den Anteilseignern in der Generalversammlung gemäß Satzung zustehen und gemäß der vorstehenden Einschränkungen, ist der Verwaltungsrat befugt, insbesondere die Anlagepolitik für jeden Subfonds nach dem Grundsatz der Risikostreuung zu bestimmen, unter Beachtung der Anlagebeschränkungen gemäß Gesetz, Verordnungen sowie Verwaltungsratsbeschlüssen.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann bestimmen, dass das Vermögen der Gesellschaft wie folgt angelegt wird:

- a) In Wertpapiere und Geldmarktinstrumente:
  - die an einem geregelten Markt (wie in Artikel 1 des Gesetzes von 2002 definiert) notiert oder gehandelt werden;
  - die an einem anderen geregelten Markt eines Mitgliedstaates der Europäischen Union («EU»), der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden;
  - die an einer Wertpapierbörse eines Drittlandes amtlich notiert oder an einem anderen geregelten Markt eines Drittlandes, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden. In diesem Zusammenhang bedeutet «Drittland» alle Länder Europas die kein Mitgliedsstaat der EU sind und alle Länder Nord- und Südamerikas, Afrikas, Asiens und das Pazifikbeckens.

- b) In Wertpapiere und Geldmarktinstrumente aus Neuemissionen, sofern die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, dass die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Wertpapierbörse oder an einem anderen geregelten Markt, wie in Punkt a) beschrieben, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, beantragt wird und die Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Emission erlangt wird.

- c) In Anteile von nach der Richtlinie 85/611/EWG, wie abgeändert durch die Richtlinien 2001/107/EG und 2001/108/EG, (nachfolgend «Richtlinie 85/611/EWG») zugelassenen OGAW und/oder anderen OGA im Sinne von Artikel 1 Absatz (2) erster und zweiter Gedankenstrich der Richtlinie 85/611/EWG mit Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder einem Drittstaat, sofern:

- diese anderen OGA nach Rechtsvorschriften zugelassen wurden, die sie einer behördlichen Aufsicht unterstellen, welche nach Auffassung der Commission de Surveillance du Secteur Financier («CSSF») derjenigen nach dem Gemeinschaftsrecht gleichwertig ist, und ausreichende Gewähr für die Zusammenarbeit zwischen den Behörden besteht;

- das Schutzniveau der Anteilhaber der anderen OGA dem Schutzniveau der Anteilhaber eines OGAW gleichwertig ist und insbesondere die Vorschriften für die getrennte Verwahrung des Fondsvermögens, die Kreditaufnahmen, die Kreditgewährung und Leerverkäufe von Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten den Anforderungen der Richtlinie 85/611/EWG gleichwertig sind;

- die Geschäftstätigkeit der anderen OGA Gegenstand von Halbjahres- und Jahresberichten ist, die es erlauben, sich ein Urteil über das Vermögen und die Verbindlichkeiten, die Erträge und die Transaktionen im Berichtszeitraum zu bilden;

- der OGAW oder dieser andere OGA, dessen Anteile erworben werden sollen, nach seinen Gründungsunterlagen insgesamt höchstens 10% seines Vermögens in Anteilen anderer OGAW oder anderer OGA anlegen darf.

d) In Sichteinlagen oder kündbare Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens 12 Monaten bei qualifizierten Kreditinstituten, die ihren Gesellschaftssitz in einem Mitgliedstaat der EU oder in einem Mitgliedstaat der OECD oder in einem Land, das die Beschlüsse der Financial Actions Task Force («FATF» bzw. Groupe d'Action Financière Internationale «GAFI») ratifiziert hat, haben (ein «Qualifiziertes Kreditinstitut»).

e) In Geldmarktinstrumente, die nicht auf einem geregelten Markt gehandelt werden und die unter die Definition des Artikel 1 des Gesetzes von 2002 fallen, sofern die Emission oder der Emittent dieser Instrumente selbst Vorschriften über den Einlagen- und den Anlegerschutz unterliegt, und vorausgesetzt sie werden:

- von einer zentralstaatlichen, regionalen oder lokalen Körperschaft oder der Zentralbank eines Mitgliedstaats der EU, der Europäischen Zentralbank, der EU oder der Europäischen Investitionsbank, einem Drittstaat oder, im Falle eines Bundesstaates, einem Gliedstaat der Föderation oder von einer internationalen Einrichtung öffentlich-rechtlichen Charakters, der mindestens ein Mitgliedstaat der EU angehört, begeben oder garantiert; oder

- von einem Unternehmen begeben, dessen Wertpapiere auf den unter (a) bezeichneten geregelten Märkten gehandelt werden; oder

- von einem Institut, das gemäss den im Gemeinschaftsrecht der EU festgelegten Kriterien einer Aufsicht unterstellt ist, oder einem Institut, das Aufsichtsbestimmungen, die nach Auffassung der CSSF mindestens so streng sind wie die des Gemeinschaftsrechts der EU, unterliegt und diese einhält, begeben oder garantiert; oder

- von anderen Emittenten begeben, die einer Kategorie angehören, die von der CSSF zugelassen wurde, sofern für Anlagen in diesen Instrumenten Vorschriften für den Anlegerschutz gelten, die denen des ersten, des zweiten oder des dritten Gedankenstrichs gleichwertig sind und sofern es sich bei den Emittenten entweder um ein Unternehmen mit einem Eigenkapital von mindestens zehn (10) Mio. EUR, das seinen Jahresabschluss nach den Vorschriften der 4. Richtlinie 78/660/EWG erstellt und veröffentlicht, oder um einen Rechtsträger, der innerhalb einer eine oder mehrere börsennotierte Gesellschaften umfassenden Unternehmensgruppe für die Finanzierung dieser Gruppe zuständig ist, oder um einen Rechtsträger handelt, der die wertpapiermässige Unterlegung von Verbindlichkeiten durch Nutzung einer von einer Bank eingeräumten Kreditlinie finanzieren soll.

f) In Derivate einschließlich gleichwertiger abgerechneter Instrumente, die an einem wie unter dem vorstehenden Buchstaben a) bezeichneten geregelten Markt gehandelt werden und/oder die nicht an einer Börse gehandelt werden («OTC-Derivate»), sofern:

- es sich bei den Basiswerten um Instrumente im Sinne von Artikel 41 Absatz (1) des Gesetzes von 2002, um Finanzindizes, Zinssätze, Wechselkurse oder Währungen handelt, in die die Gesellschaft gemäss ihren Anlagezielen anlegen darf,

- die Gegenparteien bei Geschäften mit OTC-Derivaten einer behördlichen Aufsicht unterliegende Institute der Kategorien sind, die von der CSSF zugelassen wurden und

- die OTC-Derivate einer zuverlässigen und überprüfbaren Bewertung auf Tagesbasis unterliegen und jederzeit auf Initiative der Gesellschaft zum angemessenen Zeitwert veräussert werden können.

Jedoch kann die Gesellschaft höchstens 10% des Inventarwertes eines jeden Subfonds in andere als die unter (a) bis (e) genannten Wertpapiere und Geldmarktinstrumente sowie in Zielfonds (d.h. Anteile in OGAW und/oder anderen OGA im Sinne von Ziffer c) oben) anlegen.

Die Gesellschaft legt höchstens 10% des Inventarwertes eines jeden Subfonds in Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten ein und desselben Emittenten an. Die Gesellschaft legt höchstens 20% des Inventarwertes eines jeden Subfonds in Einlagen bei ein und derselben Einrichtung an.

Die Obergrenze des ersten Satzes des vorhergehenden Absatzes wird auf 35% angehoben, wenn die Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente von einem EU-Mitgliedstaat oder seinen Gebietskörperschaften, von einem Drittstaat oder von internationalen Einrichtungen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen mindestens ein EU-Mitgliedstaat angehört, begeben oder garantiert werden.

Abweichend von den vorhergehenden Absätzen ist die Gesellschaft ermächtigt, in Übereinstimmung mit dem Prinzip der Risikostreuung bis zu 100% des Inventarwertes eines Subfonds in Wertpapiere und Geldmarktinstrumente verschiedener Emissionen zu investieren, die von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften oder einem Mitgliedstaat der OECD oder von internationalen Organisationen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der EU angehören, begeben oder garantiert werden, allerdings mit der Massgabe, dass der Subfonds Wertpapiere und Geldmarktinstrumente von mindestens sechs unterschiedlichen Emissionen halten muss, wobei die Wertpapiere und Geldmarktinstrumente einer Emission höchstens 30% des Inventarwertes des Subfonds ausmachen dürfen.

Darüber hinaus wird sich die Gesellschaft an alle weiteren Einschränkungen halten, die von den Aufsichtsbehörden jener Länder vorgeschrieben werden, in denen Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind.

Im Falle, daß eine Änderung des Gesetzes von 2002 zu wesentlichen Abweichungen führt, kann der Verwaltungsrat beschließen, daß sich solche neuen Bestimmungen anwenden.

**Art. 18. Pooling und «Co-Management».** Die Verwaltung der Vermögenswerte eines Subfonds kann mittels «Pooling» erfolgen.

In diesem Fall werden Vermögen verschiedener Subfonds zusammen verwaltet. Derartige Vermögen werden als «Pools» bezeichnet, wobei jedoch solche «Pools» ausschließlich für interne Verwaltungszwecke verwendet werden. Die «Pools» haben keine eigene Rechtspersönlichkeit und sind nicht direkt zugänglich für die Anteilseigner. Jedem Subfonds, welcher zusammen mit anderen Subfonds verwaltet wird, werden seine spezifischen Vermögen zugeteilt.

Wenn Vermögen eines oder mehrerer Subfonds zusammen verwaltet werden, werden die Vermögen, welche jedem teilnehmenden Subfonds zugeteilt werden, zunächst gemäss ihrer ersten Zuteilung von Vermögen in einen solchen «Pool» bestimmt und werden im Falle von zusätzlichen Zuteilungen oder Zurücknahmen abgeändert.

Die Ansprüche jedes teilnehmenden Subfonds auf die gemeinsam verwalteten Vermögen finden auf all und jede Anlagen jenes «Pools» Anwendung.

Zusätzliche Anlagen, welche im Namen von gemeinsam verwalteten Subfonds gemacht werden, werden diesen Subfonds gemäss ihren respektiven Rechten zugeteilt und Vermögenswerte welche verkauft werden, werden in der gleichen Art und Weise von den betreffenden Vermögenswerten jedes teilnehmenden Subfonds entnommen.

Desweiteren, soweit dies mit der Anlagepolitik der betreffenden Subfonds zu vereinbaren ist, kann der Verwaltungsrat mit Blick auf eine effiziente Verwaltung bestimmen, daß das ganze oder ein Teil des Vermögens eines oder mehrerer Subfonds im Rahmen des «Co-Management» gemeinsam mit dem Vermögen anderer Organismen für gemeinsame Anlagen, wie im Prospekt beschrieben, verwaltet wird.

**Art. 19. Unvereinbarkeitsbestimmungen.** Kein Vertrag oder sonstige Tätigkeit zwischen der Gesellschaft und irgendeiner anderen Gesellschaft oder Firma wird durch den Umstand beeinträchtigt oder ungültig, daß ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Geschäftsführer der Gesellschaft in einer anderen Gesellschaft Verwaltungsratsmitglied, Anteilseigner, Geschäftsführer oder Angestellter oder sonstwie persönlich an einer solchen Gesellschaft oder Firma beteiligt sind.

Jedes Verwaltungsratsmitglied oder jedes andere Organ der Gesellschaft, das als Verwaltungsratsmitglied, Anteilseigner, Geschäftsführer oder Angestellter einer anderen Gesellschaft oder Firma dient, mit der die Gesellschaft vertragliche Beziehungen eingeht oder sonstwie Geschäfte tätigt, ist infolge einer solchen Verbindung mit der anderen Gesellschaften oder Firma, nicht verhindert für die Gesellschaft tätig zu sein und über deren Rechtsgeschäfte zu entscheiden.

Falls ein Verwaltungsratsmitglied oder ein Geschäftsführer der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einem Geschäft der Gesellschaft hat, muß er dieses persönliche Interesse dem Verwaltungsrat zur Kenntnis bringen und darf sich nicht mit solchen Geschäften befassen oder darüber abstimmen. Derartige Rechtsgeschäfte und Interessen eines Verwaltungsratsmitglieds oder Geschäftsführers sind bei der nächsten Generalversammlung offenzulegen.

Der hier verwendete Ausdruck «persönliches Interesse» umfaßt nicht jedes Interesse, das nur deshalb entsteht, weil das Rechtsgeschäft die Bank JULIUS BÄR & CO. AG (bzw. ein mit dieser Bank mittelbar oder unmittelbar verbundenes Unternehmen) oder ein anderes vom Verwaltungsrat bestimmtes Unternehmen betrifft.

**Art. 20. Freistellung.** Die Gesellschaft wird jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeden Geschäftsführer, oder deren Erben, Testamentsvollstrecker oder Verwalter von allen vernünftigerweise aufgewandten Kosten im Zusammenhang mit irgendeinem Rechtsstreit/Klage oder gerichtlichen Verfahren freistellen, in das er als Partei einbezogen wurde, als Folge seiner Eigenschaft als aktives oder vormaliges Verwaltungsratsmitglied oder als Geschäftsführer der Gesellschaft oder, auf Verlangen der Gesellschaft, aufgrund einer Funktion bei einem anderen Unternehmen, mit dem die Gesellschaft vertraglich verbunden ist oder dessen Gläubiger sie ist, falls er bei einem solchen Rechtsstreit oder Klage nicht von jeder Verantwortung freigestellt wird. Ausgenommen sind Vorkommnisse, für welche er rechtskräftig aufgrund einer Klage oder einem Rechtsverfahren wegen grober Fahrlässigkeit oder schlechter Geschäftsführung verurteilt wird. Im Falle eines Vergleichs wird Schadenersatz nur im Zusammenhang mit Angelegenheiten geleistet, die durch den Vergleich gedeckt sind und hinsichtlich welcher die Gesellschaft von ihren Rechtsanwälten eine Bestätigung bekommt, daß die haftungspflichtige Person keine Pflichtverletzung trifft. Die vorstehenden Rechte auf Freistellung schließen andere Rechte nicht aus, auf die vorgenannten Personen einen berechtigten Anspruch haben.

**Art. 21. Vertretung.** Die Gesellschaft wird durch die gemeinsamen Unterschriften von zwei Verwaltungsratsmitgliedern der Gesellschaft verpflichtet oder - falls der Verwaltungsrat entsprechende Beschlüsse gefaßt hat - durch gemeinsame Unterschriften eines Verwaltungsrats mit einem Geschäftsführer, Prokuristen oder anderen Bevollmächtigten bzw. durch die Einzelunterschrift solcher anderer Personen für genau bezeichnete Einzelgeschäfte, denen dazu durch Verwaltungsratsbeschluss oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder die entsprechenden Befugnisse erteilt wurden.

**Art. 22. Wirtschaftsprüfer.** Die Generalversammlung der Gesellschaft ernennt einen Wirtschaftsprüfer («réviseur d'entreprise agréé»), der die in Artikel 113 des Gesetzes von 2002 beschriebenen Pflichten gegenüber der Gesellschaft wahrnimmt.

**Art. 23. Rücknahme und Umtausch von Anteilen.** Wie nachfolgend im Einzelnen geregelt, hat die Gesellschaft das Recht, ihre Anteile jederzeit innerhalb der durch das Gesetz vorgesehenen Einschränkung bezüglich des Mindestkapitals zurückzukaufen.

Jeder Anteilseigner kann beantragen, daß die Gesellschaft sämtliche oder einen Teil seiner Anteile zurückkauft, unter dem Vorbehalt, daß die Gesellschaft nicht gezwungen ist, an einem Bewertungstag (wie nachstehend definiert) oder in irgendeinem Zeitraum von sieben aufeinanderfolgenden Bewertungstagen mehr als 10% der ausstehenden Anteile eines Subfonds zurückzukaufen. Zu diesem Zwecke gilt ein Umtausch von Anteilen irgendeines Subfonds als Rücknahme.

Gehen bei der Gesellschaft an einem Bewertungstag oder in einem Zeitraum von sieben aufeinanderfolgenden Bewertungstagen Rücknahme- oder Umtauschgesuche für eine größere als die vorgenannte Zahl von Anteilen ein, bleibt

es der Gesellschaft vorbehalten, die Rücknahme oder den Umtausch bis zum siebten darauffolgenden Bewertungstag aufzuschieben. Diese Rücknahme- und Umtauschanträge werden gegenüber später eingegangenen Anträgen bevorzugt behandelt.

Der Rücknahmepreis wird innerhalb von fünf Bankarbeitstagen in Luxemburg nach dem betreffenden Bewertungstag oder, falls später, nach dem Eingangsdatum der Anteilszertifikate (wenn diese ausgegeben werden) bezahlt. Der Rücknahmepreis wird auf der Grundlage des Inventarwerts pro Anteil des jeweiligen Subfonds in Übereinstimmung mit den Vorschriften des Artikels 25 dieser Satzung berechnet, abzüglich einer Rücknahmegebühr von bis zu maximal 3 Prozent, insoweit diese vom Verwaltungsrat beschlossen und im Verkaufsprospekt beschrieben ist.

Sollte im Falle von Rücknahmen aufgrund von außergewöhnlichen Umständen die Liquidität des Anlagevermögens eines Subfonds nicht für die Zahlung innerhalb dieses Zeitraums ausreichen, wird die Zahlung so bald wie möglich durchgeführt werden, jedoch, soweit rechtlich zulässig, ohne Zinsen.

Der Antrag auf Rücknahme der Anteile ist vom Anteilseigner schriftlich direkt an die Gesellschaft oder an eine der Vertriebsstellen bis zu dem im Verkaufsprospekt festgelegten Zeitpunkt vor dem Bewertungstag zu richten, an dem die Anteile zurückgegeben werden sollen. Die Anteilszertifikate müssen mit allen noch nicht fälligen Coupons versehen sein. Ein ordnungsgemäß erteilter Rücknahmeantrag ist unwiderruflich, außer im Falle und während einer Aussetzung oder Aufschiebung der Rücknahme. Zurückgenommene Anteile werden annulliert.

Jeder Anteilseigner kann grundsätzlich den gänzlichen oder teilweisen Umtausch seiner Anteile in Anteile eines anderen Subfonds an einem für beide Subfonds geltenden Bewertungstag sowie innerhalb eines Subfonds einen Umtausch zwischen verschiedenen Anteilskategorien beantragen, gemäß einer im Prospekt beschriebenen Umtauschformel und nach den Grundsätzen und gegebenenfalls Einschränkungen, wie sie vom Verwaltungsrat für jeden Subfonds festgelegt worden sind.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, den Umtausch der Anteile eines Subfonds in Anteile eines anderen Subfonds oder innerhalb eines Subfonds in andere Anteilskategorien Einschränkungen und Bedingungen zu unterwerfen, die im geltenden Verkaufsprospekt dargelegt sind. Dabei kann der Verwaltungsrat insbesondere:

- die Frequenz von Umtauschanträgen begrenzen;
- den Umtausch von Anteilskategorien bzw. in Anteile unterschiedlicher Subfonds mit einer Gebühr belasten;
- den Umtausch zwischen Anteilskategorien innerhalb eines Subfonds ausschließen.

Sollte über einen Zeitraum von 60 aufeinanderfolgenden Tagen der Gesamtwert der Inventarwerte aller ausstehenden Anteile geringer als 25 Millionen Schweizer Franken sein, kann die Gesellschaft innerhalb von 3 Monaten eines solchen Tatbestandes mittels einer schriftlichen Mitteilung unter Wahrung einer Frist von 30 Tagen die Anteilseigner aller Anteile darüber unterrichten, daß nach Ablauf derselben alle (aber nicht nur einige) Anteile zum an dem darauffolgenden Bewertungstag geltenden Inventarwert zurückgenommen werden. Dabei werden allfällige vom Verwaltungsrat beschlossene und/oder geschätzte Handels- und sonstige Gebühren, wie im Verkaufsprospekt beschrieben, sowie die Liquidationskosten abgezogen.

Sofern, gleich aus welchem Grund, während eines Zeitraums von 60 aufeinander folgenden Tagen der Inventarwert der Vermögenswerte eines Subfonds geringer als 10 Millionen Schweizer Franken ist oder, wenn der Subfonds in einer anderen Währung als Schweizer Franken denominiert ist, der Gegenwert in dieser anderen Währung, oder, falls der Verwaltungsrat es für angebracht hält, wegen Veränderungen der wirtschaftlichen oder politischen Gegebenheiten, welche für den betreffende Subfonds von Einfluß sind, kann der Verwaltungsrat, nachdem er dreißig Tage im voraus die betreffenden Anteilseigner unterrichtet hat, alle (aber nicht nur einige) Anteile des betreffenden Subfonds am dem Fristablauf folgenden Bewertungstag zu einem Rücknahmepreis, welcher die vorweggenommenen Realisations- und Liquidationskosten für die Schließung des betreffenden Subfonds widerspiegelt, jedoch ohne eine sonstige Rücknahmegebühr, zurücknehmen oder den Subfonds mit einem anderen Subfonds der Gesellschaft oder mit einem anderen luxemburgischen Organismus für gemeinsame Anlagen verschmelzen.

Die Schließung eines Subfonds verbunden mit der zwangsweisen Rücknahme aller betreffenden Anteile oder der Verschmelzung mit einem anderen Subfonds der Gesellschaft oder mit einem anderen luxemburgischen Organismus für gemeinsame Anlagen jeweils aus anderen Gründen, als diejenigen des Mindestvolumens seiner Vermögenswerte, oder wegen Veränderungen der wirtschaftlichen oder politischen Gegebenheiten, welche für den betreffenden Subfonds von Einfluß sind, kann nur mit dem vorherigen Einverständnis der Anteilseigner dieses zu schließenden oder zu verschmelzenden Subfonds auf einer ordnungsgemäß einberufenen getrennten Versammlung der Anteilseigner des betreffenden Subfonds, welche wirksam ohne Quorum gehalten werden und mit einer Mehrheit von 50% der anwesenden oder vertretenen Anteile entscheiden kann, beschlossen werden.

Eine derart vom Verwaltungsrat beschlossene oder von den Anteilseignern gutgeheißen Verschmelzung ist für die Anteilseigner des betreffenden Subfonds nach Ablauf einer dreißigtägigen Frist von der diesbezüglichen Unterrichtung der betreffenden Anteilseigner an bindend, ausser im Falle der Verschmelzung mit einem luxemburgischen «fonds commun de placement», welche nur für die dieser Verschmelzung zustimmenden Anteilseigner bindend ist. Ein Antrag eines Anteilseigners auf Rücknahme seiner Anteile während der Frist darf nicht mit einer Rücknahmegebühr belastet werden. Liquidationserlöse, welche von den Anteilseignern bei der Beendigung der Liquidation eines Subfonds nicht beansprucht werden, werden bei der Caisse de Consignation in Luxemburg hinterlegt und verfallen nach 30 Jahren.

Die Gesellschaft hat die Anteilseigner durch Veröffentlichung einer Rücknahmeankündigung in einer vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Zeitung hierüber zu informieren. Sind alle betroffenen Anteilseigner und ihre Adressen der Gesellschaft bekannt, so erfolgt die Rücknahmeankündigung mittels Brief an diese Adressaten.

**Art. 24. Bewertungen und Aussetzungen von Bewertungen.** Der Inventarwert der Vermögen der Gesellschaft («Inventarwert»), der Inventarwert je Anteil jedes Subfonds und, sofern anwendbar, die Inventarwerte der innerhalb eines Subfonds ausgegebenen Anteilskategorie werden in der betreffenden Währung an jedem Bewertungstag - wie nachfolgend definiert - bestimmt, außer in den nachstehend beschriebenen Fällen einer Aussetzung. Bewertungstag für

jeden Subfonds ist jeder Bankarbeitstag in Luxemburg, welcher zugleich kein gewöhnlicher Feiertag für die Börsen oder anderen Märkte ist, die für einen wesentlichen Teil des Inventarwerts des entsprechenden Subfonds die Bewertungsgrundlage darstellen, wie von der Gesellschaft bestimmt.

Die Gesellschaft kann die Berechnung des Inventarwertes eines jeden Subfonds, sowie die Ausgabe, den Umtausch und die Rücknahme von Anteilen dieses Subfonds, ebenso wie den Umtausch von und in Anteile eines Subfonds zeitweilig aussetzen:

- a) wenn eine oder mehrere Börsen oder andere Märkte, die für einen wesentlichen Teil des Inventarwertes die Bewertungsgrundlagen darstellen, (ausser an gewöhnlichen Feiertagen) geschlossen sind oder der Handel ausgesetzt wird; oder
- b) wenn es nach Ansicht des Verwaltungsrates aufgrund besonderer Umstände unmöglich ist, Vermögenswerte zu kaufen oder zu bewerten; oder
- c) wenn die normalerweise zur Kursbestimmung eines Wertpapiers des entsprechenden Subfonds eingesetzte Kommunikationstechnik zusammengebrochen oder nur bedingt einsatzfähig ist; oder
- d) wenn die Überweisung von Geldern zum Kauf oder zur Veräußerung von Kapitalanlagen der Gesellschaft unmöglich ist; oder
- e) im Fall einer Entscheidung, die Gesellschaft zu liquidieren, an oder nach dem Tag der Veröffentlichung der ersten Einberufung einer sich mit diesem Thema befassenden Generalversammlung der Anteilseigner zu diesem Zweck.

Bei Eintritt eines Ereignisses, welches die Liquidation der Gesellschaft zur Folge hat, oder nach Eingang einer entsprechenden Anordnung der luxemburgischen Aufsichtsbehörde, wird die Gesellschaft die Ausgabe, Rücknahme und den Umtausch von Anteilen unverzüglich einstellen.

Anteilseigner, die ihre Anteile zur Rücknahme oder Umtausch angeboten haben, werden innerhalb von sieben Tagen schriftlich über eine solche Aussetzung sowie unverzüglich von der Beendigung derselben benachrichtigt.

Die Aussetzung der Ausgabe bzw. Rücknahme und des Umtauschs von Anteilen irgendeines Subfonds hat keine Auswirkung auf die Berechnung des Inventarwertes, die Ausgabe, Rücknahme und Umtausch von Anteilen eines anderen Subfonds.

**Art. 25. Festlegung des Inventarwertes.** Der Inventarwert je Anteil jedes Subfonds, und soweit anwendbar, der Inventarwert der innerhalb eines Subfonds ausgegebenen Anteilskategorien wird in der betreffenden Währung an jedem Bewertungstag bestimmt, indem der gesamte Inventarwert der Aktiva des betreffenden Subfonds oder der betreffenden Anteilskategorie durch die Anzahl der sich im Umlauf befindlichen Anteile dieses Subfonds oder dieser Anteilskategorie dividiert wird. Der gesamte Inventarwert des betreffenden Subfonds oder der betreffenden Anteilskategorie repräsentiert dabei den Marktwert der ihr zugeordneten Vermögenswerte abzüglich der Verbindlichkeiten.

**Art. 26. Bewertungsvorschriften.** Die Bewertung der Inventarwerte der verschiedenen Subfonds erfolgt in folgender Weise:

(A) Die Aktiva der Gesellschaft beinhalten folgendes:

- a) sämtliche verfügbaren Kassenbestände bzw. auf Konto, zuzüglich aufgelaufene Zinsen;
- b) alle Wechsel und andere Guthaben auf Sicht (inklusive der Erlöse von Wertpapierverkäufen, die noch nicht gutgeschrieben sind);
- c) alle Wertpapiere (Aktien, fest- und variabelverzinsliche Wertpapiere, Obligationen, Options- oder Subskriptionsrechte, Optionsscheine und andere Anlagen und Wertpapiere im Besitz der Gesellschaft);
- d) alle Dividenden und fälligen Ausschüttungen zugunsten der Gesellschaft in bar oder in anderer Form, soweit der Gesellschaft bekannt, unter Voraussetzung, daß die Gesellschaft die Bewertungsveränderung im Marktwert der Wertpapiere infolge der Handelspraktiken wie z.B. im Handel ex Dividende bzw. ex Bezugsrechte anpassen muß;
- e) alle aufgelaufenen Zinsen auf verzinsliche Wertpapiere, die die Gesellschaft hält, soweit nicht solche Zinsen in der Hauptforderung enthalten sind;
- f) alle finanziellen Rechte, die sich aus dem Einsatz derivativer Instrumente ergeben;
- g) die vorläufigen Aufwendungen der Gesellschaft, soweit diese nicht abgeschrieben wurden, unter der Voraussetzung, daß solche vorläufigen Aufwendungen direkt vom Kapital der Gesellschaft abgeschrieben werden dürfen; und
- h) alle anderen Aktiva jeder Art und Zusammensetzung, inklusive vorausbezahlte Aufwendungen.

Der Wert solcher Anlagewerte wird wie folgt festgelegt:

1) Der Wert von frei verfügbaren Kassenbeständen bzw. Einlagen, Wechsel und Sichtguthaben, vorausbezahlte Aufwendungen, Bardividenden und Zinsen gemäß Bestätigung oder aufgelaufen, aber nicht eingegangen, wie oben dargestellt, soll zum vollen Betrag verbucht werden, es sei denn aus irgendeinem Grund sei die Zahlung wenig wahrscheinlich oder nur ein Teil einbringlich, weshalb der Wert hiervon nach Reduktion eines Abschlages ermittelt werden soll, nach Gutdünken der Gesellschaft, mit dem Zwecke, den effektiven Wert zu ermitteln.

2) Zum Anlagevermögen gehörende Wertpapiere die amtlich notiert sind oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden zum letzten verfügbaren Kurs an dem Hauptmarkt, an dem diese Wertpapiere gehandelt werden, bewertet. Dabei können die Dienste eines von dem Verwaltungsrat genehmigten Kursvermittlers in Anspruch genommen werden. Wertpapiere, deren Kurs nicht marktgerecht ist, sowie alle anderen zulässigen Anlagewerte (einschließlich Wertpapiere, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind oder an einem geregelten Markt gehandelt werden), werden zu ihren wahrscheinlichen Realisierungswerten eingesetzt, die nach Treu und Glauben durch oder unter der Leitung der Geschäftsleitung der Gesellschaft bestimmt werden.

3) Alle Vermögenswerte oder Verbindlichkeiten, die nicht auf die Währungen des entsprechenden Subfonds lauten, werden in die jeweilige Währung des betreffenden Subfonds zu dem am Bewertungszeitpunkt von einer Bank oder einem anderen verantwortlichen Finanzinstitut mitgeteilten Wechselkurs umgerechnet.

4) Anteile, die von OGA des offenen Typs ausgegeben werden, sind mit ihrem zuletzt verfügbaren Inventarwert zum Kurs am Ort ihrer Notierung zu bewerten.

5) Der Veräußerungswert von Termin- (Futures/Forwards) oder Options-verträgen, die nicht an einer Börse oder an einem anderen organisierten Markt gehandelt werden, ist gemäß den vom Verwaltungsrat festgelegten Richtlinien und in gleichbleibender Weise zu bewerten. Der Veräußerungswert von Termin- oder Optionsverträgen, die an einer Börse oder an anderen organisierten Märkten gehandelt werden, ist auf der Basis des zuletzt verfügbaren Abwicklungspreises für diese Verträge an Börsen und organisierten Märkten zu bewerten, an denen Termin- oder Optionsverträge dieser Art gehandelt werden; dies gilt mit der Maßgabe, dass bei Termin- oder Optionsverträgen, die nicht an einem Bewertungstag veräußert werden konnten, der vom Verwaltungsrat als angemessen und adäquat angesehene Wert die Basis für die Ermittlung des Veräußerungswertes dieses Vertrages ist.

6) Die Bewertung liquider Mittel und Geldmarktinstrumente kann zum jeweiligen Nennwert zuzüglich aufgelaufener Zinsen oder unter Berücksichtigung der planmäßig abgeschriebenen historischen Kosten erfolgen. Die letztgenannte Bewertungsmethode kann dazu führen, dass der Wert zeitweilig von dem Kurs abweicht, den die Gesellschaft beim Verkauf der Anlage erhalten würde. Die Gesellschaft wird diese Bewertungsmethode jeweils prüfen und nötigenfalls Änderungen empfehlen, um sicherzustellen, dass die Bewertung dieser Vermögenswerte zu ihrem angemessenen Wert erfolgt, der in gutem Glauben gemäß den vom Verwaltungsrat vorgeschriebenen Verfahren ermittelt wird. Ist die Gesellschaft der Auffassung, dass eine Abweichung von den planmäßig abgeschriebenen historischen Kosten je Anteil zu erheblichen Verwässerungen oder sonstigen den Anteilhabern gegenüber unangemessenen Ergebnissen führen würde, so muss sie ggf. Korrekturen vornehmen, die sie als angemessen erachtet, um Verwässerungen oder unangemessene Ergebnisse auszuschließen oder zu begrenzen, soweit dies in angemessenem Rahmen möglich ist.

7) Die Swap-Transaktionen werden regelmäßig auf Basis der von der Swap-Gegenpartei erhaltenen Bewertungen bewertet. Bei den Werten kann es sich um den Geld- oder Briefkurs oder den Mittelkurs handeln, wie gemäß den von dem Verwaltungsrat festgelegten Verfahren in gutem Glauben bestimmt. Spiegeln diese Werte nach Auffassung des Verwaltungsrats den angemessenen Marktwert der betreffenden Swap-Transaktionen nicht wider, wird der Wert dieser Swap-Transaktionen von dem Verwaltungsrat in gutem Glauben oder gemäß einer anderen dem Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen geeignet erscheinenden Methode bestimmt.

8) Wird aufgrund besonderer Umstände, wie zum Beispiel versteckten Kreditrisikos, eine Bewertung nach Maßgabe der vorstehenden Regeln undurchführbar oder unrichtig, ist die Gesellschaft berechtigt, andere allgemein anerkannte, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewertungsgrundsätze anzuwenden, um eine angemessene Bewertung des Anlagevermögens zu erzielen.

(B) Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft sollen folgendes beinhalten

a) alle Kreditaufnahmen, Wechsel und andere fälligen Beträge;

inklusive Sicherheitshinterlagen wie margin accounts etc. im Zusammenhang mit dem Einsatz von derivativen Instrumenten; und

b) alle fälligen bzw. aufgelaufenen administrativen Aufwendungen inklusive der Gründungs- und Registrierungskosten bei den Regierungsstellen wie auch Rechtsberatungsgebühren, Prüfungsgebühren, alle Gebühren der Anlageberater, der Depotstelle, Vertriebsstellen und aller anderen Repräsentanten und Agenten der Gesellschaft, die Kosten der Pflichtveröffentlichungen und des Prospekts, der Geschäftsabschlüsse und anderer Dokumente, die den Anteilseignern verfügbar gemacht werden. Weichen die zwischen der Gesellschaft und den von ihr beigezogenen Dienstleistungserbringern wie Anlageberater, Vertriebsberater, Depotbank vereinbarte Gebührensätze für solche Dienstleistungen bezüglich einzelner Subfonds voneinander ab, so sind die entsprechenden unterschiedlichen Gebühren ausschließlich den jeweiligen Subfonds zu belasten. Marketing- und Werbungsaufwendungen dürfen nur im Einzelfall durch Beschluß des Verwaltungsrats gegebenenfalls auf Antrag eines Beirats einem Subfonds belastet werden; und

c) alle fälligen und noch nicht fälligen bekannten Verbindlichkeiten inklusive der erklärten aber noch nicht bezahlten Dividenden; und

d) ein angemessener für Steuer zurückgestellter Betrag, berechnet auf den Tag der Bewertung sowie andere Rückstellungen oder Reserven, die vom Verwaltungsrat genehmigt sind; und

e) alle anderen Verbindlichkeiten der Gesellschaft irgendwelcher Natur gegenüber dritten Parteien;

Jegliche Verbindlichkeit irgendwelcher Natur gegenüber dritten Parteien ist auf den/die betreffenden Subfonds beschränkt.

Zum Zwecke der Bewertung ihrer Verbindlichkeiten kann die Gesellschaft alle administrativen und sonstigen Aufwendungen mit regelmäßigem bzw. periodischem Charakter mit einbeziehen, indem sie diese für das gesamte Jahr oder jede andere Periode bewertet und den sich ergebenden Betrag proportional auf die jeweilige aufgelaufene Zeitperiode aufteilt. Diese Bewertungsmethode darf sich nur auf administrative und sonstige Aufwendungen beziehen, die alle Subfonds gleichmäßig betreffen.

(C) Für jeden Subfonds wird der Verwaltungsrat in folgender Weise ein Anlagevermögen erstellen:

a) Der Erlös der Zuteilung und Ausgabe von Anteilen jedes Subfonds soll in den Büchern der Gesellschaft demjenigen Anlagevermögen zugeordnet werden, für das dieser Subfonds eröffnet worden ist und die entsprechenden Anlagewerte und Verbindlichkeiten sowie Einkünfte und Aufwendungen sollen diesem Anlagevermögen gemäß den Richtlinien dieses Artikels zugeordnet werden.

b) Wenn irgendein Anlagewert von einem anderen Aktivum abgeleitet worden ist, sollen derartige abgeleitete Aktiva in den Büchern der Gesellschaft dem gleichen Subfonds zugeordnet werden, wie die Aktiva, von denen sie herkommen und bei jeder neuen Bewertung eines Anlagewerts wird der Wertzuwachs bzw. Wertverlust dem betreffenden Subfonds zugeordnet.

c) Falls die Gesellschaft eine Verbindlichkeit eingegangen ist, die in Beziehung zu irgendeinem Aktivum eines bestimmten Subfonds oder zu irgendeiner Aktivität in Zusammenhang mit einem Aktivum irgendeines Subfonds steht, wird diese Verbindlichkeit dem betreffenden Subfonds zugeordnet

d) Falls ein Anlagewert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht als eine einem bestimmten Subfonds zuzuordnende bestimmte Größe angesehen werden kann und auch nicht alle Subfonds gleichmäßig betrifft, kann der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben solche Anlagewerte oder Verbindlichkeiten zuordnen;

e) Ab dem Tage an dem eine Dividende für einen Subfonds erklärt wird, ermäßigt sich der Inventarwert dieses Subfonds um den Dividendenbetrag, vorbehaltlich jedoch immer der Regelungen für den Verkauf und Rücknahmepreis der Anteile jedes Subfonds wie in diesen Artikeln dargelegt.

(D) Für den Zweck der Bewertung im Rahmen dieses Artikels gilt folgendes:

a) Anteile, die gemäß Artikel 23 zurückgekauft werden, sollen als bestehende behandelt und eingebucht werden bis unmittelbar nach dem durch den Verwaltungsrat oder dessen Bevollmächtigten festgelegten Zeitpunkt, an dem eine solche Bewertung durchgeführt wird, und von diesem Zeitpunkt an bis der Preis hierfür bezahlt ist werden sie als eine Verbindlichkeit der Gesellschaft behandelt;

b) alle Anlagen, Kassenbestände und übrigen Aktiva irgendeines Anlagevermögens, die nicht auf die Währung des betreffenden Subfonds lauten, werden unter Berücksichtigung ihres Marktwertes zu dem an dem Tag der Inventarwertberechnung geltenden Wechselkurs umgerechnet; und

c) an jedem Bewertungstag müssen alle Käufe und Verkäufe von Wertpapieren, die durch die Gesellschaft an eben diesem Bewertungstag kontrahiert wurden, soweit möglich, in die Bewertung mit einbezogen werden.

**Art. 27. Verkaufspreis und Rücknahmepreis.** Wann immer die Gesellschaft Anteile zur Zeichnung anbietet, soll der Preis der angebotenen Anteile auf dem Inventarwert (wie oben definiert) basieren für den jeweiligen Subfonds bzw. die jeweilige Anteilskategorie, erhöht um eine Verkaufsgebühr von nicht mehr als 5% soweit von der Vertriebsstelle oder der Gesellschaft beschlossen, die ganz oder teilweise an die Vertriebsstellen oder an die Gesellschaft zu zahlen ist, wobei diese Verkaufsgebühren sich nach den jeweiligen Gesetzen richten und ein vom Verwaltungsrat beschlossenes Maximum nicht überschreiten dürfen und für jeden Subfonds bzw. jede Anteilskategorie unterschiedlich sein können, aber innerhalb eines Subfonds bzw. einer Anteilskategorie müssen alle Zeichnungsanträge an demselben Ausgabetag gleich behandelt werden, soweit die betreffende Verkaufsgebühr der Gesellschaft zusteht. Der so errechnete Preis («Verkaufspreis») ist innerhalb eines vom Verwaltungsrat zu beschließenden Zeitraums von nicht mehr als sieben Luxemburger Bankarbeitstagen nach Zuteilung der Anteile zahlbar. Ausnahmsweise kann der Verkaufspreis mit Zustimmung des Verwaltungsrats und in Übereinstimmung mit allen anwendbaren Gesetzen insbesondere mittels einer Sonderbewertung der betreffenden Sacheinlagen durch den Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft derart geleistet werden, daß der Gesellschaft vom Erwerber in Übereinstimmung mit der Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen Wertpapiere übertragen werden.

Bei jeder Rücknahme von Anteilen wird der Anteilspreis zu dem diese Anteile zurückgenommen werden, aufgrund des Inventarwertes des jeweiligen Subfonds bzw. der jeweiligen Anteilskategorie berechnet, ermäßigt um eine Rücknahmegebühr von bis zu 3%, soweit vom Verwaltungsrat beschlossen, die ganz oder teilweise an die vermittelnden Verkaufsagenten zu zahlen ist, wobei diese Rücknahmegebühr für jeden Subfonds bzw. jede Anteilskategorie unterschiedlich sein kann. Der so definierte Preis («Rücknahmepreis») wird gemäß Artikel 23 ausbezahlt.

Die Auszahlung des Rücknahmepreises kann auch in besonderen Fällen auf Antrag des betreffenden Anteilseigners mittels einer Sachausschüttung erfolgen, deren Bewertung vom Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft zu bestätigen ist und wobei die Gleichbehandlung aller Anteilseigner sichergestellt sein muß.

Der Verwaltungsrat kann festlegen, daß Anteile verschiedener Subfonds und, innerhalb eines Subfonds, Anteilskategorien eine unterschiedliche maximale Ausgabe-/Rücknahmegebühr haben können.

**Art. 28. Rechnungsjahr.** Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Juli eines Jahres und endet am 30. Juni des folgenden Jahres.

Die Jahresabschlüsse der Gesellschaft erfolgen in Schweizer Franken. Falls gemäß Artikel 5 verschiedene Subfonds bestehen deren Anteilswerte in anderen Währungen als Schweizer Franken ausgedrückt werden, werden diese in Schweizer Franken umgerechnet und in dem konsolidierten geprüften Jahresabschluss in Schweizer Franken ausgedrückt, einschliesslich der Bilanz und der Gewinn- und Verlustrechnung, der mit dem Bericht des Verwaltungsrats allen Anteilseignern 15 Tage vor jeder Generalversammlung zur Verfügung gehalten wird.

**Art. 29. Gewinnverteilung.** Die getrennten Versammlungen der Anteilseigner der jeweiligen Subfonds beschließen auf Antrag des Verwaltungsrats über die Verwendung des Nettogewinnes der jeweiligen Subfonds wobei jeweils die Eigner thesaurierender Anteile und die Eigner ausschüttender Anteile getrennt beschließen. Die Ergebnisse der Gesellschaft können ausgeschüttet werden, insoweit das wie unter Artikel 5 oben definierte Mindestkapital der Gesellschaft nicht berührt wird.

Wenn Dividenden für die ausschüttenden Anteile eines Subfonds erklärt werden, werden die Verkaufs- und Rücknahmepreise der ausschüttenden Anteile dieses Subfonds angepasst. Bei den thesaurierenden Anteilen erfolgen keine Ausschüttungen. Vielmehr wird der den thesaurierenden Anteilen zugeordnete Wert zugunsten ihrer Anteilseigner reinvestiert.

Zwischendividenden können zu jeder Zeit durch Verwaltungsratsbeschluß ausbezahlt werden.

Falls Dividenden erklärt werden, werden diese grundsätzlich in der Währung des Inventarwertes des betreffenden Subfonds bezahlt, können jedoch auch in einer anderen, vom Verwaltungsrat zu beschließenden Währung, an den von demselben festgelegten Orten und Zeiten bezahlt werden. Der Verwaltungsrat kann den zur Umrechnung der Dividendenbeträge in die Währung ihrer Zahlung anwendbare Wechselkurs festlegen.

**Art. 30. Namensgebung der Gesellschaft.** Die Gesellschaft kann Verträge mit Gesellschaften der JULIUS BÄR GRUPPE abschließen, im Rahmen derer diese der Gesellschaft bei der Führung ihrer Geschäfte umfassende Dienste leistet. Falls diese Verträge aus irgendeinem Grunde gekündigt werden und die JULIUS BÄR GRUPPE aufhört für die Gesellschaft Dienstleistungen zu erbringen oder sie zu unterstützen, ist die Gesellschaft verpflichtet, auf erste Aufforderung

der JULIUS BÄR GRUPPE hin, ihren Namen in eine Firmenbezeichnung zu ändern, die das Wort «Julius Bär» oder die Buchstaben «JB» nicht mehr enthält.

**Art. 31. Ausschüttung bei Auflösung.** Falls die Gesellschaft aufgelöst wird, erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren, die von der Generalversammlung benannt werden, die eine solche Auflösung beschließt und Vollmachten und Entgelte festlegt. Der Nettoerlös der Liquidation bezogen auf jeden Subfonds bzw. jede Anteilskategorie wird unter den Anteilseignern jedes Subfonds und jeder Anteilskategorie im Verhältnis ihrer Anteile in den bezüglichen Subfonds bzw. Anteilskategorien aufgeteilt.

**Art. 32. Satzungsänderung.** Diese Satzung kann jederzeit durch Beschluß der Anteilseigner der Gesellschaft abgeändert oder ergänzt werden, vorausgesetzt, daß die im Luxemburger Gesetz vom 10. August 1915 in seiner jeweils neuesten Fassung (das «Gesetz von 1915») vorgesehenen Bedingungen über die Beschlußfähigkeit und die Mehrheiten in der Abstimmung eingehalten werden. Alle Änderungen der Rechte von Anteilseignern eines Subfonds im Verhältnis zu denjenigen eines anderen Subfonds können nur erfolgen, falls diese mit den im Gesetz von 1915 für Satzungsänderungen vorgesehenen Bedingungen auch im betroffenen Subfonds erfüllt sind.

**Art. 33. Allgemein.** Alle Angelegenheiten, die nicht durch diese Satzung geregelt sind, werden gemäß dem Gesetz von 1915 und dem Gesetz von 2002 geregelt.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, wurde diese Versammlung geschlossen und dieses Protokoll am 5. April 2005 um 10.30 Uhr unterzeichnet.

Worüber Urkunde, geschehen und aufgenommen zu Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, welche alle dem Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt sind, haben alle Komparenten mit Uns, Notar, die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: H. Beythan, N. Schaack, N. Clement, J.-P. Hencks.

Enregistré à Luxembourg, le 6 avril 2005, vol. 24CS, fol. 22, case 1. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Für gleichlautende Ausfertigung zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Luxemburg, den 8. April 2005.

J.P. Hencks.

(029290.3/216/742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2005.

#### PICTET GLOBAL SELECTION FUND, Fonds Commun de Placement.

L'acte modificatif au règlement de gestion de PICTET GLOBAL SELECTION FUND, enregistré à Luxembourg, le 12 avril 2005, réf. LSO-BD02079, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2005.

The amendment to the management regulations of PICTET GLOBAL SELECTION FUND, registered in Luxembourg on 12 April 2005, réf. LSO-BD02079, was deposited with the registre de commerce et des sociétés of Luxembourg on 13 April 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 avril 2005.

PICTET GLOBAL SELECTION FUND MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A.

Signature

(029998.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2005.

#### TEPIMO, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1340 Luxembourg, 3-5, place Winston Churchill.

R. C. Luxembourg B 58.726.

L'an deux mille cinq, le vingt-deux mars.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire, résidant à Sanem (Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme holding TEPIMO, ayant son siège social au 3-5, place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 58.726, constituée suivant acte notarié en date du 21 mars 1997, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 368 du 10 juillet 1997 et dont les statuts ont été modifiés suivant acte sous seing privé du 7 juin 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1167 du 14 décembre 2001.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Henri Grisius, licencié en sciences économiques appliquées, demeurant professionnellement au 3-5 place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Jean-Jacques Bernard, juriste, demeurant professionnellement au 3-5 place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Michelle Delfosse, ingénieur civil, demeurant professionnellement au 3-5 place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

Le Président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

*Ordre du jour:*

1. Décision à prendre sur la réduction du capital social de la Société d'un montant de cent cinquante mille euros (150.000,- EUR) pour le porter de son montant actuel de six cent mille euros (600.000,- EUR) au montant de quatre cent cinquante mille euros (450.000,- EUR) par l'annulation de six cents (600) actions d'une valeur nominale de deux cent cinquante euros (250,- EUR) chacune, portant les numéros 1801 à 2400, la réduction de capital ayant pour but d'adapter les moyens financiers de la Société à sa politique d'investissement, les actions annulées seront remboursées à leur valeur de marché,

2. Constatation de l'expiration du capital autorisé et suppression de mentions afférentes dans les statuts,

3. Le cas échéant, constatation de la réduction de capital et modification subséquente de l'article 5 (cinq) des statuts pour l'adapter à toutes les décisions prises,

4. Modification de la date de tenue de l'Assemblée Générale ordinaire pour la fixer le premier mercredi du mois de juin à 10 heures à compter de l'exercice en cours,

5. Adaptation de l'article 15 des statuts en conséquence,

6. Divers.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée générale décide de réduire le capital social souscrit à concurrence d'un montant de cent cinquante mille euros (150.000,- EUR) pour le porter de son montant actuel de six cent mille euros (600.000,- EUR) au montant de quatre cent cinquante mille euros (450.000,- EUR) par l'annulation de six cents (600) actions d'une valeur nominale de deux cent cinquante euros (250,- EUR) chacune, portant les numéros 1801 à 2400; la réduction de capital ayant pour but d'adapter les moyens financiers de la Société à sa politique d'investissement, les actions annulées seront remboursées à leur valeur de marché.

*Deuxième résolution*

L'assemblée générale décide de supprimer les dispositions relatives au capital autorisé dans l'article 5 des statuts, comme la période des cinq ans pour laquelle le conseil d'administration a été autorisé à augmenter le capital souscrit est venue à expiration.

*Troisième résolution*

En conséquence des deux résolutions précédentes, de l'article 5 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

**Art. 5.** «Le capital social souscrit est fixé à quatre cent cinquante mille euros (450.000,- EUR) représenté par mille huit cents (1.800) actions d'une valeur nominale de deux cent cinquante euros (250,- EUR) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaires.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par loi, racheter ses propres actions.»

*Quatrième résolution*

L'assemblée générale décide de modifier la date de tenue de l'Assemblée Générale ordinaire pour la fixer le premier mercredi du mois de juin à 10 heures à compter de l'exercice en cours.

En conséquence, le premier alinéa de l'article 15 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

**Art. 15. (premier alinéa).** «L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation le premier mercredi du mois de juin à 10 heures.»

L'assemblée générale annuelle aura lieu à cette date pour la première fois en 2005.

*Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la société des suites de ce document sont estimés sans nul préjudice à la somme de mille euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, au siège social de la Société, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: H. Grisius, J.-J. Bernard, M. Delfosse, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 31 mars 2005, vol. 893, fol. 5, case 3. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 7 avril 2005.

J.J. Wagner.

(030577.3/239/87) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2005.

---

**TEPIMO, Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1340 Luxembourg, 3-5, place Winston Churchill.

R. C. Luxembourg B 58.726.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 8 avril 2005.

J.-J. Wagner.

(030578.3/239/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2005.

---

**BOULANGERIE-PATISSERIE NORBERT GEISEN, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8310 Capellen, 43, route d'Arlon.

R. C. Luxembourg B 32.775.

L'an deux mille quatre, le six décembre.

Par-devant Maître Alex Weber, notaire de résidence à Bascharage.

Ont comparu:

1.- Monsieur Norbert Geisen, maître-boulangier-pâtissier, demeurant à L-8310 Capellen, 43, route d'Arlon, détenteur de soixante-quinze (75) parts sociales.

2.- Madame Francine Kersch, sans profession, demeurant à L-8310 Capellen, 43, route d'Arlon, détentrice de vingt-cinq (25) parts sociales.

Lesquels comparants, agissant en leur qualité de seuls associés de la société à responsabilité limitée BOULANGERIE-PATISSERIE NORBERT GEISEN, S.à r.l., avec siège social à L-8287 Kehlen, Zone Industrielle, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 32.775, constituée suivant acte reçu par le notaire Jacqueline Hansen-Peffer, alors de résidence à Capellen, en date du 19 décembre 1989, publié au Mémorial C, numéro 242 du 19 juillet 1990 et le capital social a été converti en euros suivant acte sous seing privé, en date du 30 mai 2002, publié au Mémorial C, numéro 1181, du 6 août 2002, requièrent le notaire d'acter la résolution suivante:

*Résolution*

Les associés décident de transférer le siège social de L-8287 Kehlen, Zone Industrielle, à L-8310 Capellen, 43, route d'Arlon.

Suite à ce transfert de siège social, les associés décident de modifier le premier alinéa de l'article 2 des statuts de la société pour lui donner la teneur suivante:

**Art. 2. (Premier alinéa).** «Le siège de la société est établi à Capellen.»

*Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à sept cents euros (EUR 700,-).

Dont acte, fait et passé à Bascharage en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: N. Geisen, F. Kersch, A. Weber.

Enregistré à Capellen, le 7 décembre 2004, vol. 431, fol. 35, case 3. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Santioni.

Pour expédition conforme, délivrée à la société à sa demande, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bascharage, le 5 janvier 2005.

A. Weber.

(002185.3/236/36) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2005.

---

**BOULANGERIE-PATISSERIE NORBERT GEISEN, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8310 Capellen, 43, route d'Arlon.

R. C. Luxembourg B 32.775.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Weber.

(002187.3/236/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2005.

---

16400

**ISINVEST S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.  
R. C. Luxembourg B 70.451.

—  
DISSOLUTION

L'an deux mille quatre, le vingt-deux décembre.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

Monsieur Antonio Ponte, administrateur de société, né le 20 janvier 1951 à Casalnuovo di Napoli, Italie, demeurant Pogiarella di Tegoia, I-53018 Sovicille-Siena, ici représenté par Mademoiselle Stéphanie Colson, juriste, avec adresse professionnelle au 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 16 novembre 2004.

Laquelle procuration, après avoir été signée par la mandataire et le notaire instrumentaire restera annexée au présent acte pour être enregistrée en même temps.

Lequel comparant a, par sa mandataire, prié le notaire d'acter que:

- La société anonyme ISINVEST S.A., R.C.S. Luxembourg B 70.451, dénommée ci-après «la Société», fut constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 21 juin 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n° 683 du 13 septembre 1999.

- Le capital social est actuellement fixé à cent mille (100.000,-) euros (EUR), représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de mille (1.000,-) euros (EUR) chacune, entièrement souscrites et intégralement libérées.

- Le comparant s'est rendu successivement propriétaire de la totalité des actions de la Société.

- Par la présente le comparant en tant qu'actionnaire unique et bénéficiaire économique final de l'opération prononce la dissolution de la Société avec effet immédiat.

- Le comparant déclare qu'il a pleine connaissance des statuts de la Société et qu'il connaît parfaitement la situation financière de la Société.

- Le comparant affirme en sa qualité de liquidateur de la Société que l'activité de la Société a cessé, que le passif connu de ladite Société a été payé ou provisionné, que l'actionnaire unique est investi de tout l'actif et qu'il s'engage expressément à prendre à sa charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la Société et impayé ou inconnu à ce jour avant tout paiement à sa personne; partant la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée.

- L'actionnaire unique donne décharge pleine et entière aux administrateurs et au commissaire pour leurs mandats jusqu'à ce jour.

- Les documents et pièces relatifs à la Société dissoute resteront conservés durant cinq ans au 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg.

Sur ce, la mandataire du comparant a présenté au notaire le registre des actions avec les transferts afférents lequel a été immédiatement annulé.

Sur base de ces faits le notaire a constaté la dissolution de la société ISINVEST S.A.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire du comparant, celle-ci a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: S. Colson, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 2004, vol. 146S, fol. 42, case 12. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2005.

A. Schwachtgen.

(002079.3/230/48) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2005.

**TDK RECORDING MEDIA EUROPE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4953 Bascharage, Zone Industrielle Bommelscheuer.  
R. C. Luxembourg B 31.373.

In the year two thousand and four, on the seventh of December.

Before Us, Maître Alex Weber, notary residing in Bascharage.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of TDK RECORDING MEDIA EUROPE S.A., a «société anonyme», having its registered office in L-4953 Bascharage, Zone Industrielle Bommelscheuer, incorporated by a deed of the undersigned notary, dated August 16th, 1989, published in the Mémorial C, number 1 of January 2nd, 1990, amended by deeds of the undersigned notary, dated March 23rd, 1990, published in the Mémorial C, number 361 of October 5th, 1990, dated September 28th, 1990 and October 1st, 1990, both published in the Mémorial C, number 114 of March 9th, 1991, dated December 4th, 1990, published in the Mémorial C, number 193 of April 23rd 1991, dated February 4th, 1991, published in the Mémorial C, number 300 of August 2nd, 1991, dated April 23rd, 1991, published in the Mémorial C, number 397 of October 18th, 1991, dated July 10th, 1992, published in the Mémorial C, number 545 of November 25th, 1992, and dated April 1st, 1993, published in the Mémorial C, number 317 of July 3rd, 1993 and the

corporate capital has been converted into euro by a deed under private seal, dated June 18th, 1999, published in the Mémorial C, number 707 of September 23rd, 1999.

The meeting is opened, Mr Claudy Antoine, Executive Director of the company TDK RECORDING MEDIA EUROPE S.A., residing in Eischen, being in the chair,

who appoints as secretary of the meeting Mrs Catherine Clement-Berghmans, company lawyer of the company TDK RECORDING MEDIA EUROPE S.A., residing in Thionville (France).

The meeting elects as scrutineer Mr Toru Ide, President of the company TDK RECORDING MEDIA EUROPE S.A., residing in Luxembourg.

The Bureau of the meeting having thus been constituted, the Chairman declares and requests the undersigned notary to state that:

I.- The agenda of the meeting is the following:

To add a new paragraph at the end of Article 4 of the articles of association to be read as follows:

«The Company also has as object the publication of musical and cultural events (operas, ballets, concerts) including the production and/or the co-production, the promotion and the distribution of music and cultural events on audio-visual supports, such as compact discs (CDs), audio-video cassettes, digital versatile discs (DVDs), mini discs (MDs) and any other recording media.»

II.- There has been established an attendance list, showing the shareholders present and represented and the number of their shares, which, after having been signed by the shareholders or their proxies and by the Bureau of the meeting, will be registered with this deed together with the proxies initialled *ne varietur* by the proxy holders.

III.- It appears from the attendance list, that all the six hundred sixty-eight thousand four hundred (668.400) shares are present or represented at the meeting. The meeting is therefore regularly constituted and can validly deliberate on the agenda, of which the shareholders have been informed before the meeting.

IV.- After deliberation, the following resolution was unanimously taken:

#### *Resolution*

The meeting decides to add a new paragraph at the end of Article 4 of the articles of association to be read as follows:

«The Company also has as object the publication of musical and cultural events (operas, ballets, concerts) including the production and/or the co-production, the promotion and the distribution of music and cultural events on audio-visual supports, such as compact discs (CDs), audio-video cassettes, digital versatile discs (DVDs), mini discs (MDs) and any other recording media.»

Nothing else being on the agenda, the meeting is terminated.

#### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges, in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated approximately at one thousand euro (€ 1.000.-).

Whereof the present deed was drawn up in Bascharage, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the appearing persons and in case of divergences between the two versions, the English version will be prevailing.

The document having been read to the meeting, the members of the bureau, all of whom are known the notary, by their surnames, first names, civil status and residences, signed together with us, the notary, the present original deed.

#### **Traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatre, le sept décembre.

Par-devant Nous, Maître Alex Weber, notaire de résidence à Bascharage.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme TDK RECORDING MEDIA EUROPE S.A., avec siège social à L-4953 Bascharage, Zone Industrielle Bommelscheuer, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 16 août 1989, publié au Mémorial C, numéro 1 du 2 janvier 1990 et dont les statuts ont été modifiés suivant actes reçus par le notaire soussigné, en date du 23 mars 1990, publié au Mémorial C, numéro 361 du 5 octobre 1990, en date des 28 septembre 1990 et 1<sup>er</sup> octobre 1990, tous les deux publiés au Mémorial C, numéro 114 du 9 mars 1991, en date du 4 décembre 1990, publié au Mémorial C, numéro 193 du 23 avril 1991, en date du 4 février 1991, publié au Mémorial C, numéro 300 du 2 août 1991, en date du 23 avril 1991, publié au Mémorial C, numéro 397 du 18 octobre 1991, en date du 10 juillet 1992, publié au Mémorial C, numéro 545 du 25 novembre 1992, et en date du 1<sup>er</sup> avril 1993, publié au Mémorial C, numéro 317 du 3 juillet 1993 et le capital social a été converti en euros suivant acte sous seing privé, en date du 18 juin 1999, publié au Mémorial C, numéro 707 du 23 septembre 1999.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Claudy Antoine, Directeur Exécutif de la société TDK RECORDING MEDIA EUROPE S.A., demeurant à Eischen,

qui désigne comme secrétaire Madame Catherine Clement-Berghmans, juriste d'entreprise de la société TDK RECORDING MEDIA EUROPE S.A., demeurant à Thionville (France).

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Toru Ide, Président de la société TDK RECORDING MEDIA EUROPE S.A., demeurant à Luxembourg.

Le Bureau étant ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire d'acter que:

I.- L'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

Ajout d'un nouvel alinéa à la fin de l'article 4 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«La Société a également pour objet l'édition de musique et de spectacles culturels (opéras, ballets, concerts) comprenant la production et/ou la coproduction, la promotion et la distribution de musique et de spectacles sur des sup-

ports audiovisuels, tels que les disques compacts (CDs), les cassettes audio-vidéo, les DVDs, les mini disques (MDs) et tout autre support d'enregistrement.»

II.- Il a été établi une liste de présence, renseignant les actionnaires présents et représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle, après avoir été signée par les actionnaires ou leurs mandataires et par les membres du Bureau, sera enregistrée avec le présent acte ensemble avec les procurations paraphées ne varietur par les mandataires.

III.- Il résulte de la liste de présence que toutes les six cent soixante-huit mille quatre cents (668.400) actions sont présentes ou représentées à l'assemblée. Dès lors l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour, dont les actionnaires ont pris connaissance avant la présente assemblée.

IV.- Après délibération, l'assemblée prend à l'unanimité des voix la résolution suivante:

#### Résolution

L'assemblée décide d'ajouter un nouvel alinéa à la fin de l'article 4 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«La Société a également pour objet l'édition de musique et de spectacles culturels (opéras, ballets, concerts) comprenant la production et/ou la coproduction, la promotion et la distribution de musique et de spectacles sur des supports audiovisuels, tels que les disques compacts (CDs), les cassettes audio-vidéo, les DVDs, les mini disques (MDs) et tout autre support d'enregistrement.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

#### Coût

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison du présent acte, s'élèvent approximativement à mille euros (€ 1.000,-).

Dont acte, fait et passé à Bascharage, date qu'en tête des présentes.

Le présent acte, rédigé en langue anglaise, est suivi d'une version française; à la requête des personnes comparantes et en cas de divergences entre les deux versions, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite à l'assemblée, les membres du bureau, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. Antoine, C. Clement-Berghmans, T. Ide, A. Weber.

Enregistré à Capellen, le 10 décembre 2004, vol. 431, fol. 35, case 9. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé):* Santioni.

Pour expédition conforme, délivrée à la société à sa demande, sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bascharage, le 5 janvier 2005.

A. Weber.

(002180.3/236/111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2005.

### **TDK RECORDING MEDIA EUROPE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4953 Bascharage, Zone Industrielle Bommelscheuer.

R. C. Luxembourg B 31.373.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Weber.

(002181.3/236/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2005.

### **SERVI-THERM, S.à r.l., Société à responsabilité limitée, (anc. REGULATION-SERVICE, S.à r.l.).**

Siège social: L-6165 Ernster, 20, rue de Rodembourg.

R. C. Luxembourg B 12.559.

L'an deux mille quatre, le sept décembre.

Par-devant Maître Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Jean Sieradzki, administrateur de sociétés, demeurant à Ernster.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentaire d'acter:

1) Qu'il est l'associé unique de la société à responsabilité limitée SERVI-THERM, S.à r.l., anc. REGULATION-SERVICE, S.à r.l., dont il détient l'intégralité des parts sociales.

2) Que SERVI-THERM, S.à r.l., anc. REGULATION-SERVICE, S.à r.l., avec siège social à L-2661 Luxembourg, 52, rue de la Vallée, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 12.559, a été constituée suivant acte reçu par Maître Raymond Steichen, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 12 décembre 1974, publié au Mémorial C, numéro 17 du 29 janvier 1975.

3) Que les statuts de la société ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 6 octobre 1994, publié au Mémorial C, numéro 28 du 18 janvier 1995.

4) Que le capital social a été fixé à cinq cent mille francs luxembourgeois (500.000,- LUF) représenté par mille (1.000) parts sociales d'une valeur nominale de cinq cents francs luxembourgeois (500,- LUF) chacune.

5) Ensuite l'associée unique, représentant l'intégralité des parts sociales, a pris les décisions suivantes, conformes à l'ordre du jour:

*Première résolution*

L'associé unique décide de convertir la devise d'expression du capital social de francs luxembourgeois (LUF) en euros (EUR) et de fixer le capital social à douze mille trois cent quatre-vingt-quatorze euros soixante-huit cents (12.394,68 EUR).

*Deuxième résolution*

L'associé unique décide d'augmenter le capital social à concurrence de cent cinq euros trente-deux cents (105,32 EUR) pour le porter de douze mille trois cent quatre-vingt-quatorze euros soixante-huit cents (12.394,68 EUR) à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) sans création de parts sociales nouvelles.

*Libération*

Le montant de l'augmentation de capital a été libéré par l'associé unique, moyennant versement en espèces, de sorte que la somme de cent cinq euros trente-deux cents (105,32 EUR) se trouve dès maintenant à la libre et entière disposition de la société; la preuve en a été rapportée au notaire instrumentaire, qui le constate expressément.

*Troisième résolution*

L'associé unique décide de réduire le nombre de parts sociales de mille (1.000) à cent (100) et de fixer la valeur nominale des parts sociales à cent vingt-cinq euros (125.- EUR).

*Quatrième résolution*

L'associé unique décide de modifier l'article 5 des statuts pour le mettre en concordance avec les changements intervenus et de lui donner dorénavant la teneur suivante:

**Art. 5.** «Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500.- EUR) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125.- EUR) chacune.

Toutes ces parts sociales sont détenues par l'associé unique, Monsieur Jean Sieradzki, administrateur de sociétés, demeurant à Ernster.»

*Cinquième résolution*

L'associé unique décide de transférer le siège social de la société de L-2661 Luxembourg, 52, rue de la Vallée à L-6165 Ernster, 20, rue de Rodembourg et de modifier par conséquent la première phrase de l'article 2 des statuts comme suit:

**Art. 2. 1<sup>re</sup> phrase.** «Le siège social de la société est établi à Ernster.»

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: J. Sieradzki, P. Frieders.

Enregistré à Luxembourg, le 9 décembre 2004, vol. 23CS, fol. 1, case 12. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 janvier 2005.

P. Frieders.

(002095.3/212/60) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2005.

**SERVI-THERM, S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. REGULATION-SERVICE, S.à r.l.).**

Siège social: L-6165 Ernster, 20, rue de Rodembourg.  
R. C. Luxembourg B 12.559.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 janvier 2005.

P. Frieders.

(002097.3/212/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2005.

**TENZING CFO S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 33, boulevard du Prince Henri.  
R. C. Luxembourg B 105.150.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2005.

Signature.

(005364.3/211/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2005.

**KLINKE INTERNATIONAL S.A., Aktiengesellschaft.**

Gesellschaftssitz: L-2213 Luxembourg, 1, rue de Nassau.  
H. R. Luxembourg B 55.738.

 —  
**AUFLÖSUNG**

Im Jahre zweitausendundvier, den neunundzwanzigsten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, mit dem Amtssitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

CALGAN INVEST & TRADE INC., IBC n° 28.826, eine Gesellschaft mit Sitz in Jasmine Court, 36A Regent Street, P.O. Box 1777, Belize City, Belize,

hier vertreten durch Herrn Michael Witt, Kaufmann, wohnhaft in Drosselweg 5, D-66133 Saarbrücken, auf Grund einer Generalvollmacht unter Privatschrift, ausgestellt in Belize, am 16. Juli 2004.

Welche Generalvollmacht, nach ne varietur Unterzeichnung durch den Bevollmächtigten und den unterzeichneten Notar, gegenwärtiger Urkunde beigefügt bleiben wird um mit ihr einregistriert zu werden.

Welche Erschienenene, vertreten wie vorgenannt, den unterzeichneten Notar gebeten hat folgendes zu beurkunden:

- Die Aktiengesellschaft KLINKE INTERNATIONAL S.A., R.C.S. Luxembourg B 55.738, nachfolgend «die Gesellschaft» genannt, wurde gegründet durch Urkunde aufgenommen durch Notar Christine Doerner, mit Amtssitz in Bettemburg, vom 19. Juli 1996, welche im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 534 vom 21. Oktober 1996 veröffentlicht wurde.

- Das vormalige Kapital der Gesellschaft war festgesetzt auf eine Million zweihundertfünfzigtausend (1.250.000,-) Franken, eingeteilt in eintausendzweihundertfünfzig (1.250) Aktien mit einem vormaligen Nennwert von eintausend (1.000,-) Franken je Aktie, vollständig eingezahlt.

- Die Erschienenene ist Besitzerin aller Aktien der Gesellschaft geworden.

- Andurch erklärt die Erschienenene als einzige Aktionärin die vorzeitige Auflösung der Gesellschaft mit sofortiger Wirkung.

- Die Erschienenene erklärt, dass sie genaue Kenntnis der Satzung sowie der Finanzlage der Gesellschaft besitzt.

- Die Erschienenene erklärt, in ihrer Eigenschaft als Liquidator der Gesellschaft, dass die Aktivität der Gesellschaft aufgehört hat, dass die bekannten Passiva der Gesellschaft bezahlt oder gedeckt wurden und dass sie sich ausdrücklich dazu verpflichtet, alle Passiva welche eventuell noch zu Lasten der Gesellschaft bestehen und noch unbezahlt oder unbekannt bis zum heutigen Tage sind zu übernehmen, bevor irgendwelche Zuteilung der Aktiva an ihre Person als einzige Aktionärin getätigt wird; mithin ist die Liquidation der Gesellschaft als getan und abgeschlossen zu betrachten.

- Die einzige Aktionärin erteilt dem Verwaltungsrat und dem Kommissar Entlastung für die Ausübung ihrer Mandate bis zum heutigen Tage.

- Die betreffenden Dokumente der aufgelösten Gesellschaft werden während einer Dauer von fünf Jahren in 1, rue de Nassau, L-2213 Luxembourg aufbewahrt.

Worauf der Bevollmächtigte der Erschienenenen dem unterzeichneten Notar zwei Inhaberaktienzertifikate mit den Nummern 1 und 2 vorgelegt hat, welche sofort zerstört wurden.

Somit hat der unterzeichnete Notar die endgültige Auflösung der Gesellschaft KLINKE INTERNATIONAL S.A. festgestellt.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung an den Bevollmächtigten der Erschienenenen, hat derselbe mit Uns, Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: M. Witt, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 30 décembre 2004, vol. 146S, fol. 64, case 6. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2005.

A. Schwachtgen.

(002081.3/230/49) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2005.

**CERFONTAINE, Société Anonyme.**

Siège social: L-1720 Luxembourg, 8, rue Heine.  
R. C. Luxembourg B 105.315.

 —  
**STATUTS**

L'an deux mille quatre, le vingt décembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire, de résidence à Sanem (Grand Duché de Luxembourg).

Ont comparu:

1) Monsieur Bart Verhaeghe, administrateur de sociétés, demeurant au 8, rue Heine, L-1720 Luxembourg,

2) Madame Ann De Kelder, administrateur de sociétés, demeurant au 8, rue Heine, L-1720 Luxembourg,

représentée par Maître Marc Loesch, avocat, demeurant à Luxembourg,

en vertu d'une procuration donnée à Nieuwenrode, Belgique, le 17 décembre 2004.

La procuration mentionnée ci-dessus, signée par le comparant et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte aux fins de formalisation.

Lesquels comparants, agissant en leurs susdites qualités, ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société qu'ils déclarent constituer entre eux:

### Chapitre I<sup>er</sup>. - Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

**Art. 1<sup>er</sup>. Forme, Dénomination.** Il est formé par les présentes entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société (la «Société») sous forme de société anonyme qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société adopte la dénomination «CERFONTAINE».

**Art. 2. Siège social.** Le siège social est établi dans la Ville de Luxembourg.

Il peut être transféré dans tout autre endroit de la Ville de Luxembourg par décision du Conseil d'Administration.

Des succursales ou autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger par une décision du Conseil d'Administration.

Au cas où le Conseil d'Administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social compromettent l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements sont imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera régie par la loi luxembourgeoise. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par l'un des organes ou par l'une des personnes qui est en charge de la gestion journalière de la Société.

**Art. 3. Objet.** La Société a pour objet la détention de participations dans toutes entreprises commerciales, industrielles ou financières, tant luxembourgeoises qu'étrangères. La Société pourra acquérir par achat, souscription ou de toute autre manière, des titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces afin de composer, d'administrer, d'acquitter et de liquider un portefeuille constitué de ces actions, obligations et autres valeurs de toutes espèces, ainsi qu'obtenir, exploiter et céder des brevets et d'autres droits intellectuels.

La Société peut prendre à charge des mandats d'administration dans des sociétés ou des associations; en générale, la Société pourra, dans le Grand-Duché de Luxembourg ainsi qu'à l'étranger, effectuer tous actes commerciaux, industriels ou financiers, qui se rattachent, directement ou indirectement, totalement ou en partie seulement, à son objet statutaire, ou qui pourraient faciliter la réalisation de cet objet.

**Art. 4. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires délibérant aux conditions de quorum et de majorité prévues par la loi.

### Chapitre II.- Capital, Actions

**Art. 5. Capital social.** La Société a un capital souscrit d'un million cinq cent mille euros (EUR 1.500.000,-) divisé en mille (1.000) actions, sans indication de valeur nominale.

**Art. 6. Forme des actions.** Les actions seront nominatives ou au porteur au choix des actionnaires.

Si la Société émet des actions nominatives, un registre des actionnaires dont tout actionnaire pourra prendre connaissance sera tenu au siège social. Ce registre contiendra la désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre de ses actions, l'indication des paiements effectués sur ses actions ainsi que les transferts des actions avec leur date.

Chaque actionnaire notifiera à la Société par lettre recommandée son adresse et tout changement de celle-ci. La Société sera en droit de se fier à la dernière adresse communiquée.

La propriété des actions nominatives résultera de l'inscription dans le registre des actionnaires.

Les transferts d'actions seront opérés par déclaration de transfert inscrite dans le registre des actionnaires, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leur(s) représentant(s). Les transferts d'actions pourront également être opérés suivant les règles sur le transport des créances de l'article 1690 du Code civil luxembourgeois. De même, la Société peut accepter et inscrire dans le registre des actionnaires tout transfert mentionné dans toute correspondance ou autre document établissant le consentement du cessionnaire et du cédant.

Des certificats reflétant les inscriptions dans le registre des actionnaires seront délivrés aux actionnaires.

La Société peut émettre des certificats d'actions multiples.

**Art. 7. Obligations, Obligations convertibles, Warrants.** La Société peut également émettre des obligations, des obligations convertibles, des warrants ou tout autre sorte d'effets ou d'actions, dans les limites de la loi.

**Art. 8. Augmentation et réduction du capital social.** Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une résolution des actionnaires adoptée aux conditions de quorum et de majorité exigées par ces Statuts et par la loi pour toute modification des Statuts.

Les nouvelles actions à souscrire par apport en espèces, par émission d'obligations convertibles ou de warrants, seront offertes par préférence aux actionnaires existants proportionnellement à la part du capital qu'ils détiennent. Le Conseil d'Administration fixera le délai pendant lequel le droit de souscription préférentiel devra être exercé. Ce délai ne pourra pas être inférieur à quinze jours.

Les porteurs d'actions sans droit de vote ont un droit de souscription préférentiel en cas d'émission de nouvelles actions avec ou sans droit de vote, sauf si l'augmentation du capital se fait par émission de deux tranches proportionnelles, une avec et une sans droit de vote, qui sont offertes aux actionnaires des deux catégories d'actions. Ces porteurs d'actions de chaque catégorie d'actions ont un droit de souscription préférentiel proportionnel au nombre d'actions

détenues par eux. Ces dispositions sont également applicables en cas d'émission d'obligations convertibles ou de warrants.

Dans le cas où, à l'occasion de l'augmentation du capital, ce droit de souscription préférentiel n'est pas entièrement exercé, les actions restantes sont à nouveau offertes à ces actionnaires qui ont exercé le premier droit de préférence, tout en respectant la même proportionnalité.

Par dérogation à ce que est dit ci-dessus, l'assemblée générale délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour toute modification des Statuts, peut limiter ou supprimer le droit de souscription préférentiel ou autoriser le Conseil d'Administration à le faire.

**Art. 9. Rachat d'actions propres.** La Société peut racheter ses propres actions.

L'acquisition et la détention de ses actions propres se feront en accord avec les conditions et dans les limites établies par la loi.

### Chapitre III.- Conseil d'Administration, Commissaire aux Comptes

**Art. 10. Conseil d'Administration.** La Société est administrée par un conseil d'administration (ci-après le «Conseil d'Administration») composé de trois (3) membres au moins, actionnaires ou non (ci-après les «Administrateurs») et individuellement un «Administrateur»).

Les Administrateurs seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut dépasser six ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale, avec ou sans motif. Les Administrateurs peuvent démissionner par avis écrit au Conseil d'Administration.

En cas de vacance d'une ou de plusieurs places d'Administrateurs, les Administrateurs restants ont le droit d'élire par un vote majoritaire un autre administrateur jusqu'à la prochaine assemblée générale. L'Administrateur désigné ainsi, poursuit et termine le mandat de celui qu'il remplace.

**Art. 11. Réunions du Conseil d'Administration.** Le Conseil d'Administration pourra choisir parmi ses membres un président (ci-après le «Président»). Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être Administrateur et qui sera responsable de la rédaction des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le Conseil d'Administration se réunira sur convocation du Président chaque fois que l'intérêt de la Société l'exige. Une réunion du Conseil d'Administration doit se réunir dans les deux semaines après une requête de deux Administrateurs à cet effet.

Le Président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et toutes les réunions du Conseil d'Administration, mais en son absence l'assemblée générale des actionnaires ou le Conseil d'Administration désignera à la majorité des personnes présentes ou représentées un autre président pro tempore.

Avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration sera donné à tous les Administrateurs au moins une semaine avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence ou avec l'accord de tous ceux qui ont droit d'assister à cette réunion. La convocation indiquera le lieu de la réunion et en contiendra l'ordre du jour. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment par écrit, par télécopieur ou par télégramme de chaque Administrateur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

Toute réunion du Conseil d'Administration se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit que le Conseil d'Administration peut de temps en temps déterminer.

Tout Administrateur pourra se faire représenter aux réunions du Conseil d'Administration en désignant par écrit, par télécopieur ou par télégramme un autre Administrateur comme son mandataire.

**Art. 12. Processus décisionnel.** Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer et agir valablement que si tout les Administrateurs sont présents ou représentés et sont d'accord avec l'agenda ou si, en cas de convocation préalable, la majorité des Administrateurs est présente ou représentée.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des Administrateurs présents ou représentés lors de la réunion. En cas de partage de votes, seule le Président présent ou représenté a la voix décisive. L'Administrateur empêché peut mandater un autre membre du Conseil d'Administration par lettre ordinaire, par télégramme, télécopieur ou télex, pour une réunion. Un Administrateur ne peut représenter qu'un autre Administrateur.

En cas d'urgence une décision écrite signée par tous les Administrateurs est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil d'Administration, dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être documentée par un ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu, signés chacun par un ou plusieurs Administrateurs. Cette procédure est exclue pour l'approbation du projet des comptes annuels.

**Art. 13. Rémunération.** Le mandat d'Administrateur n'est pas rémunéré. Néanmoins, l'assemblée générale peut décider d'octroyer une rémunération aux Administrateurs de la Société, dont la période et le montant seront fixés par l'assemblée générale. Cette rémunération sera imputée aux frais généraux de la Société. Les Administrateurs seront en tout cas indemnisés de leur frais normaux en relation avec l'exercice de leurs fonctions.

**Art. 14. Procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration.** Les procès-verbaux de toute réunion du Conseil d'Administration seront signés par le Président de la réunion. Les procurations resteront annexées aux procès-verbaux.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par le Président ou par deux Administrateurs.

**Art. 15. Pouvoirs du Conseil d'Administration.** Le Conseil d'Administration a les pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément à l'assemblée générale par la loi sont de la compétence du Conseil d'Administration.

**Art. 16. Délégation de pouvoirs.** Le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs Administrateurs, directeurs, fondés de pouvoirs, employés ou autres agents qui n'auront pas besoin d'être actionnaires de la Société, ou conférer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou agents de son choix.

La délégation de la gestion journalière à un Administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires.

**Art. 17. Conflit d'intérêts.** Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs Administrateurs ou fondés de pouvoirs de la Société y auront un intérêt personnel, ou en seront administrateur, associé, fondé de pouvoirs ou employé. Sauf dispositions contraires ci-dessous, un Administrateur ou fondé de pouvoirs de la Société qui remplira en même temps des fonctions d'administrateur, associé, fondé de pouvoirs ou employé d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour le motif de cette appartenance à cette société ou firme, automatiquement empêché de donner son avis et de voter ou d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou opération.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un Administrateur ou fondé de pouvoirs aurait un intérêt personnel dans une opération de la Société, il en avisera le Conseil d'Administration et il ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel de l'Administrateur ou du fondé de pouvoirs seront portés à la connaissance de la prochaine assemblée générale des actionnaires et mention en sera faite dans le procès-verbal de la séance du Conseil d'Administration en question.

**Art. 18. Actions en justice.** La Société indemnifiera tout Administrateur ou fondé de pouvoirs et leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous frais raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes d'Administrateur ou de fondé de pouvoirs de la Société, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et que de ce fait ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite pour les cas où ils avaient été déclarés coupables pour négligence grave ou pour avoir manqué à leurs devoirs envers la Société; en cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les matières couvertes par l'arrangement transactionnel et dans ce cas seulement si la Société est informée par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'aura pas manqué à ses devoirs envers la Société. Le droit à indemnisation qui précède n'exclut pas pour les personnes susnommées d'autres droits auxquels elles pourraient prétendre.

#### **Art. 19. Représentation de la Société**

##### a) Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administrateurs représente la Société comme collège, dans tous actes, qu'ils soient juridiques ou non. Vis-à-vis des tiers, la Société sera engagée par les signatures conjointes de deux Administrateurs, par la seule signature du Président ou par la signature individuelle de la personne à laquelle la gestion journalière de la Société a été déléguée, dans le cadre de cette gestion journalière.

##### b) Mandats spéciaux

La Société est également valablement représentée par les mandataires spéciaux qui ont été désignés par le Conseil d'Administration mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

##### c) Gestion journalière

Dans les limites de la gestion journalière et de leur mandat, la Société est également valablement représentée par toute personne en charge de la gestion journalière agissant seule.

**Art. 20. Commissaires aux comptes.** Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels, et de la régularité au regard de la loi et des statuts, des opérations à constater dans les comptes annuels, est confié à un ou plusieurs commissaires.

Les commissaires sont nommés par l'assemblée générale pour un terme renouvelable d'un (1) an. Lors de la nomination des commissaires, l'assemblée générale établit leurs rémunérations pour la durée complète de leur mandat. Cette rémunération peut seulement être modifiée avec le consentement de l'assemblée générale et du commissaire. Sous peine de dommages, un commissaire ne peut être révoqué en cours de mandat par l'assemblée générale que pour un juste motif.

### **Chapitre IV.- Assemblée Générale des Actionnaires**

**Art. 21. Pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires.** Toute assemblée générale des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires.

Elle a tous les pouvoirs qui lui sont réservés par la loi.

**Art. 22. Assemblée générale annuelle.** L'assemblée générale annuelle se réunit au siège social de la Société ou à tel autre endroit indiqué dans les avis de convocations le quatrième mercredi du mois de juin de chaque année, à quinze heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 23. Autres assemblées générales.** Le Conseil d'Administration peut convoquer d'autres assemblées générales. De telles assemblées doivent être convoquées si des actionnaires représentant au moins un cinquième du capital social le demandent.

Une assemblée générale spéciale ou extraordinaire est convoquée, en cas de modification des Statuts et chaque fois que l'intérêt de la Société l'exige.

Les assemblées générales des actionnaires, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront appréciées souverainement par le Conseil d'Administration.

**Art. 24. Convocation.** Toute personne devant être convoquée à une assemblée générale en vertu de la loi le sera par lettre recommandée envoyée au moins quinze (15) jours calendaires avant la tenue de l'assemblée. La convocation contient l'ordre du jour.

Une assemblée générale spéciale ou extraordinaire peut être convoquée par le Conseil d'Administration, le ou les commissaires ou le cas échéant par le ou les liquidateurs.

Les personnes qui assistent à une assemblée générale ou s'y font représenter sont considérées comme ayant été régulièrement convoquées. Elles peuvent également renoncer par écrit à invoquer l'absence ou l'irrégularité de la convocation avant ou après la tenue de l'assemblée générale à laquelle elles n'ont pas assisté.

Les documents requis sont mis à la disposition des personnes y ayant droit et une copie leur en est envoyée conformément aux dispositions de la loi. Ces personnes peuvent par ailleurs, avant ou après l'assemblée générale, renoncer par écrit à invoquer l'absence de tout document ou de leur copie.

Au cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocations préalables.

**Art. 25. Ajournement de l'assemblée générale.** Le Conseil d'Administration peut ajourner chaque l'assemblée générale ordinaire une fois pour quatre semaines. Il doit le faire sur la demande d'un ou plusieurs actionnaires représentant au moins un cinquième du capital social.

**Art. 26. Procédure, Vote.** L'assemblée générale ne peut pas délibérer sur des points qui n'ont pas été portés à l'ordre du jour, à moins que tous les actionnaires soient présents ou représentés et qu'ils y consentent à l'unanimité.

Un quorum spécifique de cinquante pour cent (50%) du capital présent ou représenté est requis lors d'une assemblée générale extraordinaire ayant pour but de modifier les présents Statuts sans préjudice des exigences plus sévères prévues par la loi. En cas d'absence de ce quorum, une deuxième assemblée générale spéciale pourra décider malgré le nombre d'actions présentes ou représentées, sans préjudice des exigences de présence plus sévères, prévue par la loi ou les Statuts.

Dans ce cas, les décisions peuvent être valablement adoptées, quel que soit la portion du capital représentée par un vote des deux tiers au moins des voies des actionnaires présents ou représentés.

Tout actionnaire peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, par télécopieur ou par télégramme un mandataire, lequel peut ne pas être actionnaire.

Le Conseil d'Administration peut arrêter toutes autres conditions à remplir pour prendre part aux assemblées générales.

Sauf dispositions contraires de la loi, les décisions sont prises à la majorité simple, quel que soit le nombre d'actions présentes ou représentées à l'assemblée.

Chaque action donne droit à une voix.

L'exercice du droit de vote, ainsi que tout autre droit lié à la détention d'actions de la Société, est suspendu, en ce qui concerne les actions non intégralement libérées, jusqu'à ce que les libérations dûment réclamées et exigibles, soient effectuées, et dans tout autre cas prévu par la loi et les Statuts. L'actionnaire qui reste en défaut d'effectuer les libérations exigées à la date de domiciliation est de plein droit, et sans sommation, tenu à des intérêts se montant à douze pour cent (12%) par an, à partir du jour de la domiciliation jusqu'à la date du paiement effectif.

**Art. 27. Indivision, Usufruit.** Dans le cas où une ou plusieurs actions ou autres effets appartiennent simultanément à plusieurs personnes, les droits liés à ces actions ou effets sont exercés vis-à-vis la Société par l'intermédiaire d'une seule personne désignée par écrit par tous les ayants droit. Jusqu'à ce qu'une telle désignation ne soit effectuée, les droits liés à ces actions ou effets restent suspendus. La même chose se produit en cas d'usufruit.

Dans le cas d'usufruit, les droits liés aux actions ou effets peuvent être exercés vis-à-vis la Société par l'usufruitier.

**Art. 28. Procès-verbaux.** Les résolutions de l'assemblée générale sont constatées dans un procès-verbal signé par le président, les membres du bureau, et les actionnaires qui en expriment le désir. Les procurations sont annexées au procès-verbal de l'assemblée générale pour laquelle elles ont été données. Ces procès-verbaux sont insérés dans un registre spécial.

Les copies et/ou extraits des procès-verbaux des assemblées générales sont signés par le président du Conseil d'Administration, un Administrateur délégué ou deux (2) Administrateurs.

**Art. 29. Composition du bureau.** Chaque assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'Administration ou en cas d'empêchement ou d'absence de celui-ci, par un autre Administrateur ou un membre de l'assemblée générale désigné par celle-ci ou un président pro tempore.

Le président de l'assemblée générale choisit le secrétaire.

Sur proposition du président de l'assemblée générale, l'assemblée générale peut désigner un ou plusieurs scrutateurs.

### Chapitre V.- Année sociale, Répartition des bénéfices

**Art. 30. Année sociale.** L'année sociale de la Société commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le Conseil d'Administration prépare les comptes annuels suivant les dispositions de la loi luxembourgeoise et les pratiques comptables.

**Art. 31. Affectation des bénéfices.** Sur les bénéfices nets de la Société il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social.

L'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer aux actionnaires comme dividendes.

Le Conseil d'Administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la loi. Il déterminera le montant ainsi que la date de paiement de ces acomptes.

### Chapitre VI.- Dissolution, Liquidation

**Art. 32. Dissolution, Liquidation.** La Société peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des Statuts, sauf dispositions contraires de la loi.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Si rien n'est décidé à ce sujet, les Administrateurs en fonction seront considérés de plein droit comme liquidateurs, non seulement pour l'acceptation des notifications et significations, mais également pour liquider effectivement la Société et ce, non seulement à l'égard des tiers, mais aussi vis-à-vis des actionnaires.

L'assemblée générale détermine le mode de la liquidation.

**Art. 33. Dispositions générales.** Les Administrateurs, commissaires et liquidateurs domiciliés à l'étranger, sont censés, pendant toute la durée de leurs fonctions, élire domicile au siège social de la Société, où toutes les communications, significations et assignations peuvent leur être données.

Les détenteurs d'actions nominatives sont tenus d'informer la Société de tout changement de domicile. A défaut de notification, ils seront censés avoir élu domicile en leur précédent domicile.

Les samedis, dimanches et jours fériés légaux ne sont pas considérés comme des jours ouvrables en application des présents Statuts.

### Chapitre VII.- Loi Applicable

**Art. 34. Loi applicable.** Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts seront réglées conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

#### Constat

Le notaire soussigné constate que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observées.

#### Souscription et paiement

Les parties comparantes ayant ainsi arrêté les statuts de la Société, ont souscrit au nombre d'actions et ont libéré en espèces les montants ci-après énoncés:

Actionnaires	Actionnaires	Nombre d'actions	Libération (EUR)
1) Bart Verhaeghe .....	750.000	500	Entièrement
2) Ann De Kelver .....	750.000	500	Entièrement
Total .....	1.500.000	1.000	Entièrement

La preuve de tous ces paiements a été rapportée au notaire instrumentaire qui constate que les conditions prévues à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été respectées.

#### Coût, Evaluation

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ dix-sept mille sept cents euros.

#### Dispositions transitoires

La première année sociale commencera à la date de constitution et finit le dernier jour de décembre 2005. L'assemblée générale annuelle se réunit donc pour la première fois en 2006.

#### Assemblée générale extraordinaire

Les comparants préqualifiés, représentant la totalité du capital social souscrit, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués.

Après avoir vérifié que la présente assemblée est régulièrement constituée, ils ont pris, chaque fois à l'unanimité, les résolutions suivantes:

1. Décide de fixer à trois (3) le nombre des administrateurs et décide de nommer les personnes suivantes administrateurs pour une période prenant fin lors de l'assemblée générale approuvant les comptes annuels pour l'exercice 2009:

- 1) Monsieur Luc Verelst, administrateur de sociétés, résident au 8, rue Heine, L-1720 Luxembourg;
- 2) Monsieur Bart Verhaeghe, administrateur de sociétés, résident au 8, rue Heine, L-1720 Luxembourg;
- 3) Monsieur Paul Huyghe, administrateur de sociétés, résident au 8, rue Heine, L-1720 Luxembourg.

2. Décide de fixer à un (1) le nombre des commissaires aux comptes et décide de nommer la personne suivante commissaire aux comptes pour une période prenant fin lors de l'assemblée générale approuvant les comptes annuels pour l'exercice 2005:

«MeesPierson INTERTRUST LUXEMBOURG S.A.», avec siège social au 27, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 5524)

3. Conformément aux dispositions des présents statuts et de la loi, l'assemblée générale autorise le conseil d'administration à déléguer la gestion journalière des affaires de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs membres du conseil d'administration.

4. Le siège social est fixé à rue Heine 8, L-1720 Luxembourg-Gare, Luxembourg.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: B. Verhaeghe, M. Loesch, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 27 décembre 2004, vol. 889, fol. 99, case 6. – Reçu 15.000 euros.

Le Receveur ff. (signé): Oehmen.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, 11 janvier 2005.

J.-J. Wagner.

(003881.3/239/341) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2005.

**CELTES INVESTMENTS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Registered office: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R. C. Luxembourg B 102.509.

In the year two thousand and four, on the twenty-second of December, at 10.40 a.m.  
Before Us, Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

E-xcell COMMUNICATIONS, S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B 78.355, a company with registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg,

here represented by Mr Benoît Nasr, private employee, with professional address at 59, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg,

by virtue of a proxy given in Luxembourg, on December 15, 2004.

Said proxy after signature ne varietur by the proxy holder and the undersigned notary shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Said appearing party, through its proxy holder, has requested the undersigned notary to state that:

- The appearing party is the sole shareholder of the private limited liability company («société à responsabilité limitée») existing under the name of CELTES INVESTMENTS, S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B 102.509, with registered office in Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of Maître Léon Thomas known as Tom Metzler, notary residing in Luxembourg-Bonnevoie, dated August 13, 2004, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Number 1090 of October 28, 2004.

The Articles of Incorporation have been amended pursuant to a deed of the undersigned notary, dated December 3, 2004, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

- The Company's capital is set at sixteen thousand United States dollars (USD 16,000.-), represented by one hundred and twenty-five (125) shares of a par value of one hundred and twenty-eight United States dollars (USD 128.-) each, all fully subscribed and entirely paid up.

- The agenda is worded as follows:

1. Increase of the share capital by USD 2,103,661,184.- so as to raise it from its present amount of USD 16,000.- to USD 2,103,677,184.- by the creation and issue of 16,434,853 new shares with a par value of USD 128.- each.

2. Subscription and payment by contribution in kind of the sole share with nominal value of EUR 35,000.- in the capital of ISPAT HOLDING GmbH, having its corporate seat in A-1010 Vienna, Franz Josefs-Kai 3, company register number FN 199701d of the Handelsgericht Vienna, Austria.

3. Subsequent amendment of Article 6., paragraph 1 of the Articles of Incorporation.

4. Miscellaneous.

The sole shareholder then passes the following resolutions:

*First resolution*

The corporate capital of the Company is increased by USD 2,103,661,184.- (two billion one hundred and three million six hundred and sixty-one thousand one hundred and eighty-four US Dollars) so as to raise it from its present amount of USD 16,000. (sixteen thousand US Dollars) to USD 2,103,677,184.- (two billion one hundred and three million six hundred and seventy-seven thousand one hundred and eighty-four US Dollars) by the creation and issue of 16,434,853 (sixteen million four hundred thirty-four thousand eight hundred fifty-three) new shares with a par value of USD 128.- (one hundred and twenty-eight US Dollars) each.

All the new shares have been entirely subscribed by E-xcell COMMUNICATIONS, S.à r.l., prenamed, and they have been paid-up for their par value by a contribution in kind consisting of the sole share having a nominal value of EUR 35,000.- (thirty-five thousand euro) and representing the entire share capital of the company ISPAT HOLDING GmbH, a limited liability company incorporated under the laws of Austria, having its corporate seat in A-1010 Vienna, Franz Josefs-Kai 3, Austria.

It results from a declaration drawn up on December 15, 2004, and signed by Mr Amit Agarwal, Managing Director of ISPAT HOLDING GmbH, that the contributed share of ISPAT HOLDING GmbH is valued at least at USD 2,103,661,184.- (two billion one hundred and three million six hundred and sixty-one thousand one hundred and eighty-four US Dollars) the accounts of said company as at December 31, 2003 having been attached thereto.

It results likewise from a certificate issued by UNIVERSAL MANAGEMENT SERVICES, S.à r.l., acting as sole manager of E-xcell COMMUNICATIONS, S.à r.l., prenamed, on December 15, 2004 that:

«- The Company owns the sole share («the Share») with par value of EUR 35,000.- (thirty-five thousand euro) in the capital of ISPAT HOLDING GmbH with corporate seat in A-1010 Vienna, Franz Josefs-Kai 3, company register number FN 199701d of the Handelsgericht Vienna, Austria.

- The Share is registered in the name of the Company.
- The Share is partly paid-up in the amount of EUR 17,500.- (seventeen thousand five hundred euro).
- There exists no pre-emption right nor any right on the Share by virtue of which any person may be entitled to demand that the Share be transferred to him.
- The Share is not encumbered with any pledge or usufruct, there exists no right to acquire any pledge or usufruct on the Share and the Share is not subject of any attachment.
- The Share is freely transferable and the Austrian legal and regulatory aspects relating to the transfer of the Share have been complied with.»

Such declaration, valuation accounts and certificate, after signature ne varietur by the proxy holder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The aggregate amount USD 2,103,661,184.- (two billion one hundred and three million six hundred and sixty-one thousand one hundred and eighty-four US Dollars) is allotted for its whole amount to the share capital of the Company.

#### *Second resolution*

As a consequence of the preceding resolution, Article 6, paragraph 1 of the Articles of Incorporation is amended and shall henceforth have the following wording:

«**Art. 6, paragraph 1.** The Company's capital is set at two billion one hundred and three million six hundred seventy-seven thousand one hundred and eighty-four United States Dollars (USD 2,103,677,184.-), represented by sixteen million four hundred thirty-four thousand nine hundred and seventy-eight (16,434,978) shares of a par value of one hundred and twenty-eight United States Dollars (USD 128.-) each, all fully subscribed and entirely paid up.»

#### *Capital duty*

Since the present contribution in kind consists of the sole share representing 100% of the share capital of ISPAT HOLDING GmbH, a company incorporated in the European Union, the Company refers to Article 4-2 of the Law dated 29th December 1971, which provides for capital duty exemption.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and French texts, the English version shall prevail.

The document having been read and translated to the proxy holder of the appearing party, said proxy holder signed together with Us, the notary, the present original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatre, le vingt-deux décembre, à 10.40 heures.

Par-devant Nous Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

E-xcell COMMUNICATIONS, S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B 78.355, une société avec siège social au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg,

ici représentée par Monsieur Benoît Nasr, employé privé, avec adresse professionnelle au 59, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg,

en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 15 décembre 2004.

Laquelle procuration, après signature ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante, par son mandataire, a prié le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- La comparante est l'associée unique de la société à responsabilité limitée existant sous la dénomination de CELTES INVESTMENTS, S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B 102.509, ayant son siège social à Luxembourg, constituée suivant un acte reçu par Maître Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, en date du 13 août 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Numéro 1090 du 28 octobre 2004.

- Le capital social de la Société est fixé à seize mille dollars US (USD 16.000.-), représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-huit dollars US (USD 128.-) chacune, toutes intégralement souscrites et entièrement libérées.

- L'ordre du jour est conçu comme suit:

1. Augmentation du capital social à concurrence de USD 2.103.661.184,- pour le porter de son montant actuel de USD 16.000,- à USD 2.103.677.184,- par la création et l'émission de 16.434.853 nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de USD 128,- chacune.

2. Souscription et libération moyennant apport en nature de l'unique part sociale d'une valeur nominale de EUR 35.000,- dans le capital de ISPAT HOLDING GmbH, ayant son siège social à A-1010 Vienne, Franz Josefs-Kai 3, numéro de registre de commerce FN 199701d du Handelsgericht Vienne, Autriche.

3. Modification subséquente de l'article 6, alinéa 1 des statuts.

4. Divers.

L'associée unique prend ensuite les résolutions suivantes:

*Première résolution*

Le capital social de la Société est augmenté à concurrence de USD 2.103.661.184,- (deux milliards cent trois millions six cent soixante et un mille cent quatre-vingt-quatre US Dollars) pour le porter de son montant actuel de USD 16.000,- (seize mille US Dollars) à USD 2.103.677.184,- (deux milliards cent trois millions six cent soixante-dix-sept mille cent quatre-vingt-quatre US Dollars) par la création et l'émission de 16.434.853 (seize millions quatre cent trente-quatre-mille huit cent cinquante-trois) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de USD 128,- (cent vingt-huit US Dollars) chacune.

Toutes les nouvelles parts sociales ont été entièrement souscrites par E-xcell COMMUNICATIONS, S.à r.l., préqualifiée, et elles ont été libérées pour leur valeur nominale par un apport en nature de l'unique part sociale d'une valeur nominale de EUR 35.000,- dans le capital de ISPAT HOLDING GmbH, une société à responsabilité limitée de droit autrichien, ayant son siège social à A-1010 Vienne, Franz Josefs-Kai 3, numéro de registre de commerce FN 199701d du Handelsgericht Vienne, Autriche.

Il résulte d'une déclaration dressée le 15 décembre 2004 et signée par Monsieur Amit Agarwal, Managing Director de ISPAT HOLDING GmbH, que la part sociale apportée de ISPAT HOLDING GmbH est évaluée à au moins USD 2.103.661.184,- (deux milliards cent trois millions six cent soixante et un mille cent quatre-vingt-quatre US Dollars), les comptes d'évaluation au 31 décembre 2003 de ladite société y étant annexés.

Il résulte pareillement d'un certificat émis en date du 15 décembre 2004 par UNIVERSAL MANAGEMENT SERVICES, S.à r.l., agissant en sa qualité de gérant unique de E-xcell COMMUNICATIONS, S.à r.l., préqualifiée, que:

«- La Société est propriétaire de la part unique («la Part Sociale») avec une valeur nominale de EUR 35.000,- (trente-cinq mille euros) représentant le capital social de ISPAT HOLDING GmbH, avec siège social à A-1010 Vienne, Franz Josefs-Kai 3, numéro de registre de commerce FN 199701d du Handelsgericht Vienne, Autriche.

- La Part Sociale est enregistrée au nom de la Société.

- La Part Sociale est partiellement libérée à concurrence de EUR 17.500,- (dix-sept mille cinq cents euros).

- Il n'existe pas de droit de préemption ni d'autre droit en vertu desquels une personne ou entité serait autorisée à demander à ce que la Part Sociale lui soit transférée.

- La Part Sociale n'est grevée ni d'un nantissement ou d'un usufruit, il n'existe pas de droit à bénéficier d'un nantissement ou d'un usufruit sur la Part Sociale et la Part Sociale n'est pas soumise à un gage.

- La Part Sociale est librement transmissible et il a été fait droit aux différentes exigences légales et réglementaires autrichiennes en relation avec le transfert de la Part Sociale.»

Ces déclaration, comptes d'évaluation et certificat, après signature ne varient par le mandataire et le notaire instrumentaire demeureront annexés aux présentes pour être enregistrés en même temps.

Le montant total de USD 2.103.661.184,- (deux milliards cent trois millions six cent soixante et un mille cent quatre-vingt-quatre US Dollars) est affecté pour son intégralité au capital social de la Société.

*Deuxième résolution*

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'article 6, alinéa 1 des statuts est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

«**Art. 6, alinéa 1<sup>er</sup>.** Le capital social est fixé à deux milliards cent trois millions six cent soixante-dix-sept mille cent quatre-vingt-quatre US Dollars (USD 2.103.677.184,-), représenté par seize millions quatre cent trente-quatre mille neuf cent soixante-dix-huit (16.434.978) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-huit US Dollars (USD 128,-) chacune, toutes intégralement souscrites et entièrement libérées.»

*Droit d'apport*

Etant donné que le présent apport en nature consiste en l'unique part sociale représentant 100% du capital social de ISPAT HOLDING GmbH, une société constituée dans l'Union Européenne, la Société se réfère à l'article 4-2 de la loi du 29 décembre 1971, qui prévoit une exemption du droit d'enregistrement.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes, qu'à la requête de la comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même comparante et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: B. Nasr, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 2004, vol. 146S, fol. 42, case 8. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé):* Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2005.

A. Schwachtgen.

(003844.3/230/170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2005.

**CELTES INVESTMENTS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R. C. Luxembourg B 102.509.

Statuts coordonnés suivant l'acte n° 1788 du 22 décembre 2004 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Schwachtgen.

(003852.3/230/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2005.

---

**ASIA MOTOR TECHNOLOGIES HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2121 Luxembourg-Kirchberg, 231, Val des Bons Malades.

R. C. Luxembourg B 75.213.

DISSOLUTION

L'an deux mille quatre, le vingt-deux décembre.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

PRIVEXIA GENEVE S.A., R.C. Genève n° CH-660-0265971-4, une société avec siège social au 12, rue Ami-Lullin, CH-1211 Genève,

ici représentée par Madame Geneviève Blauen, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 20 décembre 2004.

Laquelle procuration, après avoir été signée par la mandataire et le notaire instrumentaire restera annexée au présent acte pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante a, par sa mandataire, prié le notaire d'acter que:

- La société anonyme ASIA MOTOR TECHNOLOGIES HOLDING S.A., R.C.S. Luxembourg B 75.213, dénommée ci-après «la Société», fut constituée suivant acte reçu par Maître Georges D'Huart, notaire de résidence à Pétange, en date du 28 mars 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 535 du 26 juillet 2000.

Les statuts de ladite société ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 18 décembre 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 649 du 18 août 2001.

- Le capital social est actuellement fixé à trente millions (30.000.000,-) d'euros (EUR), représenté par trente mille (30.000) actions d'une valeur nominale de mille (1.000,-) euros (EUR) chacune, entièrement souscrites et intégralement libérées.

- La comparante s'est rendue successivement propriétaire de la totalité des actions de la Société.

- Par la présente la comparante en tant qu'actionnaire unique prononce la dissolution de la Société avec effet immédiat.

- La comparante déclare qu'elle a pleine connaissance des statuts de la Société et qu'elle connaît parfaitement la situation financière de la Société.

- La comparante affirme en sa qualité de liquidateur de la Société que l'activité de la Société a cessé, que le passif connu de ladite Société a été payé ou provisionné, que l'actionnaire unique est investie de tout l'actif et qu'elle s'engage expressément à prendre à sa charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la Société et impayé ou inconnu à ce jour avant tout paiement à sa personne; partant la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée.

- L'actionnaire unique donne décharge pleine et entière aux administrateurs et au commissaire pour leurs mandats jusqu'à ce jour.

- Les documents et pièces relatifs à la Société dissoute resteront conservés durant cinq ans au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg.

Sur ce, la mandataire de la comparante a présenté au notaire deux certificats d'actions au porteur numéros 1 et 2 lesquels ont immédiatement été lacérés.

Sur base de ces faits le notaire a constaté la dissolution de la société ASIA MOTOR TECHNOLOGIES HOLDING S.A.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, celle-ci a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: G. Blauen, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 2004, vol. 146S, fol. 43, case 8. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2005.

A. Schwachtgen.

(002069.3/230/53) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2005.

---

**FERNSEH HOLDING, S.à r.l., Gesellschaft mit beschränkter Haftung.**
**Stammkapital: EUR 1.375.000,-.**

 Gesellschaftssitz: L-1717 Luxemburg, 8-10, rue Mathias Hardt.  
H. R. Luxemburg B 90.554.

Im Jahre zweitausendundvier, den dreizehnten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Mersch.

Sind die Gesellschafter der Gesellschaft mit beschränkter Haftung FERNSEH HOLDING, S.à r.l., mit Sitz in Luxemburg, eingetragen im Handelsregister zu Luxemburg, Sektion B, unter Nummer 90.554, zu einer außerordentlichen Hauptversammlung zusammengetreten.

Die Gesellschaft wurde am 12. Dezember 2002, gemäß Urkunde des Notars Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Mersch, gegründet, welche Urkunde im Mémorial am 11. Februar 2003 unter der Nummer C 139 veröffentlicht wurde. Die Satzung wurde abgeändert gemäss notarieller Urkunde vom 20. Februar 2003, veröffentlicht im Mémorial am 8. November 2003 unter der Nummer C 1174.

Die Versammlung tagt unter dem Vorsitz von Frau Ute Bräuer, maître en droit, Luxemburg.

Der Vorsitzende bezeichnet als Schriftführer Herrn Max Kremer, licencié en droit, Luxemburg.

Die Hauptversammlung wählt als Stimmzähler Frau Corinne Muller, licenciée en droit, Luxemburg.

Der Verwaltungsvorstand ist hiermit gebildet. Der Vorsitzende erklärt und ersucht den beurkundenden Notar die nachfolgenden Beschlüsse urkundlich festzustellen:

Die Hauptversammlung hat folgende Tagesordnungspunkte:

*Tagesordnung:*

1. Erweiterung der Tätigkeitsbereiche der Gesellschaften, an denen Beteiligungen gehalten werden können. Ersatzlose Streichung von Artikel 2.1 (a) und 2.1 (b) der Satzung und Neufassung des Artikels 2.1 der Satzung, der den nachfolgenden Wortlaut haben soll:

«2.1 Gegenstand des Unternehmens ist der Erwerb, das Halten und Verwalten von Beteiligungen, die primär direkt oder indirekt in den Bereichen:

- a) Betrieb eines Abonnementfernsehprogrammes (durch Teilnehmerentgelte finanziertes Fernsehen - Pay-TV) unter Anwerbung von Abonnenten im deutschsprachigen Markt;
- b) Betrieb eines oder mehrerer frei empfangbarer, analoger oder digitaler Fernsehkanäle, finanziert durch Werbe- und Sponsoringerlöse sowie durch Erlöse aus Wettumsätzen;
- c) Erstellung und Vermarktung von digitalen Pay-TV-Kanälen;
- d) Veranstaltung von pay-per-view, near video on demand, video on demand sowie Angebot von sonstigen Medien, Tele- und Onlinediensten jeglicher Art in allen Übertragungsmedien;
- e) Ausbau des Abonnementfernsehprogrammes zu einer digitalen Programm- und Vermarktungsplattform;
- f) Ankauf, Verkauf und Verleih von Rechten an Filmen, Hörfunk und Fernsehproduktionen sowie Erwerb, Verkauf und Verleih der Übertragungsrechte öffentlicher Veranstaltungen;
- g) Gewährung von Softwarelizenzen, Verwaltung von Zugängen zu digitalen Satellitenplattformen und anderen Plattformen sowie Verwaltung von Conditional Access-Systemen;
- h) Verkauf von Programmzeitschriften und Vermittlung von Programmzeitschriftenabonnements;
- i) Übernahme von Geschäftsführungs-, Verwaltungs-, Dienstleistungs- und Beratungsaufgaben für Unternehmen, die in den unter (a) bis (h) bezeichneten Bereichen tätig sind; sowie
- j) im Zusammenhang mit den unter a) bis i) bezeichneten Gegenständen stehende Nebenaktivitäten tätig sind.»

2. Beschränkung der Berichtspflicht der Geschäftsführer gegenüber der Gesellschafterversammlung aufgrund geänderter Rechtsform der unmittelbaren Beteiligungsgesellschaft, die nunmehr eine Aktiengesellschaft deutschen Rechts ist. Entsprechende Änderung von Artikel 6.3 Abs.1 (zur Klarstellung: die Buchstaben (a) bis (e) von Artikel 6.3 Abs. 1 bleiben von der Änderung unberührt) und Artikel 6.4 der Satzung, die den nachfolgenden Wortlaut haben sollen:

«6.3 Die Geschäftsführer haben der Gesellschafterversammlung wie folgt zu berichten, mit der Maßgabe, dass sich die Berichtspflicht der Geschäftsführer nur insoweit auf Beteiligungsunternehmen und Sachverhalte, die Beteiligungsunternehmen betreffen, erstreckt, als es den Geschäftsführern rechtlich, insbesondere unter Berücksichtigung der Rechtsform der Beteiligungsunternehmen, möglich ist, die zur Erfüllung der Berichtspflicht erforderlichen Informationen von den Beteiligungsunternehmen einzuholen.»

«6.4 Die Gesellschafterversammlung und jeder Gesellschafter können unbeschadet der Berichtspflicht gemäß Ziffer 6.3 von den Geschäftsführern jederzeit Auskunft verlangen über alle Angelegenheiten der Gesellschaft, über ihre rechtlichen und geschäftlichen Beziehungen zu einem Beteiligungsunternehmen sowie, soweit es den Geschäftsführern rechtlich, insbesondere unter Berücksichtigung der Rechtsform der Beteiligungsunternehmen, möglich ist, die zur Erfüllung der Auskunftspflicht erforderlichen Informationen von den Beteiligungsunternehmen einzuholen, über geschäftliche Vorgänge bei Beteiligungsunternehmen, die auf die Lage der Gesellschaft oder eines Beteiligungsunternehmens von wesentlichem Einfluss sein können.»

3. Beschränkung der Pflicht der Geschäftsführung, die Durchführung von Maßnahmen gemäß Artikel 6.7 der Satzung bei Beteiligungsgesellschaften nur zuzulassen, wenn die Zustimmung der Gesellschafter vorliegt, aufgrund geänderter Rechtsform der unmittelbaren Beteiligungsgesellschaft, die nunmehr eine Aktiengesellschaft deutschen Rechts ist. Entsprechende Änderung des Artikels 6.8 der Satzung, der den nachfolgenden Wortlaut haben soll:

«6.8 Die Geschäftsführer müssen insoweit, als es den Geschäftsführern rechtlich, insbesondere unter Berücksichtigung der Rechtsform der Beteiligungsunternehmen, möglich ist, dafür Sorge tragen, dass Maßnahmen, die gemäß Ziffer

6.7 bei Beteiligungsunternehmen der Zustimmung der Bankeninvestoren bedürfen, auf Ebene des betroffenen Beteiligungsunternehmens nur durchgeführt werden, wenn die Zustimmung gemäß Ziffer 6.7 vorliegt.»

4. Aufnahme einer Frist in die Satzung, nach deren Ablauf die nach der Satzung erforderliche Zustimmung der Gesellschafter bzw. der Bankeninvestoren zu Maßnahmen und Rechtsgeschäften als erteilt gilt, es sei denn einer der Gesellschafter bzw. einer der Bankeninvestoren hat der geplanten Maßnahme oder dem geplanten Rechtsgeschäft zuvor widersprochen. Entsprechende Einfügung eines neuen Artikels 6.9 der Satzung, der den nachfolgenden Wortlauf haben soll:

«6.9 Bedürfen die Geschäftsführer zur Durchführung einer Maßnahme oder eines Rechtsgeschäfts gemäß dieser Satzung der vorherigen Zustimmung durch Gesellschafterbeschluss oder der Zustimmung der Bankeninvestoren, so gilt die Zustimmung der Gesellschafter bzw. der Bankeninvestoren mit Ablauf des neunten Bankarbeitstages nach Erhalt einer Anzeige der Geschäftsführer in schriftlicher Form oder per Telefax, dass eine zustimmungsbedürftige Maßnahme oder ein zustimmungsbedürftiges Rechtsgeschäft durchgeführt werden soll, oder, wenn ein Gesellschafter bzw. Bankeninvestor vor Ablauf des fünften Bankarbeitstages nach Erhalt einer derartigen Anzeige weitere Informationen angefordert hat, mit Ablauf des fünften Bankarbeitstages nach Erhalt dieser weiteren Informationen als erteilt, es sei denn, einer der Gesellschafter bzw. einer der Bankeninvestoren teilt den Geschäftsführern zuvor mit, dass die Zustimmung nicht erteilt wird. Als Bankarbeitstage im Sinne des vorstehenden Satzes gelten alle Tage, an denen Kreditinstitute in München, Frankfurt am Main, Wien und Luxemburg allgemein für den Publikumsverkehr geöffnet sind.»

Die anwesenden oder vertretenen Gesellschafter sowie die Anzahl der von ihnen gehaltenen Anteile sind in eine Anwesenheitsliste eingetragen; diese Anwesenheitsliste wird von den anwesenden Gesellschaftern, den Bevollmächtigten der vertretenen Gesellschafter und den Mitgliedern des Verwaltungsvorstands unterzeichnet und bleibt der Urkunde beigelegt um mit derselben einregistriert zu werden.

Sämtliche Anteile der Gesellschaft sind bei der heutigen Versammlung anwesend oder rechtswirksam vertreten; die anwesenden oder vertretenen Gesellschafter erkennen die Ordnungsmäßigkeit der Einberufung an und erklären vorab Kenntnis von der Tagesordnung erhalten zu haben, sodaß auf eine förmliche Einberufung verzichtet werden konnte.

Die heutige Hauptversammlung vertritt sämtliche Anteile der Gesellschaft und kann in rechtsgültiger Weise über die Tagesordnung beraten.

Nach Beratung faßt die Hauptversammlung einstimmig folgende Beschlüsse:

#### *Erster Beschluß*

Die Versammlung beschließt die Erweiterung der Tätigkeitsbereiche der Gesellschaften, an denen Beteiligungen gehalten werden können und die ersatzlose Streichung von Artikel 2.1 (a) und 2.1 (b) der Satzung und Neufassung des Artikels 2.1 der Satzung, der den nachfolgenden Wortlaut haben soll:

«2.1 Gegenstand des Unternehmens ist der Erwerb, das Halten und Verwalten von Beteiligungen, die primär direkt oder indirekt in den Bereichen:

- a) Betrieb eines Abonnementfernsehprogrammes (durch Teilnehmerentgelte finanziertes Fernsehen - Pay-TV) unter Anwerbung von Abonnenten im deutschsprachigen Markt;
- b) Betrieb eines oder mehrerer frei empfangbarer, analoger oder digitaler Fernsehkanäle, finanziert durch Werbe- und Sponsoringergölse sowie durch Erlölse aus Wettumsätzen;
- c) Erstellung und Vermarktung von digitalen Pay-TV-Kanälen;
- d) Veranstaltung von pay-per-view, near video on demand, video on demand sowie Angebot von sonstigen Medien, Tele- und Onlinediensten jeglicher Art in allen Übertragungsmedien;
- e) Ausbau des Abonnementfernsehprogrammes zu einer digitalen Programm- und Vermarktungsplattform;
- f) Ankauf, Verkauf und Verleih von Rechten an Filmen, Hörfunk und Fernsehproduktionen sowie Erwerb, Verkauf und Verleih der Übertragungsrechte öffentlicher Veranstaltungen;
- g) Gewährung von Softwarelizenzen, Verwaltung von Zugängen zu digitalen Satellitenplattformen und anderen Plattformen sowie Verwaltung von Conditional Access-Systemen;
- h) Verkauf von Programmzeitschriften und Vermittlung von Programmzeitschriftenabonnements;
- i) Übernahme von Geschäftsführungs-, Verwaltungs-, Dienstleistungs- und Beratungsaufgaben für Unternehmen, die in den unter a) bis h) bezeichneten Bereichen tätig sind; sowie
- j) im Zusammenhang mit den unter a) bis i) bezeichneten Gegenständen stehende Nebenaktivitäten tätig sind.»

#### *Zweiter Beschluß*

Die Versammlung beschließt die Beschränkung der Berichtspflicht der Geschäftsführer gegenüber der Gesellschafterversammlung aufgrund geänderter Rechtsform der unmittelbaren Beteiligungsgesellschaft, die nunmehr eine Aktiengesellschaft deutschen Rechts ist und die entsprechende Änderung von Artikel 6.3 Abs.1 (zur Klarstellung: die Buchstaben (a) bis (e) von Artikel 6.3 Abs. 1 bleiben von der Änderung unberührt) und Artikel 6.4 der Satzung, die den nachfolgenden Wortlaut haben sollen:

«6.3 Die Geschäftsführer haben der Gesellschafterversammlung wie folgt zu berichten, mit der Maßgabe, dass sich die Berichtspflicht der Geschäftsführer nur insoweit auf Beteiligungsunternehmen und Sachverhalte, die Beteiligungsunternehmen betreffen, erstreckt, als es den Geschäftsführern rechtlich, insbesondere unter Berücksichtigung der Rechtsform der Beteiligungsunternehmen, möglich ist, die zur Erfüllung der Berichtspflicht erforderlichen Informationen von den Beteiligungsunternehmen einzuholen.»

«6.4 Die Gesellschafterversammlung und jeder Gesellschafter können unbeschadet der Berichtspflicht gemäß Ziffer 6.3 von den Geschäftsführern jederzeit Auskunft verlangen über alle Angelegenheiten der Gesellschaft, über ihre rechtlichen und geschäftlichen Beziehungen zu einem Beteiligungsunternehmen sowie, soweit es den Geschäftsführern rechtlich, insbesondere unter Berücksichtigung der Rechtsform der Beteiligungsunternehmen, möglich ist, die zur Erfüllung der Auskunftspflicht erforderlichen Informationen von den Beteiligungsunternehmen einzuholen, über geschäftliche

Vorgänge bei Beteiligungsunternehmen, die auf die Lage der Gesellschaft oder eines Beteiligungsunternehmens von wesentlichem Einfluss sein können.»

*Dritter Beschluß*

Die Versammlung beschließt die Beschränkung der Pflicht der Geschäftsführung, die Durchführung von Maßnahmen gemäß Artikel 6.7 der Satzung bei Beteiligungsgesellschaften nur zuzulassen, wenn die Zustimmung der Gesellschafter vorliegt, aufgrund geänderter Rechtsform der unmittelbaren Beteiligungsgesellschaft, die nunmehr eine Aktiengesellschaft deutschen Rechts ist und die entsprechende Änderung des Artikels 6.8 der Satzung, der den nachfolgenden Wortlaut haben soll:

«6.8 Die Geschäftsführer müssen insoweit, als es den Geschäftsführern rechtlich, insbesondere unter Berücksichtigung der Rechtsform der Beteiligungsunternehmen, möglich ist, dafür Sorge tragen, dass Maßnahmen, die gemäß Ziffer 6.7 bei Beteiligungsunternehmen der Zustimmung der Bankeninvestoren bedürfen, auf Ebene des betroffenen Beteiligungsunternehmens nur durchgeführt werden, wenn die Zustimmung gemäß Ziffer 6.7 vorliegt.»

*Vierter Beschluß*

Die Versammlung beschließt die Aufnahme einer Frist in die Satzung, nach deren Ablauf die nach der Satzung erforderliche Zustimmung der Gesellschafter bzw. der Bankeninvestoren zu Maßnahmen und Rechtsgeschäften als erteilt gilt, es sei denn einer der Gesellschafter bzw. einer der Bankeninvestoren hat der geplanten Maßnahme oder dem geplanten Rechtsgeschäft zuvor widersprochen. Entsprechende Einfügung eines neuen Artikels 6.9 der Satzung, der den nachfolgenden Wortlaut haben soll:

«6.9 Bedürfen die Geschäftsführer zur Durchführung einer Maßnahme oder eines Rechtsgeschäfts gemäß dieser Satzung der vorherigen Zustimmung durch Gesellschafterbeschluss oder der Zustimmung der Bankeninvestoren, so gilt die Zustimmung der Gesellschafter bzw. der Bankeninvestoren mit Ablauf des neunten Bankarbeitstages nach Erhalt einer Anzeige der Geschäftsführer in schriftlicher Form oder per Telefax, dass eine zustimmungsbedürftige Maßnahme oder ein zustimmungsbedürftiges Rechtsgeschäft durchgeführt werden soll, oder, wenn ein Gesellschafter bzw. Bankeninvestor vor Ablauf des fünften Bankarbeitstages nach Erhalt einer derartigen Anzeige weitere Informationen angefordert hat, mit Ablauf des fünften Bankarbeitstages nach Erhalt dieser weiteren Informationen als erteilt, es sei denn, einer der Gesellschafter bzw. einer der Bankeninvestoren teilt den Geschäftsführern zuvor mit, dass die Zustimmung nicht erteilt wird. Als Bankarbeitstage im Sinne des vorstehenden Satzes gelten alle Tage, an denen Kreditinstitute in München, Frankfurt am Main, Wien und Luxemburg allgemein für den Publikumsverkehr geöffnet sind.»

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, erklärt der Vorsitzende die Hauptversammlung für geschlossen.

Worüber Urkunde, geschehen und aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Verlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, dem beurkundenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben die Mitglieder des Versammlungsvorstandes gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: U. Bräuer, M. Kremer, C. Muller, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 20 décembre 2003, vol. 429, fol. 80, case 11. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): A. Muller.*

Für gleichlautende Kopie zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Mersch, den 28. Dezember 2004.

H. Hellinckx.

(003710.3/242/170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2005.

**FERNSEH HOLDING, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 1.375.000,-.**

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R. C. Luxembourg B 90.554.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 28 décembre 2004.

H. Hellinckx.

(003711.3/242/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2005.